

Souvenirs de guerre
1940 : L'exode de la famille Legrand

Par : Léon LEGRAND

SOUVENIRS DE GUERRE: L'exode de 1940 raconté par Léon Legrand

Le premier avril 1941, Léon Legrand terminait la rédaction du récit de son exode de 1940. Après la guerre il en a donné une copie à chacun de ses enfants et petits-enfants. Une copie de ce récit a été mise sur le blog de Jean-Pierre Legrand, petit-fils de Léon Legrand, en 2009 pendant que, par coïncidence, de mon côté je faisais des recherches sur ce même récit. Je venais de le lire sur la copie que mon papa (cousin de Jean-Pierre et donc aussi petit fils de Léon Legrand) possédait. Mon but était de situer pour mes enfants un épisode de l'histoire familiale dont ils n'auront pas connu les protagonistes ni entendu de leur bouche leurs souvenirs. C'est le résultat de ces travaux que vous trouverez dans ce qui suit.

I – notes sur le récit :

J'ai repris le texte de Léon Legrand presque tel qu'il a été écrit et publié sur le blog de Jean-Pierre Legrand, petit-fils du narrateur.

Pour une facilité de lecture j'ai chapitré ce récit. Le chapitrage a été fait par jour de voyage sauf pour les endroits où le séjour a duré plus longtemps qu'une nuit,

Je n'ai pas corrigé dans le texte le nom de lieu, je les ai laissés tels qu'écrit par le narrateur. Néanmoins en voulant reconstituer l'itinéraire sur une carte j'ai découvert plusieurs noms orthographiés différemment, incomplets ou même ayant une ressemblance plus ou moins phonétique avec les noms réels (ou actuels). Des notes à ce sujet sont reprises en bas de chaque chapitre. Ces notes reprennent le nom tel que je l'ai trouvé sur les cartes actuelles.

Ces notes reprennent aussi les événements historiques en relation avec la seconde guerre mondiale et une description des personnages publics rencontrés (prises sur Wikipédia ou d'autres sources). Cela permet au lecteur de raccrocher ce récit à l'Histoire, aux événements de mai et juin 1940 lorsque l'Allemagne envahit la Belgique, le Luxembourg, la Hollande et la France. On y trouve une concordance entre ce récit et les événements du moment. Mais pour bien comprendre le contexte il est préférable de se référer aux livres d'histoire.

Léon Legrand, en guise de conclusion, a rajouté plusieurs pages avec son impression sur l'exode familiale. J'ai trouvé cette conclusion très longue et j'y trouve toute une information qui fait plutôt partie, à mon avis, du récit lui-même. J'ai séparé sa conclusion en plusieurs parties que j'ai insérées dans le texte aux endroits que j'ai trouvés opportuns. Ces parties de texte sont en italique. Néanmoins j'ai remis à la fin le texte original tel qu'écrit par Léon Legrand.

Le cousin de mon papa et petit-fils du narrateur, Jean-Pierre Legrand, qui a publié ce récit dans son blog sur internet, a rajouté des notes que j'ai reprises en bas de chapitre et qui sont marquées d'un numéro entre parenthèses. Il a aussi rajouté sa réflexion par rapport au récit, une vision des événements et de son grand père avec le recul des années. Cette réflexion se trouve en fin de récit.

Concernant les illustrations ; les photos de familles sont issues de divers albums de famille : ceux de Jean-Pierre et Brigitte Legrand ainsi que ceux de Henri et Jean-Marie Claeys qui ont fait partie de l'exode. Les autres photos sont issues de différents livres ou d'internet. Le document que vous lisez actuellement, tel que présenté, est destiné à servir uniquement dans un cadre privé, aussi je n'ai pas demandé d'autorisations pour l'utilisation de ces dernières photos.

Le texte, tel qu'il est présenté est une collaboration de Jean-Pierre Legrand et de Jean-Michel Claeys, petit-fils et arrière-petit-fils de Léon Legrand.

II – contexte de l'époque :

Lorsque l'Allemagne de Hitler envahit la Pologne le 1er septembre 1939, la France et l'Angleterre, qui avaient signé un accord d'assistance avec la Pologne, réagissent enfin et déclarent la guerre à l'Allemagne les 3 et 4 septembre 1939. L'Angleterre envoie des troupes sur le territoire français afin d'épauler l'armée française en vue de la guerre contre l'Allemagne mais la Pologne est rapidement battue et aucune véritable guerre n'est engagée du côté ouest de l'Allemagne. La Belgique, neutre, mobilise ses troupes par précaution, l'Allemagne ayant déjà violé sa neutralité en 1914 afin d'envahir la France.

Le 10 mai 1940 l'Allemagne envahit la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et la France. La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg étaient neutres et non directement concernés par cette guerre mais les plans allemands prévoyaient de passer à travers ces pays afin d'envahir la France. Cela pour deux raisons : Contourner la ligne Maginot, une ligne puissante de forteresses à la frontière franco-allemande et attirer les armées franco-anglaises en Belgique, sur un champ de bataille non préparé afin de les combattre alors que ces armées étaient en plein mouvement. L'armée allemande pousse dans deux directions : A travers le canal Albert et la Hollande elle simule l'invasion principale de manière à attirer les armées françaises et anglaises loin de leurs bases de départ alors que le plus fort de ses troupes traversent les Ardennes belges puis la Meuse à Dinant en Belgique et à Sedan en France et, en se dirigeant vers la mer à Abbeville, enferment une partie importante des armées alliées en Belgique.

C'est à ce moment que se situe le récit de Léon Legrand, notre aïeul. Les Belges se souviennent que la Belgique a servi de champs de bataille lors de la guerre 14-18 terminée il y a à peine 22 ans. C'est de ces champs de batailles que les gens cherchent à s'éloigner, c'est pour ne pas se trouver au milieu des bombes et des coups de fusils qu'une partie des Belges, des Alsaciens et des Français du nord partent en exode. Mais pour les Dinantais il y a une raison de plus : c'est le souvenir des massacres de la population de Dinant et le sac de la ville par les armées allemandes du 15 au 27 août 1914.

La Belgique allait être occupée jusqu'en septembre 1944 et même fin janvier 1945 pour certaines régions des Ardennes autour de Bastogne, Malmédy, Houffalize et Celles.

III – Les personnages :

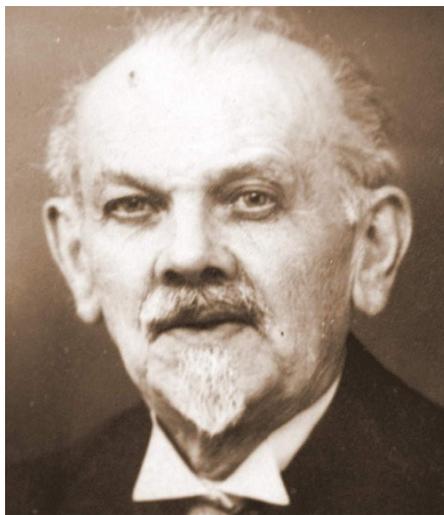
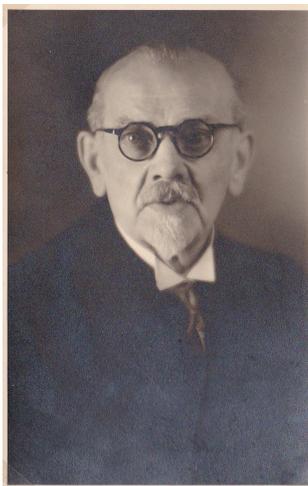
Léon Legrand (71 ans) était sénateur au sein du parti catholique belge et habitait Dinant.

Il eu plusieurs enfants dont certains sont partis en exode avec lui dont :

- Léon Legrand (son fils – 33 ans), son épouse Anne De Cocq et leur fille Brigitte (environ 4 ans)
- Paul Legrand (son fils – 36 ans), son épouse Loulou (Marie Louise Beekman de Crayloo - 26 ans) et ses enfants : Jean-Pierre (4ans et demi), Jacqueline (3 ans) et Beaudoin (1 an et demi)
- Marcelle Legrand (sa fille – 45ans) épouse d'Emile Claeys (56 ans) Ingénieur des ponts et chaussées, fonctionnaire de l'état et ses enfants : Henri (19 ans), Alberte (17 ans), Micheline (14 ans), George (13 ans) et Jean-Marie (4 ans et demi) qui viennent les rejoindre plus tard

Et aussi :

- George Legrand (son fils – 39 ans). Magistrat. Mobilisé au 63 régiment d'infanterie(?).
- Camille Legrand (sa fille – 43 ans) épouse de Jacques Bribosia (36 ans)
- Jeanne Legrand (sa fille – 42 ans)



Deux photos du narrateur, Léon Legrand en 1941



Léon, Anne et Brigitte Legrand



Paul, Loulou, Jean-Pierre, Baudouin (le bébé) et Jacqueline Legrand avec probablement Jean-Marie Claeys



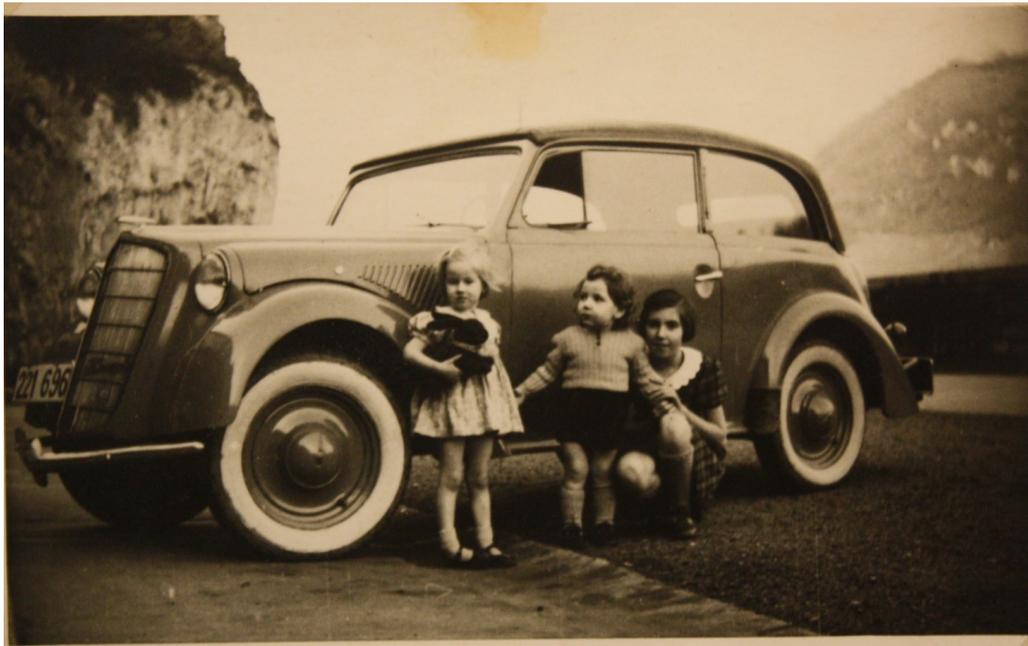
George, Alberte, Henry, Jean-Marie et Micheline Claeys



Jacqueline et Jean-Pierre Legrand



Marcelle Legrand (ep.Claeys)



Cette voiture de Léon Legrand fils, une Opel, est certainement une de celles qui a participé à l'exode. Pour la petite histoire, elle fut cachée durant toute la guerre, mais le jour du départ des allemands en 1944, des soldats qui l'avaient quand même repérée sont partis avec. La petite fille debout est Brigitte. Les deux autres, des voisins, ont périés lors d'un bombardement de Dinant vers la fin de la guerre.



L'autre voiture du convoi, celle de Léon père, est une FN de 1932 ou 1933. Remarquez la plaque de parlementaire qui a dû faire de l'effet sur pas mal de réfugiés belges en 1940. (Ici avec Paul et Loulou Legrand sur la photo de droite et les mêmes ajoutés de Léon et Anne Legrand à gauche). La première photo est prise chez les parents de Marie-Louise près de Bruges, l'autre est prise devant l'église abbatiale de Maredsous.

IV – le récit de Léon Legrand :

Vendredi 10 mai 1940

Le neuf mai (1940), après quelques jours d'alerte, on venait d'apprendre que les congés étaient rétablis en Belgique. Il semble donc que l'on se trouvait devant une accalmie et, à l'inquiétude, avait succédé un sentiment de tranquillité relative. Ce soir-là, mon fils Paul logeait chez moi et dormait dans ma chambre.

Le matin, vers quatre heures et quart, quatre heures et demie, je fus brusquement réveillé par des sonneries répétées de téléphone. Mon premier sentiment fut qu'il était arrivé un malheur dans la famille, et je descendis quatre à quatre sans même m'habiller. Au téléphone, je reconnus la voix de Mademoiselle Degraa qui me dit qu'il se passait quelque chose d'anormal, qu'il y avait un grand branle-bas à Saint-Médard (1) et des bruits anormaux dans l'air.

M'étant rendu au petit balcon, je ne me fis plus d'illusions, il y avait dans l'air un bruit assourdissant de moteurs d'avions, tel que je n'en n'avais jamais entendu de pareils jusque là.

Il n'y avait pas de doute, c'était la guerre, c'était l'invasion par surprise. Ayant ouvert la T.S.F., j'appris les mauvaises nouvelles de minute en minute ; d'abord le bombardement de la gare de Jemelles, le bombardement de l'aéroport de Nivelles, l'invasion par Bastogne, puis successivement toutes les nouvelles aussi désolantes les unes que les autres.

Ayant prévenu Paul, celui-ci après s'être habillé hâtivement, alla vers le pont et la gare et revint en me disant qu'il avait pu compter jusque quarante-cinq avions en l'air. Il fallait donc se rendre à l'évidence. Une nouvelle fois, nous étions envahis, et c'était la guerre avec ses horreurs. Dès les neuf ou dix heures, peut-être un peu plus tard, arrivait une troupe française, traversant le pont, et se dirigeant vers le Rivage. (1)

Je fus assez ahuri en voyant passer une troupe de cavalerie armée comme en quatorze , et sans être expert en matière militaire, je me demandais si l'on envoyait délibérément ces malheureux à la mort. Le matin se passe en va-et-vient.

Madame Augusta me remit un papier que lui avait confié mon fils Georges (3) et où il indiquait les mesures à prendre. Le choc avait été si rude que j'étais momentanément sans grande volonté. J'allai cependant prendre dans mon bureau l'argent de Georges que je parvins à découvrir ainsi que quelques papiers tandis que Madame Augusta emballait hâtivement l'argenterie avec les albums de photographie que je fis descendre provisoirement dans la cave à vins, avec l'appareil photographique de Georges, me réservant de prendre d'autres dispositions par la suite.

Sachant en effet la distance qui nous séparait de la frontière, je m'imaginai qu'il ne pouvait y avoir de péril immédiat d'occupation avant huit ou quinze jours. L'après-midi, il y eut des alertes, et l'on se réfugia dans les abris.

Vers quatre ou cinq heures, me semble-t-il, sur les instances de Paul, de Léon et de Madame Augusta, je me décidai à gagner Sommières avec Anne, Loulou et les enfants (2) et les servantes, pour aller passer la nuit chez Madame Gouverneur où nous sommes reçus de grand cœur.

Paul et Léon (3) , faisant partie de la défense civile, revinrent en ville pour la nuit.

Notes :

(1) Quartiers de la ville de Dinant.

(2) les enfants en question à ce moment-là : Jacqueline, Beaudoin, Brigitte et Jean-Pierre

(3) Georges, Paul et Léon Legrand, fils de Léon Legrand, le narrateur.

Relations Géographiques et historiques :

Les cavaliers français : Les cavaliers que le narrateur décrit sont l'avant garde de la 9^{ème} armée française (divisions de découverte) chargée de retarder les allemands pendant que les régiments de la 9^{ème} armée française s'installent derrière la Meuse (Ils appartiennent à la 1^{ère} DLC). Ils se heurtent aux allemands le 11 à Marche.



maison Legrand à l'avant-plan. L'entrée de la maison est située rue du Palais.

Samedi 11 mai 1940

A Sommières, étaient déjà arrivées des troupes française d'artillerie, et vers le matin, il y eut un combat d'avions entre un appareil français et deux appareils allemands qui furent descendus.

Partis avec quelques bagages réunis hâtivement, Paul et Léon vinrent nous voir dans la matinée, puis ils redescendirent à Dinant, pour prendre certaines dispositions. Ils vinrent dans l'après-midi me reprendre pour redescendre à Dinant. A ce moment, je ne pensais nullement m'en aller et je m'imaginai sûrement que j'avais encore devant moi le temps nécessaire pour prendre les mesures qui pouvaient s'indiquer.

Jugez de ma stupéfaction à mon arrivée au quartier Saint-Médart d'y trouver la population dans le plus grand émoi. Toute la rive droite avait évacué cette rive et était passé sur la rive gauche. J'y rencontrai notamment Monsieur Sasserath et Monsieur G. Monin Tout le monde était dans l'affolement et déjà des convois de fugitifs s'en allaient dans la direction de Namur ou de Philippeville.

Je me présentai cependant à l'officier français qui stationnait au coin de l'Hôtel des Postes en lui disant que je désirais passer sur la rive droite.

Le pont était désert. Il me fit observer que c'était à mes risques et périls, que les Allemands se trouvaient déjà à Marche et que dans un quart d'heure le pont pouvait sauter. En même temps, je voyais des soldats descendre du corps de garde avec les caisses d'explosifs.

Passé le pont, j'étais exposé à être coupé du reste de la famille. C'était l'entrée dans une ville déserte, et tout cela se passait dans une ambiance de fuite et d'affolement. Ayant avec nous les deux autos sur la rive gauche, nous décidâmes de regagner Sommières où nous étions seuls dans la maison de Madame Gouverneur, celle-ci nous ayant quitté le matin pour aller rejoindre sa famille.

Dès ce moment, il s'annonçait qu'il y allait y avoir une bataille sur la Meuse, et Sommières, rempli de troupes, apparaissait comme n'étant pas non plus une base de sécurité. Aussi, décidâmes-nous de partir le soir même.

Aux gens de Sommières, je conseillai tout au moins en cas de bataille, de se réfugier dans les bois de Montaigle et de ne pas rester au village pendant la bataille.

Par Wellin et Gérin, nous gagnâmes la route de Philippeville, où se déroulait le flot interminable des fugitifs. Nous dûmes nous arrêter à Rosée où la D.C.A. tirait contre avions. Nous crûmes, était-ce une illusion ? voir descendre dans l'air des parachutistes. Sans attendre la fin de l'alerte, nous gagnâmes Florennes, puis Morialmé.

Mon intention première était d'aller jusque Bruxelles, que nous pouvions encore atteindre le jour même, mais, à la réflexion, je craignis pour Paul et Léon, à raison de leur âge (1), et nous nous arrêtrâmes sur la place de Morialmé, au moment où sonnait l'alerte. Nous avons quitté Sommières vers six heures, nous arrivions à Morialmé vers huit heures et quart, huit heures et demie. Nous voyant stopper, les gens de l'endroit vinrent nous presser de descendre dans les abris, mais comme je répondais que l'alerte sonnait dans tout l'arrondissement, que cela ne voulait pas dire péril, on me répondit que Morialmé avait déjà reçu vingt huit bombes le matin.

Nous allâmes dans un abri, et l'alerte passée, je me décidai à aller demander l'hospitalité à mon ami Dewerp, chez qui nous fumes reçus à bras ouverts, dans une maison déjà surpeuplée et de construction aussi légère que possible. Nous avons emporté trois jambons de Sommières et on se restaura, puis les enfants se couchèrent dans le sous-sol.

Notes :

(1) L'âge d'être réquisitionnés ou mobilisés.

Relations Géographiques et historiques :

Wellin : plus logiquement il s'agirait de Weillen.

Sommières : L'artillerie qui s'installe serait le 308^e régiment. Un régiment de 75 porté. C'est bien léger !

Dinant : Le Génie belge fit sauter le pont de Dinant le dimanche 12 mai 1940, à 16 h 25.

Le 12 mai les allemands atteignent la Meuse alors que l'EM français estimait ne les voir arriver qu'à partir du 15. Une bataille à lieu opposant l'armée allemande à l'armée française (le 18 D.I. incomplètement déployé et non motorisé et la 1^oDLC de la 9^{ème} armée du Gal Corap). Les allemands franchissent la Meuse le 13 mai à Houx (5^oPanz.div.) et à Bouvignes (Dinant) défendu par le 18^oD.I.. Les allemands occupent le plateau de Sommière où les français contre-attaquent sans succès le 14 mai. Les allemands qui ont traversés Dinant appartiennent à la 7^oPanz.div. dirigée par Rommel. Ce dernier qui, ayant besoin d'un rideau de fumée pour couvrir la traversée de la Meuse en canot pneumatique, fait brûler plusieurs maisons situées en bord de Meuse à Dinant, dont, probablement, celle du narrateur. Néanmoins les informations provenant de la tradition familiale indiquent que l'incendie de la maison Legrand aurait plutôt été le fait de soldats français.

De sérieux combats ont lieu sur le plateau de Sommière et les environs (Haut la Wastia). Par la suite les allemands prennent la direction de Florenne et Beaumont où ils entrent en France se dirigeant vers la mer et encerclant Dunkerque.



deux vues du Pont de Dinant avant la destruction de 1940. (photos non propriétaire)



Le pont de Dinant détruit (photo non propriétaire)

Rosée : En 1940, l'armée française y combat et Rosée subit quelques bombardements.

Rosée-Florennes-Beaumont : Le 15 mai combat de chars 7^oPanz.div contre le 1^oBCC et ses chars lourds B1. Plusieurs de ces chars français seront abandonnés dans Beaumont en ruine.

Morialmé : Le 13 mai, bombardement d'une colonne de réfugié faisant 37 morts sur la route d'Hemptine, à Saint Aubain près de Morialmé.



Militaires belges en garnison à Dinant

Dimanche 12 mai 1940

Dès le lendemain matin, jour de la Pentecôte, nous perçûmes les bruits de la canonnade ou du bombardement, d'une façon ininterrompue, surtout, semble-t-il, dans la direction de Namur et de Dinant. L'endroit n'était plus tenable, et nous nous remettons en route dès le matin avec la famille Wilmart qui put nous procurer de l'essence et avec qui j'avais pu me concerter par téléphone.

Nous gagnâmes Walcourt par des chemins détournés ; nous vîmes que Walcourt avait été bombardé et déjà détruit. Nous fûmes dirigés, par ordre, sur Daussois, où nous n'arrivâmes qu'après un crochet qui, sur mauvais renseignement, nous avait conduit à Vogenée. De Daussois, nous partîmes sur Silenrieux qui avait déjà terriblement souffert et où se succédaient les alertes. Silenrieux devait encore souffrir beaucoup par la suite.

Ma résolution était prise, je voulais gagner Mons, dans l'espoir de retrouver mon fils Georges et d'aller demander asile, soit à Mons, soit à Maisières, chez Mademoiselle Cantinau. De nouveau, tout au long de la route, des colonnes de fugitifs allant à pied, ou par tous les modes de locomotion.

A Erquelines, nous rencontrâmes des jeunes gens gagnant la France par ordre du gouvernement et qui étaient partis le vendredi. La traversée de Beaumont avait été aussi assez difficile. La ville avait été bombardée, des maisons détruites et un immense cratère sur la place venait à peine d'être rebouché.

Wilmart nous avait quitté après Beaumont pour gagner la frontière par le poste de Cousolre et se diriger vers l'Auvergne. D'Erquelines à Mons, le voyage se fit sans incident.

A Mons, la place était noire de monde. J'appris que le régiment de mon fils était parti le matin même et, me disait-on, était passé en France, ce qui était inexact. Nous nous dirigeâmes alors sur Maisières où nous arrivâmes à une heure après avoir passé une demi-heure dans un magnifique abri sur la place de Mons ; nous fûmes reçus à bras ouverts par la brave Mademoiselle Cantinau et nous nous installâmes chez elle.

Relations Géographiques et historiques :

Silenrieux : Le 10 mai 1940, les troupes de secours françaises traversent le village et se dirigent vers la Meuse. Le 12 mai, les évacués et les fuyards affluent sur la grande route pour se diriger vers la France. Les premiers avions allemands passent en reconnaissance au dessus du village. Bombardements à partir du 13 mai.

Beaumont : combats le 18 mai 1940

Les jeunes gens gagnant la France par ordre du gouvernement : Il s'agit certainement des CRAB's, personnes âgées de 16 à 35 ans qui rejoignent des Centres de Recrutement de l'Armée Belge (C.R.A.B) dans le midi de la France. Ils seront rapatriés mi août.

Lundi 13 au mercredi 15 mai 1940

Jour et nuit, les camions français passaient, transportant hommes et matériels vers le Nord. Étant directement le long de la grand route, nous n'étions pas sans inquiétude. Le mardi, nous vîmes reculer des soldats venant d'Eben-Emael qui n'avaient même pas tiré une cartouche et qui nous racontèrent l'attaque par avions qui les avait décimés dans les intervalles des forts. Ils se dirigeaient sur Grand-Bigard pour se regrouper. Ayant le pressentiment que Camille (1) se trouvait à Soignies, je décidai Léon à s'y rendre avec moi, mais Soignies avait été aussi bombardée.

Alors les alertes se succédaient continuellement et l'affolement était tel que je ne pus pas décider Léon et sa femme à entrer dans Soignies.

J'envoyai un cycliste bénévole qui vint me dire qu'effectivement, Camille se trouvait à Soignies. J'y retournai le lendemain. Ayant passé chez Destexhe, celui-ci me conduisit au couvent où Camille s'était réfugié avec sa famille et Madame Betermann.

Soignies avait beaucoup souffert mais Camille était dans un immeuble offrant beaucoup de sécurité. Cela se passa le mardi quatorze. De retour à Maizières, j'allai au salut, demandant à Monsieur le Curé, après le salut, de ne pas fermer l'église parce que Paul, Léon et Loulou voulaient se confesser.

Je devisais avec le Curé et Mademoiselle Cantinau sur la place de l'église, vers six heures, quand nous vîmes un avion qui à une très grande hauteur décrivait de grands cercles de fumée.

Comme on se demandait ce que cela pouvait signifier, un soldat belge qui passait nous dit : "Garez-vous, car cela veut dire qu'avant un quart d'heure, vous serez "bombardés".

Léon, Paul et sa femme arrivèrent alors, et je retournai lentement vers la maison de Mademoiselle Cantinau. Avec deux voisins, je vis arriver à très haute altitude dans le ciel des escadrilles d'avions dont les ailes brillaient au soleil.

En l'air, survint brusquement, l'attaque par avions, sur la ville de Mons dont nous étions distants de trois à quatre kilomètres. Ce fut terrible et dura assez longtemps. Immédiatement nous survint la mauvaise nouvelle du bombardement et de l'incendie de la caserne, incendie formidable dont la lueur persista pendant toute la nuit, maisons détruites etc... et à tout instant on percevait le vrombissement des moteurs d'avions volant bas et venant tournoyer autour de Maisières.

La nuit toute entière se passa en bombardements. Tout le monde était descendu dans les caves, sauf Mademoiselle Cantinau qui ne descendit jamais et témoigna du plus profond mépris du danger, se refusant même à occulter. Quant à moi, incapable de tenir en place, je sortis pendant les accalmies, m'entretenant de la nuit, des événements avec des voisins qui faisaient de même que moi. A l'alerte, on rentrait, puis on ressortait et l'on se retrouvait. C'était lugubre et sinistre.

De guerre lasse, j'allais m'étendre sur mon lit, surveillant alors pour descendre au moment opportun, et surveillant mon petit monde. Les renseignements qui parvenaient de Namur et d'ailleurs, étaient tous terrifiants et il ne pouvait plus être question de tenir mon monde à Maizières. Comme je ne pouvais me résigner à quitter la Belgique, il fut décidé que nous irions à Vlamertinghe, en passant par Soignies, ce qui effrayait mes compagnons.

Notes :

(1) Camille, fille du narrateur.

Relations Géographiques et historiques :

Mons : Le 14 mai 1940 le bombardement de la ville fait beaucoup de dégâts ; entr'autre le couvent des visitandines qui fut incendié alors que la Luftwaffe cherchait à atteindre la gendarmerie voisine. Les 2/3 des archives de l'état disparaissent dans l'incendie consécutif à ce bombardement.

Eben-Emael : Fort construit entre 1932 et 1935 en tant que pièce maîtresse Nord de la ceinture fortifiée de Liège, à 10 km de Maastricht. Il surplombe le canal Albert. Très tôt le matin du 10 mai le fort est attaqué par le haut : 85 parachutistes allemands arrivant en planeur sur les toits non défendus contre ce type d'agression. Le fort capitule le 11 mai à 13h30 après 36 heures de combat. Les combats ont continués par après autour des autres forts des environs.

Mercredi 15 mai 1940

A Soignies, tout était fermé, il y avait eu aussi des bombardements et, je l'appris plus tard, Victor, l'employé de la maison Demars, sa femme et sa fille avaient été retrouvés morts, tués ou asphyxiés parmi les ruines de leur maison.

En arrivant à Soignies, je trouvai Jacques (1) arrimant aussi son auto pour partir. Il comptait se diriger vers Maubeuge, mais je lui donnai rendez-vous à Vlamertinghe (2), car mes gens s'affolaient, et ils voulaient quitter Soignies au plus vite. Nous nous sommes alors dirigés sur Renaix, par Ecaussines qui avait été aussi sauvagement bombardé et nous fûmes bloqués à l'entrée de Renaix par une file interminable de voitures. Sur renseignement d'une habitante de la banlieue, nous

fûmes dirigés à trois ou quatre kilomètres en arrière pour reprendre le chemin qui nous permettait d'éviter Renaix.

J'espérais rencontrer Jacques Bribosia, mais, ce fut en vain, il avait en effet eu une panne qui l'empêcha de nous rejoindre ce jour-là, à Vlamertinghe. Quittant les environs de Renaix, nous allâmes par Menin, et parvinrent à Ypres avant le soir en nous gardant d'une file de voitures, et en échappant ainsi à l'ordre qui était imposé aux véhicules. La place d'Ypres était archicomble, et après une visite chez le commissaire d'arrondissement, beau-père de Monsieur Elleboudt, nous nous dirigeâmes toujours en faisant un immense crochet "toujours imposé" vers Vlamertinghe.

Émile Claeys était, nous dit-on, chez son frère à la ferme. Sur mauvais renseignements, nous nous trompâmes de chemin et fûmes bloqués sur une mauvaise route de campagne sans aboutissement. Bien difficilement, nous fîmes tête-à-queue, et parvinrent enfin à la ferme où l'on nous dit que Marcelle (3) était déjà arrivée.

Marcelle avait quitté Bruxelles, parce qu'Émile (4), avec tous ses agents avait reçu l'ordre de se transporter à Ostende, puis à Ypres. A notre arrivée, Marcelle était chez Van de Lanoitte (5), mais fut bientôt auprès de nous. A la ferme, nous avons trouvé Pierre Vilain qui, avec son domestique et sa voiture deux places se proposait encore de passer la frontière, le jour même.

La femme de mon fils voulait faire de même et Madame Augusta n'était pas la moins récalcitrante et il fallut au moins une demi-heure, pour les décider à descendre de voiture et à passer la nuit à Vlamertinghe ; en même temps Pierre Vilain s'était décidé à faire de même.

Le soir, Emile arriva avec Monsieur Georges et insista vivement pour que Marcelle et ses enfants nous accompagnent dès le lendemain matin, estimant qu'il était grand temps de quitter la Belgique.

Lui partait avec ses agents, son matériel, et Lotti, sa servante, comme il en avait reçu l'ordre, mais il voulait aviser aux moyens de transport. Or la voiture de Pierre Vilain était trop petite, et il fut décidé que Pierre prendrait la vieille Ford de Monsieur Goreux et que celui-ci conduirait la voiture de Pierre. Pendant tout le jour, on attendit dans l'espoir de voir arriver Camille, mais en vain.

Il en fut de même le lendemain. Il fallut bien partir sans elle, mais en laissant un mot à la ferme pour dire, qu'afin de se retrouver tous en France, elle devait donner se des nouvelles au Père Goyet à Paris

Notes :

-
- (1) Jacques Bribosia, époux de Camille fille du narrateur.
 - (2) A Vlamertinghe habite Charles, le frère d'Emile Claeys qui y possède une ferme.
 - (3) Marcelle Legrand autre fille du narrateur.
 - (4) Emile Claeys, époux de Marcelle, beau fils du narrateur.
 - (5) Vande Lanoitte (probablement Joseph) est un lointain cousins d'Emile Claeys
-

Relations Géographiques et historiques :

Ecaussinnes : le 14 mai 1940, les hostilités débutèrent à Ecaussinnes. Dès 5 heures du matin, les avions allemands commencent à bombarder le village. Le lendemain vit les bombardements redoubler.

Lessines : le 11 mai 1940, vers 6h30 du matin, des avions allemands bombardent Lessines avec des bombes incendiaires.

Un doute subsiste entre ces deux ville : le narrateur parle d'Ecaussinnes alors que pour aller de Soignies à Renaix le passage par Ecaussinnes est un détour ; l'option Lessines paraît plus probable.

Vlamertinghe : le village est situé dans ce que l'on appellera la poche de Dunkerque et sera encerclé par les allemands dès le 20 mai 1940. Dans ce village se trouve la ferme du frère d'Emile Claeys.

jeudi 16 mai 1940

On se mit en route vers neuf heures du matin pour un poste dont j'ai oublié le nom mais qui était fermé ce jour-là ; de là vers un autre poste appelé Neuve-Eglise où il y avait des centaines de voitures à l'arrêt et où nous fûmes suivis par des centaines d'autres. On croyait devoir loger à Neuve-Eglise, quand vers cinq heures, on précipita les formalités, et un quart d'heure après nous étions en France, non sans avoir été séparés pendant un quart d'heure de la voiture de Pierre Vilain qui conduisait Marcelle et ses enfants ; il avait déclaré au poste français qu'il avait des armes et qu'il ne savait plus les retrouver, mais on le laissa passer quand même, et la caravane s'étant reconstituée, nous arrivâmes à Béthune vers le soir.

La vieille Ford de Goreux, mal conduite par Vilain, et ayant panne sur panne, nous retarda encore plus. La ville était encombrée de voitures de fugitifs et après avoir retrouvé Pierre, ce qui n'était pas facile, je me dirigeai vers la mairie pour demander asile, et pour trouver un gîte. Le commissaire de police, mit très aimablement un agent en route, mais quand celui-ci revint avec des adresses, Paul et Vilain vinrent me retrouver, en disant qu'ils ne voulaient pas loger à Béthune.

Les habitats de Béthune les avaient affolés, et, de fait, s'il était tombé des bombes dans la rue, c'eut été un affreux carnage.

En ce moment, vint à la mairie, le président Belge des amitiés Belgo-Françaises du lieu qui nous remit un mot pour le bourgmestre de Hinges, petit village, distant de quatre ou cinq kilomètres, nous y arrivâmes qu'il faisait déjà noir et fûmes hébergés dans une petite ferme chez une pauvre jeune fille qui venait de perdre son père et habitait seule.

Quelques uns d'entre nous logèrent dans deux maisons voisines car nous étions vingt dont neuf enfants et jeunes gens. Nous fûmes logés sommairement mais accueillis de la façon la plus aimable, cette pauvre demoiselle mettant tout à notre disposition.

Relations Géographiques et historiques :

Neuve Église se nomme en Néerlandais Heuveland.

Bethune : dans la poche de Dunkerque.



Les anglais à Bethune (photo non propriétaire)

Hinges : Maire de 1925 à 1953: François Dufour



Hinges (photo non propriétaire)

Vendredi 17 mai 1940

Le lendemain, Madame Augusta qui était très fatiguée, demanda de pouvoir rester à la ferme avec Jeanne et la jeune fille. Nous nous sommes donc séparés et sommes partis avec l'intention de gagner Abbeville.

Nous sommes arrivés vers midi à Lehesdin où nous avons pu nous ravitailler en essence. Nous avons alors vainement essayé de gagner Abbeville, nous heurtant chaque fois à des postes défendant l'accès de cette ville. A ce moment, nous nous sommes égarés par un chemin de campagne et nous nous sommes trouvés devant une descente presque impraticable

Nous sommes alors arrivés vers les quatre heures, à proximité de la ville d'Eu où la file de voitures s'étendait devant nous sur une distance d'au moins quatre kilomètres. A notre gauche, il y avait un petit chemin que Léon voulut suivre sans savoir où il menait, uniquement pour échapper à la file et à des longues heures d'attente. Il nous conduisit d'abord à un bois où se trouvait un camp d'anglais et nous nous voyions déjà à la veille de devoir faire marche arrière, quand les Anglais, nous saluant très poliment, nous laissèrent passer sans observation.

Un certain nombre de voitures avait imité l'exemple de Léon, et après une descente assez courte, nous arrivions heureusement aux portes d'Eu, ayant brûlé la politesse à des centaines de voitures. A Eu, après avoir vainement cherché à changer de l'argent belge, tant il y avait de monde, et après avoir rencontré un officier belge affolé qui lui aussi cherchait à changer, avant de partir avec ses hommes, je me mis en quête d'un gîte. Nous rencontrâmes là-bas l'ancienne dactylographe de l'avocat Tschoffen qui venait de quitter Etretat après un bombardement.

Il n'y avait qu'une chose à faire, me dit-on : prendre la route de Neufchâtel, malheureusement, bordé de peu de villages et avec la seule ressource d'essayer d'y trouver un abri pour la nuit. Nous nous engageâmes sur cette route, mais avant de quitter Eu, et en passant devant une maison de belle apparence avec grillage, Léon me donna l'idée d'y aller sonner. La dame qui me reçut me dit qu'elle allait partir elle-même, mais qu'un peu plus loin, il y avait une autre grille, donnant accès à un couvent de sœurs laïcisées.

De fait, arrivés là, nous fûmes reçus par le concierge qui était un Liégeois établi en France depuis l'autre guerre. Ensuite un Père Capucin, qui connaissait le Père Goyet. Ce père nous conduisit près de la Supérieure et celle-ci s'offrit à nous héberger tant bien que mal.

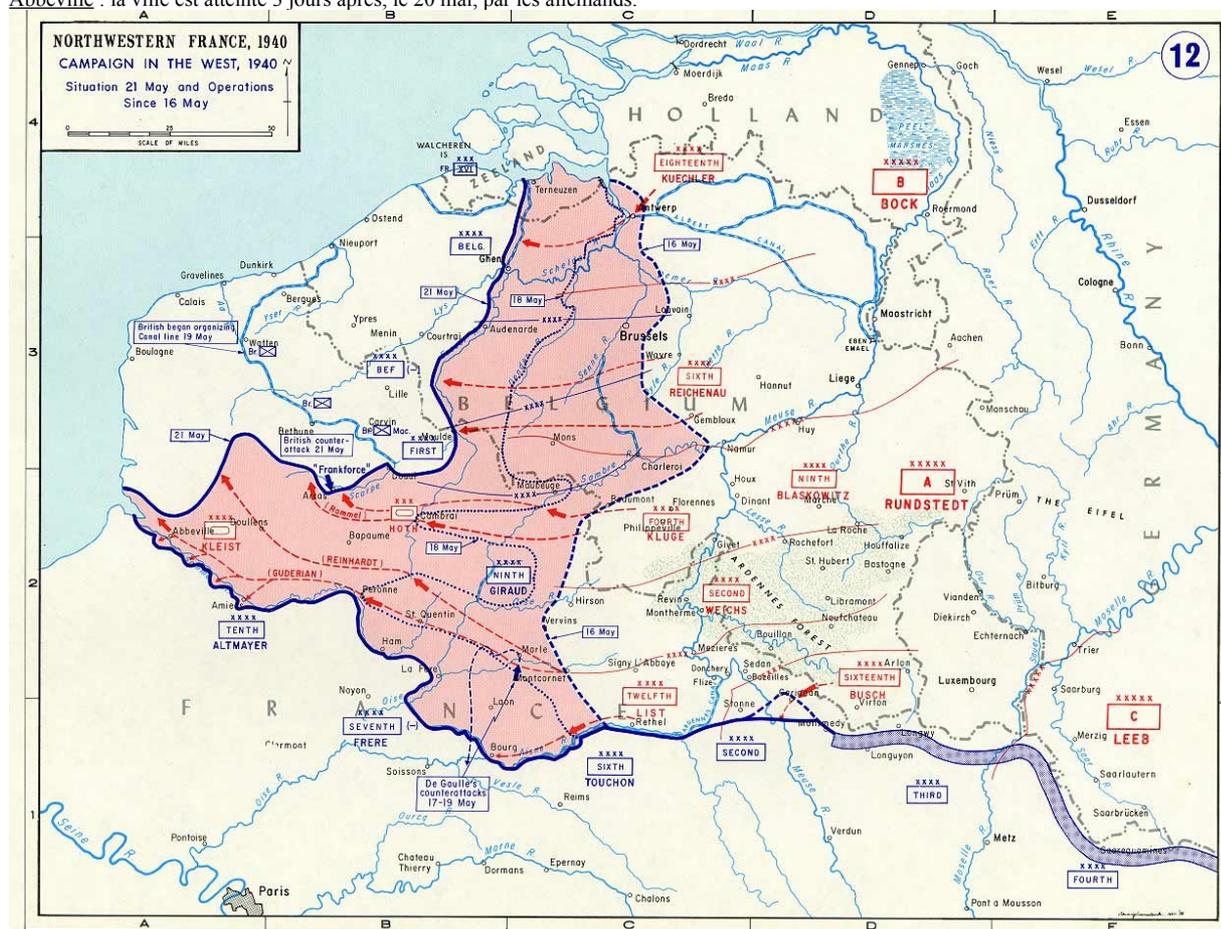
Quelques uns, dont moi-même, eurent une chambre et les autres passèrent la nuit dans un salon garni de fauteuils et de tapis. On nous restaura comme on put et l'accueil fut si aimable, que nous demandâmes si nous pouvions séjourner une journée de plus, ce qui nous fut accordé. Mais, dès le lendemain, tôt dans l'après-midi, tout le monde fut de nouveau pris du désir de partir.

Relations Géographiques et historiques :

Lehesdin : Hesdin sur la carte

Eu : Maire d'Eu* de 1937 à 1944 : Henri Franchet (*appréciez le jeu de mot...)

Abbeville : la ville est atteinte 3 jours après, le 20 mai, par les allemands.



(photo non propriétaire)

Samedi 18 mai 1940

En quelques minutes, les bagages furent rechargés (nous avions la remorque) et nous partîmes vers Neufchâtel.

A onze kilomètres de cette ville, nous étions arrêtés par une file de voitures et bientôt, cette file se prolongea indéfiniment derrière nous.

On avançait péniblement par bond de quarante ou cinquante mètres lorsque des avions vinrent sillonner le ciel, puis des bombes éclatèrent à une distance de quelques kilomètres. Que bombardait-on ? Était-ce la route fort sinueuse ou un autre objectif ? Toujours est-il que les voitures se vidèrent et que chacun s'enfuit se cacher dans les campagnes, ou s'abriter dans les buissons.

Loulou et les enfants pénétrèrent notamment dans un buisson ; on ne sait comment ils y entrèrent, ni comment ils en sortirent, c'était l'affolement. Aussi nous décidâmes de quitter la grand route et de reprendre un chemin transversal, à gauche, ou à droite, fût-il chemin de campagne. Il y en avait un à gauche cent mètres plus loin, et dès que ce fut possible, nous nous engageâmes dans notre chemin qui nous mena à un kilomètre environ dans un village aussi misérable que celui dont j'ai déjà parlé plus haut, exception faite d'un beau château.

Ce village s'appelle Lucy. Après m'être assuré d'une cuisine comme logement, je me mis en quête de trouver le bourgmestre, le maire, mais on me dit qu'il habitait à deux kilomètres. Au château, la grille était cadenassée et j'eus beau parlementer avec le jardinier, je n'en pus rien tirer. C'était la maison du mauvais riche.

Quand je revins à la maison, où j'avais reçu la cuisine, celle-ci avait été prise par les occupants d'une des voitures qui nous avaient suivis. La pauvre femme qui nous avait reçus ne savait plus à quel saint se vouer et n'avait plus rien à nous offrir que le tiers de son écurie, les deux autres tiers étant occupés par deux ou trois chevaux. Ne sachant plus que faire, je voulus me livrer à une nouvelle démarche, et rencontrai alors un maire, radical-socialiste, comme beaucoup de ses pareils, et qui nous dit nettement qu'il attendait des réfugiés et qu'il ne pouvait pas nous recevoir. Cette antienne de réfugiés qu'on attendait nous fut répétée ailleurs.

De guerre lasse, je demandai au maire de nous indiquer tout au moins les moyens d'en sortir, sans rentrer dans la file des voitures. Désireux de se débarrasser de nous, il devint un peu plus aimable, et nous traça un itinéraire qui venait croiser à nouveau la route de Neufchâtel pour reprendre ensuite un chemin sur la droite. C'est ce que nous avons fait. Au croisement, nous avons coupé la file et pris le chemin qui nous avait été indiqué.

Après bien des kilomètres, et le soir venant, nous sommes arrivés devant un poteau qui nous annonçait le village de Belle-en-Condé. Une voiture de Belges en revenait, et cherchait manifestement un logement. De fait, un kilomètre environ sur notre droite, on voyait des bâtiments fermés. Malgré cela, nous sommes descendus dans le village de Belle-en-Condé, et à peine arrivés, je me suis fait indiquer la maison du doyen établie à mi-côte.

J'y trouvai la servante qui fut très aimable, et me dit qu'il y avait deux chambres pour réfugiés, disponibles depuis le matin, mais que le Doyen était dans le village.

Je redescendis assez satisfait, quand je trouvai mes gens en colloque avec un maire aussi radical-socialiste et aussi peu aimable que celui de Lucy et qui ne voulait loger personne dans sa localité. Il attendait aussi des réfugiés. Les gens étaient beaucoup plus aimables que lui, et une pauvre femme vint même nous offrir un logement, mais tout ce qu'il y avait de plus misérable. Ce qui n'empêche que le geste de cette femme était magnifique.

Nous en étions à nous demander ce que nous allions faire, quand je vis le Doyen qui remontait du village. L'ayant interpellé, il me manifesta tout l'ennui que lui causait l'attitude du maire, avec qui il craignait d'avoir des difficultés. "Mais, me dit-il, il y a ici un Belge établi depuis l'autre guerre, pourquoi ne seriez-vous pas son parent ?" Aussitôt, nous nous rendîmes auprès de ce Belge qui habitait précisément en face de l'endroit où nous étions. J'allais de nouveau chez le maire qui en maugréant, n'osa plus faire trop de difficultés.

C'était certainement à Belle-en-Condé que nous reçûmes le meilleur accueil, chez ce boucher belge. Là, je logeais chez le Doyen avec je ne sais plus lequel d'entre nous. Nous fûmes traités chez le boucher aussi bien que l'on peut l'être. Ces pauvres gens ont du évacuer après nous, et ils ont répondu bien gentiment à la lettre de remerciements que Léon leur a adressé après notre retour en Belgique. Nous étions donc le dix-huit, et le dix-neuf au matin, nous partions pour passer la Seine mais en évitant Rouen à cause de l'encombrement.

Relations Géographiques et historiques :

Neufchâtel-en-Bray : dimanche 19 mai un premier bombardement, Le convoi l'a donc échappé belle ! Un nouveau bombardement le 24 mai. Mais, c'est le 7 juin dès 8 heures du matin que Neufchâtel subit la plus forte attaque. 33000 bombes environ sont larguées sur un rayon de 5 kilomètres. La ville est détruite à plus de 70% et compte de nombreuses victimes.

Belle-en-Condée n'a pas été trouvé sur la carte, peut-être s'agit-il de Bellencombre ?

Dimanche 19 mai 1940

Nous nous dirigeâmes donc vers le bac de Duclair en passant par des tas de localités dont je n'ai pas retenu le nom. Dès les dix heures, nous étions au bord de la Seine (bac de Duclair)

Alors que je pensais y trouver une grande foule, il y faisait bien calme et cinq voitures seulement attendaient le passage. Le bac était sur l'autre rive et devait partir à dix-neuf heures.

On nous dit qu'en agitant une cloche, le passeur venait tout de suite moyennant un supplément de vingt-cinq francs. Nous fûmes tous d'accord pour faire sonner, et le bac vint nous prendre. Toutes les voitures passèrent en une fois et, comme nous étions des réfugiés, le passage fut gratuit. Inutile de dire que les hommes de l'équipe reçurent un bon pourboire.

Nous avons éprouvé un grand soulagement, sauf que j'étais toujours sans nouvelles de Camille, de Jeanne et de Georges (1). Nous nous dirigeâmes alors vers Lisieux, mais prîmes d'abord une mauvaise direction de telle sorte qu'après dix kilomètres, nous nous retrouvions encore au bord de la Seine. Nous avons regagné le détour, et sommes passés par un petit village où on célébrait les communions des enfants. Nous avons stationné quelque temps, puis, ayant retrouvé notre route, nous avons gagné Lisieux où nous sommes arrivés vers midi.

Il y avait à Lisieux et surtout (NDLR sic !) quantité de Belges ; on n'y voyait que des figures connues ; monsieur Laurent s'y trouvait, également monsieur Lambotte de Bastogne, et d'autres. Nous y avons dîné à gros prix, et dans des conditions assez inconfortables. J'en ai gardé le souvenir, parce que la salle était traversée par un violent courant d'air. Après une visite à la tombe de Sainte Thérèse, nous avons pris la direction d'Avranches, car Marcelle avait rencontré à Lisieux une dame de Bruges qui lui avait dit de venir chez un de ses cousins, et on s'y était donné plus ou moins rendez-vous espérant trouver là un gîte.

A un moment donné, on traversait un village appelé Saint-Julien-le-Faucon, Léon ayant une panne à son auto, nous étions arrêtés en face d'une maison de belle apparence et Léon me donna l'idée d'aller sonner. Nous nous vîmes néanmoins reçus, et il nous fut dit que nous pouvions héberger une partie de notre monde pour un jour au moins car nous étions très fatigués.

Une démarche chez le curé de l'endroit et chez une vieille dame assura le logement du reste de la bande. C'était un village très agréable, et nous pouvions prendre les repas dans un hôtel de l'endroit où il n'y avait nul réfugié mais où le tenancier était très amusant et nos repas bien préparés.

Il y avait aussi là, un notaire très aimable, qui nous donna l'adresse d'un de ses amis, architecte à Avranches, qui, d'après lui, avait construit toutes les villas des environs et qui nous renseignerait bien sur ce qui serait libre.

Je rencontrai à Avranches le père Arendt qui était fort mal logé dans les environs, mais je ne pus échanger que quelques mots avec lui. Sans doute la suspicion subsistait-elle encore dans son esprit (2) ? Le curé me dit, après coup, qu'il avait causé de moi au Père Arendt et que celui-ci avait simplement répondu qu'il me connaissait. Peut-être le curé ne m'a-t-il pas tout dit ?

Le séjour, à Saint-Julien-le Faucon, où Léon avait pu rendre service à la dame qui l'hébergeait, en conduisant celle-ci à sa banque à Lisieux (Léon put échanger ainsi quelques milliers de francs), nous a laissé un assez bon souvenir, mais ce ne pouvait être que du provisoire, et au matin, nous nous dirigeons vers Avranches non point par la ville de Caen, mais par une autre route pittoresque mais très sinueuse, et qui nous parut terriblement longue.

Notes :

(1) Camille, Jeanne et Georges : trois des enfants du narrateur

(2) Il n'est nulle part mentionné dans le récit quelle suspicion le père Arendt aurait pu avoir vis à vis du narrateur.

Relations Géographiques et historiques :

Bac de Duclair : Il existe encore de nos jours. Actuellement, le passage d'eau Duclair/Berville-sur-Seine est le plus important de la Basse Seine. Les allemands ne traversent la Seine à Rouen que le 13 juin.



Le bac n°6 en service de 1930 à 1948. Il a été sabordé le 10 juin 1940 et renfloué après la guerre. (photo non propriétaire)

Lundi 20 mai 1940

Cette route passait par Condé, et nous arrivâmes ainsi à ... (a) à quarante kilomètres de Avranches. Nous étant arrêtés à cause d'une des multiples pannes de la Ford, qui chauffait à tout casser, nous fûmes bientôt entourés d'une petite colonie nouvelle : Adelin Gauthier et sa famille, les Guillaume du coin de la rue du Palais, etc... Le temps menaçait d'être orageux, et nous étions très inquiets. Apprenant que la route était en pente presque continue vers Avranches, nous décidâmes d'aller de l'avant et le soir nous fîmes notre entrée à Avranches où un gendarme belge faisait le service à un carrefour.

Ayant trouvé notre architecte, il nous fut dit par celui-ci, qu'il était impossible de trouver quoi que ce soit à Avranches et qu'il fallait aller plus loin. Sur mon insistance, car j'étais horriblement fatigué, il se décida à m'accompagner chez le sous-préfet, assez distant de l'endroit où nous nous trouvions. Nous rencontrâmes le Sous-Préfet en chemin, qui se montra fort aimable et dit à mon compagnon qu'il fallait aller au centre d'accueil, que l'on veuille nous trouver un gîte pour la nuit.

Redescendant cette très longue avenue, nous allâmes au centre d'accueil où l'on se mit en mesure de trouver quelques adresses, puis l'on mit à notre disposition un boy-scout chargé de nous indiquer les cinq maisons qui allaient nous recevoir.

La vue de certains logements me faisait reculer, épouvanté, et je n'étais pas fier en retournant près de mes compagnons, mais nous n'avions pas le choix. Le sous-préfet avait d'ailleurs téléphoné à un de ses amis, maire d'une commune voisine, en lui demandant de nous recevoir.

J'appris que le maire s'en occupait, et viendrait le lendemain à Avranches vers midi. Dans la nuit, le petit Jean-Marie fut malade (1) et Marcelle dut appeler le médecin.

Notes :

(1) le petit Jean-Marie : fils de Marcelle Claeys, petit fils du narrateur

Relations Géographiques et historiques :

(a) peut-être Vire qui se trouve à environ 40 km de Avranches.

Condé : Condé sur Noireau ?

Mardi 21 au Samedi 25 mai 1940

Quand le maire d'Avranches vint au rendez-vous, il ne fit aucune objection à notre venue, mais nous dit qu'il aimerait mieux que nous ne venions que le lendemain. Nous étions tellement désespérés que nous n'avions pu passer une seconde nuit à Avranches, et que l'après-midi, après avoir roulé dans une couverture le petit Jean-Marie, qui avait de la fièvre, nous partîmes pour ... (a)

A notre arrivée, je désespérais. Dans le château que le maire avait en quelque sorte réquisitionné pour nous, il ne nous fut accordé que deux chambres. Le propriétaire, aussi désagréable que possible, fermait en même temps toutes les autres portes à clef y compris la cuisine. J'appris que cette dame qui avait momentanément déjà laissé sa propriété pour vivre avec son père, était en désaccord politique avec le maire. Ce qui fait que celui-ci n'avait pas cru devoir insister, et il avait chargé le garde-champêtre de nous trouver un logement.

C'est ainsi que j'ai du loger chez un charron et Loulou avec sa famille chez deux dames qui habitaient à proximité. Quant à nos repas nous déjeunions avec nos familles chez le charron et prenions le dîner dans un petit hôtel où l'on n'était pas trop mal mais où il fallait manger à tour de rôle, à cause des enfants qui restaient au logis. C'est là que je connus le plus grand affaissement, et vraiment nous étions tous à bout.

Le maire qui était docteur m'avait trouvé de la tension, et j'étais complètement ému quand Léon vint annoncer qu'il avait rencontré le docteur Caussin et avait appris par celui-ci que le docteur Mabillet était à Cancale, à une quarantaine de kilomètres de l'endroit où nous nous trouvions.

A ma demande, le docteur voulut bien téléphoner à Cancale d'où il fut répondu que Monsieur Mabillet avait quitté Cancale pour Saint-Coulombe.

Vers les quatre heures, Monsieur Mabillet me téléphona lui-même, me dit qu'il était difficile de se caser, mais enfin que je vienne quand même.

Nous étions les vingt-cinq mai et il fut conclu que nous partirions le lendemain vingt-six dans la matinée, mais nous avions compté sans Pierre Vilain, qui s'était mis à boire et qui nous notifia qu'il ne partirait pas le vingt-six parce qu'il allait ce jour-là à Cancale avec le mastroquet, chez lequel il prenait logement et moult consommations, (naturellement dans la voiture de son logeur)

Il nous dit d'ailleurs que la courroie de transmission de ventilateur avait sauté et qu'il était immobilisé. Sur ma

représentation, il accepta d'aller à Avranches pour chercher, ou plutôt faire semblant de chercher une nouvelle courroie. Mais à midi, il n'était pas encore rentré. Pendant ce temps, j'avais cherché moi-même et avais déniché une courroie dans un garage de l'endroit.

Relations Géographiques et historiques :

(a) Probablement s'agit-il de Pontorson ! Les indices : entre Avranches et Cancale. A 40km environs de Cancale. Le maire est médecin. En 1940 il y a, en effet, à Pontorson un maire médecin : Yves Tison (maire de 1928 à 1940 puis de 1945 à 1967. Il est né à Ducey en 1888 et décédé en 1970). La ville et les environs sont atteints par les allemands aux environs du 18 juin 1940.

Dimanche 26 mai 1940

Je fus surpris du mensonge de Pierre Vilain , qui décidément ne voulait pas démarrer. En fin de compte, il se décida pourtant au moment du départ, il avait consommé tellement de Picon et même après cela du champagne qu'il était dans un état d'hébétément. Il devait marcher en troisième ligne, Léon tenant la tête et Anne (1), venant entre les deux , car Anne depuis le début conduisait la petite voiture et ne s'en tirait pas trop mal, aidé par Paul, qui s'occupait du changement de vitesse.

Nous avons alors passé par de terribles transes ; tantôt Vilain dépassait Anne, et venait contre notre voiture sans précaution, et tantôt nous devançait à des allures vertigineuses. Les femmes de sa voiture pleuraient, mais il était comme hébété, et il ne répondait pas. Il dut s'arrêter à cause d'une des multiples pannes de la Ford, et il fut rejoint par nous. Je dois dire qu'il entendit de ma part, de la part de Paul et Léon, de dures vérités.

Nous n'étions plus très loin de Cancale, mais il fut encore fort marri, quand il vit que nous brûlions Cancale pour gagner Saint-Coulombs, beau petit village doté du plus aimable des maires. Là, nous trouvâmes assez facilement le docteur Mabillet (2), qui, avec sa femme, sa belle-sœur et des petits enfants, tenaient dans deux petites places. Après quelques instants d'entretien, je me rendis à la mairie, puis chez le maire, qui me reçut cordialement et certifia que pour le lendemain, matin, il trouverait peut-être un hôtel à mettre à notre disposition, dans la commune, en direction de Saint Malo.

Seulement pour le soir, nous devions trouver à nous abriter, ce qui nous fut possible en nous éparpillant, et en étant fort mal nourris. Je note ici un incident pénible.

Peu après notre arrivée, et pendant que j'étais allé à la mairie, Pierre Vilain, profitant de mon absence, déclara brusquement qu'il en avait assez, et jetant à la volée les bagages de sa voiture, il était filé avec la Ford, et son domestique, emportant par mégarde quelques menus objets des enfants de Marcelle et le petit sac d'Alberte (3), avec sa carte d'identité. Nous ne devions plus le revoir en France.

Nous n'avions donc plus que deux voitures (4) pour seize personnes et nous dûmes aller le lendemain à la Guimorais, en deux voyages.

Notes :

(1) belle fille du narrateur, épouse de Léon

(2) Mon docteur de famille à Dinant (note par Jean-Pierre Legrand)

(3) fille Marcelle, petite fille du narrateur.

(4) Ces deux voitures du narrateur seraient la FN et l'Opel dont les photos sont présentées en introduction du récit.

Relations Géographiques et historiques :

Saint-Coulomb : Maire de 1935 à 1945 : Louis Esnoul

Lundi 27 mai au dimanche 2 juin 1940

A la Guimorais, nous rencontrâmes le propriétaire de l'hôtel qui venait mettre son hôtel à notre disposition avec tout son contenu. Nous avons dix chambres bien garnies, et tout l'hôtel à notre disposition puisque nous étions les seuls occupants. Cette dame était très heureuse de nous avoir afin d'éviter une occupation plus désagréable, et souhaitait nous y voir rester le plus longtemps possible.

L'hôtel occupait un point culminant ce qui était désagréable, car on le découvrait de partout, mais nous avions la mer devant nous et deux plages à peu de distance. A un hôtel voisin de quelques deux cent mètres, nous pouvions aller écouter la T.S.F. J'appris à la Guimorais, par le Père Goyet que Jeanne se trouvait à Biarritz mais j'étais sans nouvelle de Camille et de Georges, et j'étais mortellement inquiet, comme je le suis resté, en ce qui concerne Georges, jusqu'à mon retour en Belgique.

Un jour que j'étais allé à Cancale, j'appris que René Springuel venait de quitter Cancale et qu'il avait dit incidemment qu'il venait de rencontrer en route Jacques et sa famille. Cela me rassura un peu, et le jour même, je reçus à La Guimorais une nouvelle lettre du Père Goyet, me disant que Camille était à Saint Brévin et qu'après bien des péripéties et bien des dangers qu'Émile se trouvait à Mignaloux. Émile, prévenu par le Père Goyet., nous écrivait qu'il viendrait nous voir en voiture.

Il vint le dimanche ou lundi qui précéda notre départ (1), et, bien qu'il fut très mal à Mignaloux, il fut convenu qu'il profiterait de sa voiture pour enlever sa famille en attendant qu'il nous eût trouvé une place pour loger.

Nous apprenons par une lettre, le lendemain, qu'il s'était trouvé évincé du local qu'il occupait chez le religieux, et il avait du se réfugier dans un presbytère ultra-pauvre, où vraiment il n'était pas mal. Il nous demanda en même temps de patienter, car il ne trouvait rien pour nous. D'autre part, nous étions fort bien à la Guimorais, où la population était assez accueillante.

Paul et Léon avait aidé un fermier voisin à arracher ses pommes de terre hâtives, et avaient remis en ordre le jardin de fleurs de l'hôtel. Nous nous décidâmes cependant à déguerpir le deux juin. Voici dans quelles conditions. Nous fûmes avertis qu'il fallait pour le samedi premier juin conduire nos voitures à Saint Malo, où elles seraient parquées. Seule ma voiture parlementaire était immunisée.

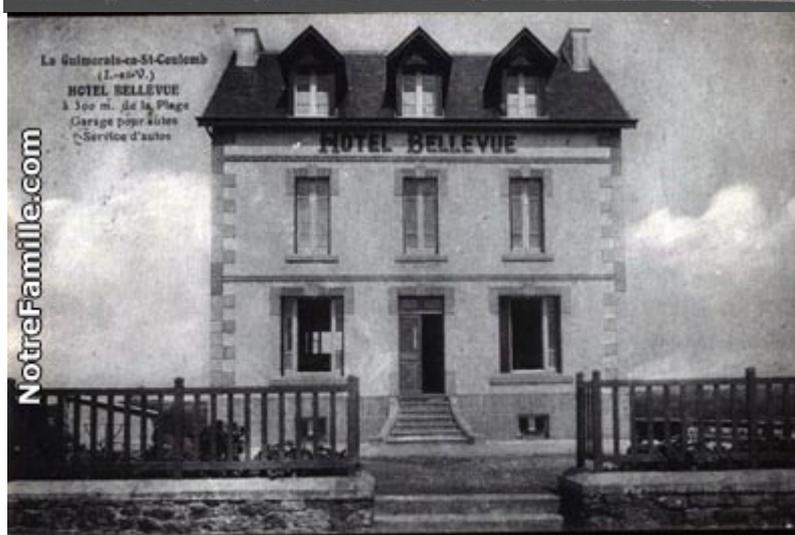
Voulant échapper, je me rendis au Consulat Belge à Saint Malo et me fis délivrer un passeport pour me rendre auprès du gouvernement à Poitiers.

Notes :

(1) apparemment il y a une erreur de jours : le séjour à La Guimorais ayant été d'un lundi à un dimanche.

Relations Géographiques et historiques :

La Guimorais – Hôtel Bellevue (photos non propriétaire)



Capitulation de l'armée belge le 28 mai 1940, pendant le séjour de la famille Legrand à La Guimorais.

Le Nord et la Bretagne

Nous avions cru à partir de septembre 1939 au relèvement miraculeux de la France. Hélas, nous devions être amèrement déçus.

Je n'ai fait que traverser le Nord à toute vitesse et je dois dire qu'à Hinges comme à Eu, nous fûmes cordialement reçus. Laisant de côté le mauvais accueil de Lucy et le mauvais Maire de Belle-en-Condé, il en fut de même pour la population de Belle-en-Condé. Passé la Seine, même accueil aimable et jusque Lisieux ; je trouvai les populations fort empressées et fort polies. Le passage à Lisieux fut moins agréable ; il y avait là encombrement excessif, et j'avais hâte de quitter cette ville.

Nous étions en Normandie, et le soir même à Saint-Julien le Faucon où nous n'eûmes pas non plus à nous plaindre. La population nous paraissait patriotique et l'anxiété était générale. Notre plus mauvais souvenir fut le séjour d'une nuit et d'un jour à Avranches, population moins accueillante et logement détestable. A Dussuy où nous nous sommes rendus le lendemain, nous trouvâmes une population encore assez accorte. Le maire était très aimable surtout à l'arrivée mais il était évident que l'on désirait nous y conserver le moins possible.

Moi-même, j'étais dans un état lamentable, j'étais inquiet de ma santé et de ma responsabilité. La semaine suivante, nous arrivions à la Guimorais, en pleine Bretagne. La population était très patriote mais sans expérience. Par contre le plus aimable et le plus délicat des maires. Bref, séjour agréable, et qui l'eût été plus encore, si la population eût, quoique très bonne dans le fond été plus communicative. La vie y était très bon marché, et je n'emportai pas encore de la France cette impression qui est survenue depuis.

Dimanche 2 juin 1940

Avec mes trois voitures, dont les deux miennes et celle du docteur Mabilles - pour cette dernière, Monsieur Mabilles était désigné comme chauffeur -, le deux juin, nous quittions La Guimorais avec le regret du maire, Monsieur Arnould Senechal, qui vraiment nous voyait quitter à regret, et ne désespérait pas de nous voir revenir.

C'est à la Guimorais que nous apprîmes la capitulation et ce fut un moment terrible ; d'après la version que le Ministre Reynaud donnait de l'événement, non seulement nous étions regardés de travers par les français, mais nous souffrions dans notre cœur de belge.

J'avais demandé et acheté à la Guimorais, une demi-barrique de cidre ; la vie y était d'ailleurs très bon marché. Nous tenions à ne point laisser l'immeuble inoccupé, mais à l'hôtel voisin, il y avait un grand invalide belge avec ses deux sœurs, qui, fatigués de vivre à l'hôtel, ce qui leur coûtait d'ailleurs très cher, étaient allés vers Nantes pour se procurer un logement. Il en avait trouvé un et devait signer bail le jour de la capitulation, mais, ce jour-là, parce qu'il était belge, tout fut cassé et ils furent obligés de revenir à l'hôtel.

Nous nous arrangeâmes pour qu'ils prennent notre succession à l'hôtel de Bellevue. Ces gens étaient de Cortenberg. Nous n'en n'avons plus eu de nouvelles depuis.

Quittant la Guimorais, avec le docteur Mabilles, qui ne nous avait donné ni heure ni moment pour partir, à cause de l'histoire des voitures, nous parcourûmes environs trois cent vingt kilomètres en passant par Angers où nous ne voulûmes pas stationner parce que Marcelle, quelques jours auparavant, y avait subi un bombardement.

Sachant qu'il n'y avait plus rien pour nous à Mignaloux, je ne voulus pas m'aventurer jusque là, et nous arrê tâmes à Millebaux, à vingt-huit kilomètres de Poitiers. M'étant rendu chez le Maire, vétérinaire et ancien député, je fus très gentiment reçu. Il fit entrer toute la caravane, et nous fit servir des boissons et des biscuits, en même temps qu'il chargeait son secrétaire de mairie de nous trouver un logement. C'était fait, une heure ou deux plus tard. J'étais logé chez un conseiller municipal avec Paul, mais à cinq cent mètres du reste de la bande éparpillée dans trois maisons différentes.

Relations Géographiques et historiques:

Millebaux: Il faut comprendre Mirebeau. Nous laissons l'orthographe (ou plutôt ici la prononciation) telle qu'indiquée par le narrateur.

Lundi 3 au Lundi 17 juin 1940

Nous n'y étions officiellement que pour un jour, et il fallait nous faire accepter pour plus longtemps. Du côté des particuliers qui nous logeaient, cela se fit sans difficulté, mais cela ne faisait pas l'affaire du secrétaire de mairie, ni je pense du maire lui-même qui craignait que notre séjour ne se prolongeât et qui se montrèrent beaucoup moins obligeants par la suite.

La grosse difficulté était toujours le lieu de concentration pour les repas. Nous eûmes la bonne fortune de trouver une vieille dame, habitant seule une maison bien propre, qui avec bonne humeur, nous prêta une cuisine et ses locaux. J'aurais même bien voulu loger chez elle, mais je craignais de désobliger mon conseiller municipal avec qui cette dame était en

mauvais termes. Madame Aguillon, ainsi se nommait cette personne, était la cousine du député de l'endroit, et me fit faire la connaissance du sénateur George Maurice de Poitiers, avec qui il était très lié et qui était venu passer la journée à Millebaux.

L'affaire allait très mal, et c'est là que j'entendis parler pour la première fois du général de Gaulle. Je sus par George Maurice que depuis longtemps, le Général de Gaulle avait critiqué les errements de l'État-Major français, et préconisait la mécanisation à outrance. George Maurice en était partisan, Monsieur Aguillon beaucoup moins. J'étais loin à ce moment de me douter de ce que l'avenir nous réservait au sujet du Général de Gaulle (1).

Je note ici que j'avais rencontré à Millebaux Henquinbrand qui était en réfugié dans la maison du fermier Macquenoire avec son fils et Monsieur Thiran de Warnant qui finalement alla s'établir dans un village à quelques kilomètres. Sur la route, je rencontrai un jour Monsieur Buchet d'Anhée avec son gendre Monsieur Dubuc de Treignes et leurs familles.

Pendant ce séjour à Millebaux, j'étais allé avec Léon et Anne, et une petite voiture, à Mignaloux voir Émile et Marcelle et j'ai pu constater combien ils étaient mal logés. Il n'y avait qu'un espoir, c'est qu'un voisin, propriétaire d'un domaine, appelé la Richardière, maniaque et diabétique, se décidât à quitter cette propriété pour aller sur une plage quelconque dans le sud.

Dans l'intervalle, j'avais cherché sans résultat dans un village voisin, à Savigny où je rencontrai certes, le plus pauvre curé et le plus pauvre presbytère que j'ai vus de ma vie. Nous n'avions rien trouvé à Savigny, mais j'avais l'impression que nous avions mal cherché. Nous étions tardifs, et nous devions encore retourner à Millebaux le jour même. Après avoir fait au moins quinze kilomètres pour aller à Savigny qui n'était distant que de cinq kilomètres, le jour même, j'allai voir le propriétaire de la Richardière ; c'était le treize ou le quatorze juin.

En rentrant à Mignaloux, pour dire au revoir à Émile et à Marcelle, je rencontrai Dewynter au Terminus qui nous avait vu passer à Poitiers et qui nous avait suivis. Il cherchait lui aussi un logement. Il dut passer la nuit dehors. Je lui conseillai d'aller à Savigny où un métayer assez bourru, à qui j'avais demandé mon chemin, m'avait déclaré qu'on pouvait encore trouver place. Et de fait, c'est là que se casa Dewynter, qui plus heureux que nous, y resta jusque l'armistice.

Donc, le quatorze ou quinze juin, j'allai voir le propriétaire de la Richardière qui était décidé à partir, mais qui ne voulait pas quitter la maison avant le dix-huit. Or de nouveau, nous étions touchés par la réquisition des voitures et le dernier jour pour présenter la notre était le dix-sept.

Je fis observer à ce Monsieur que le dix-huit ne comptait pas et que dans ce cas je préférerais ne pas y venir. Il ne voulait pas en démordre, mais sa femme intervint, et enfin il accepta le paiement du premier mois qu'il fixa à mille francs. Émile devait nous avertir par un télégramme si réellement il était parti et si nous pouvions arriver. Cependant, quand le jour où le télégramme arriva, annonçant que le propriétaire était parti, et que la propriété était libre, sans plus attendre, nous partions le jour même pour la Richardière avec les Claeys et les Mabile, avec qui nous partageons les divers locaux d'habitation.

Notes :

(1) Je rappelles que ce récit a été écrit début 1941. Le fameux appel du général de Gaulle date du 18 juin et avait peu été entendu à cette époque.



Une photo de Mme Aguillon trouvé dans un album de famille (chez Jean-Pierre)

Relations Géographiques et historiques :

Mignaloux : Mignaloux-Beauvoir

Maurice Aguillon est un homme politique français né le 17 mai 1897 à Mirebeau, porté disparu et déclaré mort le 15 mars 1945 à Gross-Rosen, en Pologne.

Négociant de profession, militant du Parti républicain, radical et radical-socialiste, Maurice Aguillon devient conseiller municipal puis conseiller d'arrondissement de Mirebeau, sa ville natale. En 1939, une élection législative partielle lui permet d'entrer au Parlement comme député de la Vienne.

Absent lors du vote des pleins pouvoirs à Philippe Pétain le 10 juillet 1940, il s'engage en 1942 dans les Forces françaises de l'intérieur. Arrêté par les allemands le 30 septembre 1942, il est interné à la prison de Poitiers puis à celle de Fresnes. Le 18 février 1943, il est finalement déporté au camp de Gross-Rosen d'où il ne revint jamais.

George Maurice est né le 6 août 1881 à Chinon (Indre et Loire), il décéda le 17 décembre 1962 Sénateur de la Vienne de 1936 à 1944.

Le 10 juillet 1940, à Vichy, il vota pour les pouvoirs constituants demandés par le maréchal Pétain.

Georges Maurice est arrêté par les Allemands le 30 septembre 1942, libéré le 10 octobre suivant, puis à nouveau arrêté le 10 juin 1944. Il est ensuite déporté à Neugamme, et libéré le 18 mai 1945. Par arrêté du 23 janvier 1945, le préfet de la Vienne prononce sa réhabilitation, en application de l'ordonnance du 21 avril 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la libération. Georges Maurice reçoit la croix de guerre et, en 1948, est nommé officier de la Légion d'honneur à titre civil. A la Libération, il est nommé membre de l'Assemblée consultative provisoire comme délégué de la Résistance Parlementaire, en qualité de représentant de la Gauche démocratique.

Le 13 janvier 1953, Georges Maurice est nommé secrétaire du Conseil de la République et membre suppléant de la commission de la justice.

L'Italie déclare la guerre à la France le 10 juin 1940.

De Bretagne à Mirebeaux et Mignaloux

De Bretagne, nous fîmes un bond de trois cent vingt kilomètres jusque Millebeaux, et je dois dire qu'à partir d'Angers, nous traversâmes des campagnes désolées, véritables images d'une France décadente. Ce n'étaient que masures abandonnées, ce que nous avions déjà vu mais moins souvent dans les autres régions. Ce n'étaient que terrains en friche et absence d'habitations, encore les localités traversées étaient dans un état désolant. Tout y révélait le délabrement, la négligence, le manque d'entretien, pas un mur de clôture n'était en bon état, tout tombait en ruines.

Le région de Loudun surtout m'a laissé une impression indéfinissable. De Millebeaux à Poitiers, cela allait mieux. Je sentais l'approche de la grande ville de Millebeaux. La population était relativement bonne bien qu'au bout de quelques jours, nous sentions fort bien, chez le maire d'abord très accueillant, surtout chez le secrétaire de mairie, le plus vif désir de se débarrasser de nous.

Monsieur Mabile était logé chez une brave dame qui l'hébergeait en s'imposant des sacrifices, mais cela ne pouvait durer que quelques jours. Quant à Paul, il était chez de très braves gens. Léon également, sauf qu'ils étaient beaucoup plus rudes et moins communicatifs, la femme surtout. Nous prenions nos repas chez cette bonne dame Aguilon dont j'ai déjà parlé et qui était admirable de patience et de bonté.

De Millebeaux, nous allâmes à Mignaloux, pays triste et désolé, laissant aussi cette impression de laisser-aller et de négligence. Vraiment était-ce la France dont nous avions tant parlé et que nous représentions sous d'autres couleurs ?

Lundi 17 au Vendredi 21 juin 1940 (ou vendredi 28 juin 1940?)(1)

Nous gardions les autos dans une magnifique charmille et nous nous servions de la voiture d'Émile pour aller à Poitiers.

La Richardière était un séjour idéal pour les enfants et, avec un peu de difficulté, on pouvait se ravitailler convenablement. Nous pouvions y être pour longtemps, d'autant plus qu'il était question de l'armistice et que l'on voyait beaucoup moins d'avions.

Mais, le vendredi (1), vers quatre heures, nous vîmes arriver dans la propriété un sous-officier français, qui, sans même s'adresser à nous, visitait la maison et la propriété. Intrigués, nous le questionnâmes, et il nous apprit qu'il était avec sa section d'artillerie dans le plus proche voisinage. Nous pûmes nous rendre compte que le bois voisin, et le chemin du bois étaient remplis de camions et de canons. Le sous-officier nous laissa entendre qu'il y aurait bataille et que les allemands devaient se trouver à une vingtaine de kilomètres.

Moins d'un quart d'heures après, des avions allemands venaient survoler la campagne. Les hommes se cachaient dans les bois, et nous percevions dans l'air des détonations dues, soit à la D.C.A. ou aux mitrailleuses des avions.

Le moment était angoissant à cause des enfants. Émile nous dit qu'il valait mieux au moins s'écarter de quelques kilomètres, et nous proposa de gagner Savigny. En un quart d'heure au plus, les voitures furent amenés et occupées.

Nous quittions cette propriété que nous avions payée pour un mois et que nous avions le droit d'occuper deux mois au moins. A notre départ, et sur l'espace d'un bon kilomètre environ, nous dûmes une fois ou deux, nous réfugier dans les bois à cause du survol par des avions, alors que nous étions dans un convoi de camions de l'armée.

Mais, avant de continuer ce récit, j'en reviens à notre séjour à Millebeaux et à Mignaloux. Nous allions voir Émile à Mignaloux ; je me rendis naturellement à Poitiers, qui était surpeuplé de belges. Je ne pus voir Monsieur Pierlot qui était

sans doute fort occupé, et était fatigué de recevoir des Belges. J'y vis quantité de personnalités, et notamment, les Ministres Janson et Gutt qui me reçurent très aimablement. J'y vis aussi Monsieur Moulard, Camille Huysmans, le Baron Carton de Wiart, etc, etc ... sans oublier le procureur du Roi, monsieur Decerf qui se promenait comme une âme en peine ; il faisait pitié à voir

Le jour où je vis Monsieur Pierlot, j'appris par Émile que Charles Tschoffen était arrivé à peine, et avait eu grande peine à se loger. Quelle ne fut pas ma surprise en sortant de l'hôtel de Pierlot de le voir déjà dans la matinée installé dans un bureau de cet hôtel. Il n'avait pas perdu de temps. Il s'occupait, me dit-il, d'un servi ce quelconque d'information, et bien entendu, quelques jours après, quittait Poitiers avec le gouvernement pour se réfugier dans la région de Bordeaux.

J'avais rencontré aussi le Ministre Matagne, avec qui j'ai toujours été fort bien et qui était fort aimable pour moi. Il me fit l'effet d'être complètement désemparé. Le mercredi dix-neuf, je pense, j'étais à Poitiers avec Émile, son conducteur Gilsoul et Henri Claeys (2), quand un avion ennemi vint survoler la place. Je ne bougeais pas, mais Émile, je me rappelle, me fit entrer dans l'hôtel, mais ce ne fut qu'une alerte, ce qui n'empêche que deux heures plus tard, alors que nous étions partis vers une heure, des avions italiens vinrent bombarder Poitiers, tout le quartier de la gare et y firent quelques deux cent morts.

En rentrant à Mignaloux, nous apprîmes que vers onze heures, des avions italiens étaient venus bombarder mais sans succès les dépôts de carburant de Mignaloux en tuant un civil. En nous demandant s'il ne nous faudrait pas aller plus loin, nous aurions voulu essayer de nous procurer un peu d'essence, et nous avions d'abord obtenu à la sous-préfecture un bon, mais qui, dès le lendemain, était périmé, l'autorité militaire ayant pris la décision de prendre la direction de la distribution du carburant, et le mercredi dix-neuf après de multiples démarches faites au nom du sénateur Maurice, j'étais parvenu à obtenir du commandant de la place un bon d'essence de soixante litres à prendre précisément à Mignaloux qui venait d'être bombardé à notre rentrée.

Le dépôt était à environ trois kilomètres de La Richardière, et, malgré tout, nous décidâmes de tenter notre chance. Nous y allâmes à cinq: Monsieur Gilsoul, le docteur Mabilille, Léon, Henri Claeys et moi-même. C'est ainsi que nous avons pu voir le bombardement. Il y avait là quantité de camions camouflés et garés dans les bois, quand ils le pouvaient. Nous aurions bien voulu partir, mais nous ne le pouvions pas, car il y avait la question de l'essence.

Nous avions dû laisser les autos à une assez longue distance, et nous cheminions avec nos bidons, tout cela pour nous entendre dire quelques instants après que les bons délivrés par l'autorité militaire quelques heures avant, n'avaient plus de valeur. Nous eûmes beau insister, nous arrêter à plusieurs portes, nous fûmes éconduits partout. Tous ces gens étaient agités et j'eus l'impression qu'on vidait les réservoirs; nous dûmes retourner bredouilles, c'est ainsi que fin juin (1), nous dûmes quitter la Richardière avec fort peu d'essence dans nos voitures.

A Poitiers, nous avons rencontré plusieurs amis d'Émile, attachés à l'ambassade de Belgique et qui nous annoncèrent avant l'heure la capitulation française, et croyaient même à la fin prochaine de la guerre.

Il arriva même à ce sujet, une bonne aventure à Léon. A un moment donné, il se trouvait avec une dame, qui, quelques instants plus tard, lui expliqua qu'elle voulait conduire sa voiture dans un endroit déterminé de la ville et qu'elle manquait de chauffeur. Léon, croyant que c'était une connaissance de l'ami d'Émile, accepta d'autant plus volontiers et s'en fut avec elle, mais il s'agissait d'aller dans la banlieue et nous désespérions de le voir rentrer, nous demandant ce qui avait pu lui arriver.

Il nous revint assez fatigué et d'autant plus dépité qu'il apprit par la suite, que l'ami d'Émile ne connaissait même pas la dame en question.

Avant le séjour à Mignaloux, et je pense lors de notre dernier retour de Mignaloux à Millebaux, nous arrivâmes à un endroit de la route où un malheureux garde civil avait été tamponné par une auto.

La victime râlait sur la route, et l'automobiliste exposait son désespoir. Le docteur Mabilille regarda, et se rendit immédiatement compte qu'il y avait fracture du crâne et probablement que le cas était sans espoir. Nous séjournâmes là pendant longtemps, essayant d'arrêter les camions qui arrivaient de Poitiers, tant et si bien, qu'à la fin on put arrêter un convoi d'ambulances qui emportèrent la victime. Cela nous causa une grande répulsion, et je ne pouvais m'empêcher de songer que pendant le même temps, on tuait des milliers de malheureux, victimes de la guerre.

Le curé de Mignaloux était un saint prêtre qui ne vivait de rien et qui avait abandonné aux Claeys le meilleur du presbytère, c'est à dire pas grand chose. Il célébrait la messe dans la pauvre église, sans enfant de chœur, sans chantre, et c'est lui-même qui quittait l'autel pour venir jouer de l'harmonium, et tenir le rôle habituellement réservé aux gens du jubé. Avec cela, ne donnant pas la main aux dames.

Il n'avait pas de santé et, malgré cela, un jour qu'il revenait fourbu de Poitiers, avec des paquets, il refusa de prendre place dans l'auto des Claeys et revint à pied.

Il me montra ses livres paroissiaux, et quelques huit, neuf décès par an. Son voisin de Savigny semblait encore plus malheureux que lui et vraiment paraissait bien à plaindre.

Sur la route, aux portes de Poitiers, il y avait un camp d'espagnols (3) gardé par des sentinelles et non loin de là, de l'autre côté de la route, un camp de Belges armés.

J'y rencontrai notamment le député Lepage et un autre député qui me donnèrent des nouvelles du Ministre Matagne réfugié aux environs de Limoges, et qui est mort peu après son retour en Belgique. Sur cette même route, stationnaient jusque la fin de notre séjour, des voitures de l'I.N.R. (4)

C'était vraiment la pagaille, et le départ du gouvernement de Poitiers ne fut point brillant.

Notes:

(1) Les dates:

Un doute existe dans la date de départ de la Richardière. En suivant le récit nous déduisons que le départ de la Richardière se fait dès le vendredi suivant l'arrivée, ce qui nous fait le 21 juin 1940. Pourtant le narrateur parle de fin juin à certains endroits, cela nous mène au vendredi 28 juin. L'armistice Franco-Allemande est déclarée le samedi 22 juin et entre en vigueur le mardi 25 juin. Hors dans le récit le narrateur apprend l'armistice un mardi lorsqu'il se trouve à Oradour sur Veyre. Nous supposons donc que le départ a eu lieu le vendredi 21 juin 1940.

(2) Fils d'Émile, petit fils du narrateur

(3) Probablement un camps de réfugiés républicains suite à la guerre d'Espagne. Après l'armistice ils seront livrés aux allemands.

(4) l'équivalent à l'époque de la R.T.B.F. radio nationale.

Relations Géographiques et historiques:

Poitiers: Le 19 juin 1940, la région poitevine qui, jusque-là, n'avait connu des horreurs de la guerre que les longs cortèges de réfugiés, est bombardée.

Dans la matinée, une première vague d'avions ennemis a déversé des bombes sur Poitiers.

L'après-midi, alors que chacun avait repris paisiblement ses occupations, une deuxième vague de bombardiers est venue semer la ruine et la désolation.

Les bombes se sont échelonnées de l'avenue de Nantes au jardin public de Blossac. Quatre d'entre elles ont atteint deux trains de munitions et un train de militaires.

On dénombre 131 victimes, et parmi elles, des vieillards, des femmes et des enfants

Les allemands pénètrent dans la ville le 23 juin 1940. Poitiers est en zone occupée.

Mignaloux et La Richardière:



Mignaloux est en zone occupée, mais la ligne de démarcation n'est mise en place qu'en juillet.

Gouvernement belge

En mai-juin 1940, le gouvernement belge s'installe à Poitiers, son parlement s'installant à Limoges. Ensuite le gouvernement belge s'installe à Bordeaux, d'où une partie partira vers Londres (le 18 juin pour Marcel-Henri Jaspas)

Les véhicules de l'INR :

Face à l'arrivée des troupes allemandes à proximité de Bruxelles, le gouvernement belge se replie sur Ostende, puis Paris, Poitiers, Limoges, Sainte-Adresse et Rouen. Durant tout ce parcours, une équipe de la radio belge accompagne le gouvernement. Cette équipe radiophonique assure ainsi des émissions quotidiennes et informe les nombreuses familles belges repliées qui se réfugient en France. La grande majorité des émetteurs de la radio belge

est détruite avant que les allemands ne s'en emparent. Quelques émetteurs sont emportés. Ces derniers permettent à la radio belge d'émettre de France jusqu'au 14 juin 1940. La dernière émission de la radio est émise du studio de Poitiers, le 13 juin 1940.

Armistice : Le 17 juin Pétain, qui dirige la France lance un appel à cesser le combat. Un armistice avec l'Allemagne est signé le 22 juin et entre en vigueur le 24 juin à 19h. Un armistice avec l'Italie est signé le 24 juin pour entrer en vigueur le lendemain à 00h.

La Richardière :

Ceci me rappelle que dans le domaine de la Richardière régnait le même désordre, absence d'entretien à l'immeuble, pas de peinture, pas de portes ou en décomposition, prairies jamais roulées ; on y négligeait même de couper les foins dans les massifs ou à proximité des massifs, là où ne pouvait pas passer la machine. Du bois sec traînait partout. Il y avait en face de la villa un magnifique noyer mort depuis des années et l'on avait jamais songé à l'abattre. Il n'y avait de beau que la charmille, encore mal entretenue.

Certainement, on aurait pu avec le bois mort de la propriété se chauffer pendant des mois, peut-être des années. La fenêtre du W.C. ne tenait plus que par miracle. Tout était alarmant, et c'était un des plus beaux domaines du pays. De fait, on aurait pu en faire une magnifique propriété.

Vendredi 21 juin 1940 (ou 28 juin 1940?)

J'en reviens maintenant à la fin juin (1), quand je quittai la Richardière avec toute la caravane. A cause du survol par des avions et le passage sur la route que nous devons croiser d'une colonne française en retraite, nous avons été coupés de la voiture d'Émile et je ne voulais pas m'en aller sans l'attendre, ce qui fut l'affaire d'un long quart d'heure ; puis, nous gagnâmes Savigny où Émile, paraît-il, aurait bien voulu s'arrêter, mais là aussi ce n'était que troupes en retraite, et puisque nous venions en tête, nous décidâmes d'aller plus loin, toujours par des chemins secondaires, pour arriver vers le soir dans une localité que nous avons repérée sur la carte et où nous comptions chercher un abri pour la nuit. Mais là, il ne fallait pas y penser, ce village était rempli de réfugiés alsaciens, et qui plus est, hébergeait ce jour-là un État-Major de l'armée, et deux de nos quatre voitures étaient sans essence.

En désespoir de cause, je voulus aller voir le capitaine qui disposait du stock de l'armée, et il me fallait pour cela regrimper une vilaine côte, que nous venions de descendre; je le faisais bien péniblement, quand je rencontrai un officier à qui j'exposai mon cas.

Il me dit qu'il valait mieux aller voir le Général, qui dînait précisément dans un hôtel en face de la petite place où étaient nos autos. Je fis passer ma carte. Le Général me fit savoir qu'il me recevrait après avoir dîné.

Le temps me parut bien long, d'autant plus que la nuit venait et que, de toute façon, il faudrait tâcher d'aller bien plus loin. Enfin la Général parut, et daigna me gratifier de trente litres d'essence, qu'il fallut aller chercher au dépôt. Les officiers qui se trouvaient sur la petite place furent un peu plus aimables pour nous, et apportèrent des jouets aux enfants, Dieu seul sait d'où ils venaient et c'est dans ces conditions que nous quittâmes le village qui nous laissait de si mauvais souvenirs pour nous engager dans l'inconnu.

Nous arrivâmes à la nuit tombante à Mousson et nous nous arrêtâmes aux deux premières maisons immédiatement avant le pont jeté sur la Vienne. La dame qui se trouvait à la terrasse, nous dit immédiatement qu'elle pouvait loger une partie de notre monde. Lui ayant demandé si elle ne pourrait pas nous rendre service dans l'autre maison, elle nous dit qu'elle préférerait que nous fassions nous-mêmes la démarche.

On accepta les Claeys, mais toutefois pas d'aussi bon cœur quoique ceux-ci ne s'en trouvèrent pas trop mal par la suite. Mais il fallait pourvoir pour le reste de la bande, et monsieur Gilsoul me conduisit au centre du village distant de deux à trois cent mètres au-delà du pont. J'y trouvai le curé, mais seulement il y avait déjà chez lui un prêtre Belge, et un prêtre Alsacien. Le curé m'accompagna chez le secrétaire de la mairie, qui était déjà couché et nous conseilla de chercher nous-mêmes.

Avec Monsieur le Curé, nous dénichâmes deux chambres très propres, avec monsieur Gilsoul, qui était venu me reprendre avec les affaires des Mabille.

Entre temps, le docteur s'était égaré sur une espèce de chemin en bordure de la Vienne. Il m'annonça qu'il logerait sa dame, sa belle-sœur et ses enfants dans sa voiture.

Je m'étais donc démené en pure perte, et ne pus le faire démordre. Cela valut un gîte à deux d'entre nous et nous fûmes logés à quatre dans le village. J'étais tombé chez des gens particulièrement aimables, car, ayant voulu offrir un verre de vin pour faire quelques dépenses, non seulement on ne voulait rien recevoir, ni ce jour, ni le lendemain pour notre déjeuner, et

partout on nous dit que nous pouvions rester. Mais Léon, Paul et les Claeys étaient logés près du pont de la Vienne, dans des maisons particulièrement exposées au point de vue militaire et l'on décida de tâcher de gagner un petit centre dépourvu de moyens de communications et qui, d'après Émile, devait être assez tranquille.

Notes :

(1) voir le problème de date à la note du chapitre précédent.

Relations Géographiques et historiques :

Savigny : Savigny Levescault

Mousson: il doit probablement s'agir de Moussac.

Samedi 22 juin 1940 (ou 29 juin 1940?)

Nous partions donc le samedi matin et nous nous dirigeâmes sur Lille-Jourdain où se trouve le fameux barrage de la Vienne. Je dois dire que malgré les circonstances du moment, le voyage se déroula très bien à travers des sites pittoresques et intéressants. Pour ma part, je ne pouvais me décider à y prendre le même plaisir, ni même à les contempler : j'avais l'esprit rempli d'autres préoccupations et ne cessais de penser à mon fils Georges, dont nous étions toujours sans nouvelles malgré nos multiples cartes envoyées dans tous les sens à son adresse militaire.

Il me faudrait une carte pour me rappeler les diverses localités traversées. Tout ce dont je me souviens, c'est qu'à un moment donné, ayant pu prendre un chemin moins fréquenté, nous sommes tombés dans un convoi de tanks en retraite. Nous avons dû, quand ce fut possible, faire tête à queue, et avec la remorque ce n'était guère facile.

Nous arrivâmes à midi à Saint Julien, où l'on se restaura tant bien que mal au moyen de vivres emportés et ce, au milieu d'une foule agitée et mouvementée composée de civils et de militaires, car nous nous trouvions dès ce moment et de nouveau sur le chemin des troupes en retraite.

D'accord avec Émile, nous voulions gagner Noiron encore distant d'une trentaine de kilomètres mais pourrait-on y parvenir? Rochechouart devait être la première localité à atteindre, mais on nous disait que cette localité, petite sous-préfecture, était encombrée de troupes. Il en était de même disait-on, partout. En désespoir de cause, nous gagnons Rochechouard, où l'on ne voulait même pas nous laisser stationner. A ce moment Léon eut une panne de moteur, et nous dit sans plus vérifier : "C'est une panne d'essence". Que faire dans un petit village où l'on ne voulait pas de nous et pour cause. Une nouvelle fois, je me mis en quête du bureau de la place pour tâcher d'obtenir de l'essence.

Je ne réussis qu'à me fatiguer. A côté de nous se trouvait un fourgon militaire composé d'un jeune officier et d'un sous-officier qui nous témoignait quelque intérêt, connaissant très bien la Belgique et, à mon avis, y ayant été élevé, mais il ne put nous donner d'essence. En désespoir de cause, Léon essaya de nouveau son moteur, qui, à notre grande stupéfaction, se remit en route. Après les calculs ultérieurs de Léon, il y avait encore à ce moment environ douze litres d'essence dans nos voitures, ce qui n'empêche que le docteur Mabile crut dur comme fer que Léon avait joué la comédie, ce qui était absolument faux.

Sortant de Rochechouard, et tenant toujours la tête, nous nous trouvâmes bientôt devant un embranchement, l'un conduisant à Saint Laurent ou Saint Julien, l'autre vers la localité nommée Oradour. Nous étions toujours sous l'impression que notre auto était à peu près à court d'essence, et que d'autre part, la route nous paraissait bien tranquille, et comme Oradour était un peu plus proche de Saint Julien, nous nous engageâmes sur la route d'Oradour, où nous arrivâmes vers les quatre heures, alors que se déchaînait un orage épouvantable.

Ce petit village, chef-lieu de canton, était bourré d'Alsaciens et de troupes, et cette fois la petite voiture était à bout d'essence, au milieu de l'orage, je me dirigeai vers la mairie, avec Émile, et avec le docteur. Nous y fûmes reçus par le maire le plus mal éduqué de la France, c'est à dire de la façon la plus grossière qu'il soit possible d'imaginer. Il nous reprocha d'avoir quitté l'endroit où nous étions, contrevenant ainsi aux ordres du soit-disant gouvernement, qui, disait-il, dirigeait alors la France et qui devait être obéi.

Ce maire, dont l'attitude resta la même par la suite, était en outre député ; c'était M. Roche, radical socialiste, communiste, homme sans culture et immensément riche, détesté à Oradour même, mais cajolant les paysans, qui formaient sa clientèle. Il fut l'un des trois opposants au gouvernement de Pétain. Il nous défendit de séjourner à Oradour. J'eus beau lui faire observer qu'une des voitures était en panne, il ne cessa point ses invectives à notre adresse, et l'entretien se termina sur la défense réitérée de séjourner à Oradour.

Pendant ce temps, la pluie continuait à faire rage. La petite Brigitte était tombée dans le torrent que formaient les eaux au bord de la route, et les gens nous prenaient en pitié, disant beaucoup de mal au maire, tous cependant ayant l'air d'en avoir

peur.

Le sieur Roche avait voulu nous diriger vers Saint Laurent, nous disant qu'il n'y avait pas de troupes, j'ai su depuis qu'il mentait sciemment. En désespoir de cause, je demandai s'il y avait un curé dans l'endroit et de me dire où il habitait. On me répondit qu'il y avait un doyen et l'on me montra sa maison à quelques pas. Je trouvai le doyen à son bureau, et il me dit immédiatement qu'il me donnerait asile pour la nuit en nous abandonnant une chambre et son salon. Plus tard, la servante nous céda la chambre à deux lits qu'elle occupait et qui remplaça ainsi le salon (salle à manger)

Émile, Henri et l'ami Gilsoul (1) allèrent chez la dame de l'agent des Ponts et Chaussées, où ils purent loger sur des paillasses prêtées par l'infirmerie du doyen, car celui-ci avait transformé en infirmerie une petite salle de spectacles.

Chez le doyen logeait déjà un prêtre alsacien, dont la servante faisait la cuisine pour les deux prêtres. C'est ainsi que nous logeâmes la première nuit Léon, Anne et Brigitte dans une chambre, Émile, Henri et Gilsoul sur leurs paillasses, Lucy(2) et Lotti (3) à l'infirmerie et les dix-huit autres, ménage de Paul, Marcelle et ses quatre enfants, et les six Mabilles et moi-même dans la chambre à deux lits.

Notes:

(1) et (3) Gilsoul est le chauffeur de Emile Claeys, Lotti est sa servante.

(2) Lucy est la servante de Léon Claeys.

Relations Géographiques et historiques:

Lille-Jourdain : L'île Jourdain

Saint Julien : ou peut-être Saint Junien

Oradour : Oradour sur Veyres (ou Vayres) chef lieu de canton.

Léon Roche

Léon Roche est un homme politique et un résistant français né le 29 juin 1895 à Oradour-sur-Vayres (Haute-Vienne) et mort le 26 juin 1944 à Paris. Exploitant agricole, membre de la SFIO Léon Roche succède à son père (médecin) à la mairie (1921-1941) et au conseil général d'Oradour, respectivement en 1920 et 1923. Il est élu député en 1932 et réélu en 1936. Il appartient à la commission du Suffrage universel.

Le 9 juillet 1940, il vote contre le principe d'une révision constitutionnelle, avec ses collègues Jean Biondi (SFIO) et Alfred Margaine (radical). Le lendemain, il vote contre les pleins pouvoirs à Philippe Pétain.

Léon Roche s'engage ensuite dans la Résistance, participant à la reconstruction de la SFIO (Comité d'action socialiste, puis SFIO clandestine) et travaillant en liaison avec le Conseil national de la résistance.

Il meurt peu avant la Libération de Paris.

Dimanche 23 juin au 19 juillet 1940 (ou 30 juin au 19 juillet 1940?)

Le lendemain, pas moyen de trouver de l'essence, et nul espoir de trouver un gîte où que ce fût, dans ce pays encombré. Le doyen, qui ne s'attendait qu'à nous loger un jour, nous dit qu'il ne nous mettrait pas à la porte. Les Claeys trouvèrent à se loger dans le dessus du village, chez un notaire et chez une dame Callendreau. Marcelle et ses enfants, continua à être hébergée chez cette dame, dans un véritable château, jusque la fin du séjour.

Claeys, son fils et Gilsoul ne furent hébergés que quelques jours chez le notaire, et durent se réinstaller chez l'agent des Ponts et Chaussées; quant à nous, pendant les vingt huit jours que dura ce séjour forcé, nous continuâmes à loger dans la même chambre, et j'eus la bonne fortune de pouvoir coucher sur un ressort, dans l'un des deux lits.

Ce séjour fut pénible, car nous savions combien cela devait ennuyer le Doyen qui ne disposait plus dans son presbytère, que d'une chambre à coucher, la grande salle à manger ayant été prêtée pour les repas.

Nous mangions tous en trois tournées, les Mabilles d'abord vers onze heures, onze heures et quart, les Claeys ensuite, et enfin nous vers une heure. Même répétition pour le déjeuner et le souper, bien entendu nous avions à pourvoir à notre subsistance.

Nous étions à quarante trois kilomètres de Limoges, où nous pouvions parvenir à l'aide d'un tram électrique indigne d'un pays civilisé. Nous étions arrivés un samedi soir, et dès le commencement de la semaine suivante, les Claeys et les Mabilles allèrent à Limoges. J'y allais moi-même deux jours après avec le docteur Mabilles et j'y retournai par la suite huit ou neuf fois pendant notre séjour.

C'est dans la nuit de mardi que nous parvint la nouvelle de l'armistice. J'en avais beaucoup discuté avec le Doyen d'Oradour, et ne lui cachai pas mon étonnement de voir la tournure des affaires. Je lui disais en effet que les pourparlers de l'armistice allaient susciter des questions insalubres au point de vue honneur français. La question de la flotte et de l'aviation, toutes choses que l'on aurait pu éviter si le gouvernement avait purement et simplement quitté la France.

Je fus surpris à la lecture des clauses de l'armistice, car elles étaient dures, à d'autres points de vue, semblaient donner des garanties pour la flotte et pour l'aviation. Nous nous éveillâmes le lendemain avec la sensation que tout au moins le cauchemar des bombardements avait disparu, mais pour laisser place à quels spectacles. Pendant des jours et des jours, nous vîmes se continuer cette retraite française, si différente de la retraite allemande de 1918.

Déjà avant l'armistice, on voyait des autos d'officier se succéder avec bagages et familles, et souvent pilotant des autos belges, ayant donc abandonné leurs troupes ; puis ce furent des convois et des convois qui continuèrent à se succéder après l'armistice. Je m'attendais à lire le désespoir dans les yeux de ces soldats, s'enfuyant en désordre ; nous-mêmes, Belges, nous souffrions de ce fait nouveau, et si bien que pour notre pays, l'occupation fut déjà un fait accompli depuis un mois, et que nous éprouvions un soulagement à ne plus devoir fuir sous les bombes avec nos petits enfants, je ne voyais sur tous les visages que sourires et airs de fête.

J'assistais aussi à un incident émouvant ; un soldat juché sur un véhicule, fut interpellé par d'autres soldats qui se reposaient sur les marches des maisons et sous les arbres de la place ; avec rage, il leur répondit cette phrase que je n'oublierai jamais : "Espèces d'imbéciles, trouvez-vous qu'il y a de quoi rire en ce moment !"

Le malheur, c'est que l'un des chevaux de son attelage fut la victime de cet incident, le soldat hors de lui-même le frappa à coups redoublés du gros bâton qui lui servait de fouet.

Ces convois d'attelage à chevaux laissaient d'ailleurs rêveurs les passants qui les contemplaient. Chevaux maltraités, efflanqués, blessés, ayant manifestement été traités sans soins ni ménagements, voitures désuètes sur lesquelles on pouvait lire modèle 67 et modèle 87. Spectacle désolant et misérable.

Vraiment, ce que je vis alors me fit désespérer de la France. Léon et Paul, s'étaient rendus le soir de l'armistice dans ce que là-bas on appelle hôtel (à part la cuisine qui était bonne, le reste était infect comme propreté et aménagement), virent dans la place où ils se trouvaient d'un côté cinq officiers supérieurs rigolant et sablant le champagne, et de l'autre côté trois poilus cassant la croûte en buvant du pinard, et ne cachant pas leur mépris pour les cinq officiers d'à côté.

Non la France n'était pas préparée à la guerre, ni mécaniquement ni surtout moralement. On nous avait fait croire que depuis septembre 1939, un relèvement miraculeux s'était produit en France. C'était un pur mensonge. Ces gens étaient prêts à toutes les défections, et comme j'eus l'occasion de le dire plus tard à un officier allemand, si Hitler avait en cette question fait preuve de modération envers la France, l'Alsace-Lorraine, les Français, dans l'état d'esprit du moment, et sous le réveil de leurs sentiments anglophobes, seraient passés sans coup férir dans le camp allemand. La paix de la France eût été assurée pour cent ans et les français depuis des mois se battraient contre les Anglais. Cela ne tarderait point avec les Allemands mais il a voulu précisément cette occupation pour ramener en France la réaction actuelle, qui d'après les on-dit est sérieuse et assez explicable. Donc, dès la première semaine de mon arrivée à Oradour, je me rendis à Limoges avec le docteur Mabilles mais nous n'y séjournâmes ce jour que quelques heures car les journaux du matin annonçaient que le retour en Belgique était libre et nous avions hâte de rentrer à Oradour pour prendre nos dispositions.. (1)

Hélas, pendant vingt-cinq jours (2), nous devions marcher de déception en déception, car, vu l'hostilité du maire, nous ne pouvions décrocher d'essence directement. Mes fils auraient pu s'en procurer car les soldats en liquidèrent beaucoup pour leur propre compte, mais étant Sénateur Belge, je ne voulais pas m'exposer à me trouver en mauvais cas, ce qui aurait pu rejaillir sur toutes les colonies Belges qui séjournèrent en France. (3)

On décrocha tant bien que mal quelques litres d'essence par ci, par là au cours de ces vingt-huit jours que nous passâmes à Oradour. Les ordres et contrôles se succédaient à jets continus. On publia un bon jour, que les fonctionnaires, magistrats, etc... devaient rentrer les premiers et pour cela devaient s'adresser aux commissaires royaux Belges à Cahors, compétents pour la région de Limoges. C'était un voyage impossible (quarante-trois kilomètres en tram). Nous y allâmes avec Émile, Mabilles et Gilsoul. Le soir, tandis que nous retournions avec Gilsoul à Limoges, Émile et Mabilles partaient de la nuit pour Cahors où ils arrivèrent dans la nuit opaque. Ils furent obligés de passer le reste de la nuit dans les fauteuils d'un hôtel où ils furent réfugiés.

Le lendemain, ils furent reçus grossièrement et les derniers par le fameux commissaire royal qui n'était autre que le docteur Sand. Il leur reprocha d'être bien pressés de retourner en Belgique, alors qu'ils avaient été si pressés d'en sortir. Émile et Mabilles demandaient un ordre de rejoindre pour eux-mêmes, l'un comme fonctionnaire, l'autre comme médecin et essayaient d'en obtenir de même pour moi comme conseiller municipal. Il leur fut répondu qu'en ce qui me concernait, je n'avais pas à y compter, bien qu'on invoquât mon état de santé et la nécessité de voyager avec un médecin.

Heureusement, continua le docteur Sand, je n'ai plus rien à dire pour Limoges où vient d'être nommé comme commissaire royal Monsieur Verwilghen, gouverneur du Limbourg.

Émile et Mabilles reprirent le chemin pour Limoges où ils se perdirent dans l'obscurité et pour venir échouer de nouveau dans un porche d'hôtel, où ils purent enfin, dans des fauteuils d'osier, attendre l'arrivée du jour, et ils nous revinrent le lendemain absolument éccœurés de l'accueil qu'ils avaient reçu à Cahors.

Passant à Limoges, Émile avait pu cependant prendre contact avec le Baron Verwilghen par téléphone et rendez-vous avec

lui pour le lendemain. Nous retournâmes de nouveau à Limoges où je renonce à décrire les démarches chez le Préfet, ou plutôt chez son secrétaire en vue d'obtenir un peu d'essence afin de vaincre la résistance du maire d'Ouradour. C'est là que j'ai pu saisir sur le vif ce qu'il en était de la discipline en France.

Ayant dit au secrétaire que le maire devait certainement s'incliner devant un ordre du préfet, il me dit que c'était précisément le contraire, et que s'il insistait, le maire pourrait lui répondre comme il l'avait fait un jour en lui faisant savoir par téléphone, qu'il l'em.....

Le Secrétaire me conseilla d'aller tenter ma chance près du Sous-préfet de Rochechouard qui était en meilleurs termes avec le maire. Hélas pour aller à Rochechouard il fallait encore dépenser de deux à trois litres d'essence et nous en avions déjà trop peu. Le maire, à qui je demandai deux litres me les refusa catégoriquement alors qu'il en avait des milliers de litres dans les pompes et qu'il en usait largement pour lui-même.

Mais j'en reviens à notre voyage à Limoges, où nous parvînmes à toucher le Baron Verwilghen. Il se trouvait au Consulat de Belgique où il venait de s'installer, et fut pour nous l'amabilité même. Il nous donna tous les ordres de rejoindre que nous demandions, moi-même y étant compris avec ma famille. Le malheureux n'avait pas encore de cachet et le secrétaire du consulat ne voulait pas apposer le cachet du consulat sans la permission du consul qui était absent.

L'après-midi, le baron Verwilghen m'accompagna lui-même à l'hôtel de ville où nous devons toucher le consul. Il obtint la signature de celui-ci, et je pus alors, en courant, aller faire apposer le cachet du consulat de façon à ne pas rater le dernier tram pour Oradour. Inutile de dire que je n'ai jamais pu obtenir de la préfecture le moindre visa pour ces ordres de rejoindre.

Manifestement même le secrétaire du Préfet ne voulait plus me recevoir et chaque fois, l'on me dirigeait vers un certain sous-préfet du nom d'Andrieux qui nous éconduisait et nous trompait sciemment.

J'avais beau dire à ce sous-préfet, Andrieux que dans la sous-préfecture de Rochechouard, on nous défendait de nous en aller, il nous affirmait mensongèrement que toutes les routes étaient libres et que nous n'avions besoin d'aucun papier.

Bref on se payait notre tête, et le seul but de ces manœuvres était de mettre des obstacles à notre rentrée en Belgique. J'en cherchai le pourquoi et je crus qu'il fallait le trouver dans l'attitude des Allemands qui laissaient passer les Belges à la ligne de démarcation et retenaient les Français.

Il y eut en effet, pendant des semaines, des milliers de pauvres français qui furent immobilisés sur les routes avec leurs autos dans des conditions les plus dures au point de vue ravitaillement et je pense que les français se vengeaient sur nous en nous empêchant de partir, en parquant les Belges avec plaisir ou en leur défendant de partir du lieu de résidence. Je note que dès le commencement de juillet, les Magnel et les Storrer (4) étaient passés à Oradour munis d'un laissez-passer leur délivré par les Allemands, et ceux-là, les français n'osaient pas les arrêter grâce à la crainte que leur imposait l'Allemand. Je leur conseillai de se diriger vers Saint-Aignan tout en me demandant s'il ne leur arriverait pas d'incident, et si les français entre Ouradour et Saint-Aignan se montreraient aussi têtus que ceux entre Bordeaux et Oradour.

J'appris que le passage s'était fait sans aucune difficultés, par des lettres que Jeanne (4) réussit à m'écrire de Saint-Aignan et d'Orléans mais ces lettres eurent un certain retard, surtout celle de Saint-Aignan parce que sur celle-ci, Jeanne avait indiqué son adresse inexactement ainsi que son département. Je n'allai pas moins de huit à neuf fois à Limoges et y assistai à plusieurs réunions de parlementaires.

On était une trentaine car les autres s'étaient égaillés un peu partout. J'assistai notamment à une séance où vinrent s'expliquer Messieurs Gillon et Van Cauwelaert qui avaient disparu assez brusquement de la circulation. Ils avaient fait un long circuit dans le midi de la France, et en Espagne même, et nous arrivaient de Vichy. On y parla de la fameuse déclaration de Limoges, tous reconnaissaient que les Belges avaient été trompés par Monsieur Reynaud quant aux circonstances dans lesquelles s'était faite la capitulation.

Dans plusieurs de ces réunions, il fut aussi noté qu'il avait été possible jusque là d'établir un contact entre le gouvernement réfugié à Vichy et les Allemands et le roi lui-même. Aucune réponse ne parvenait, et l'on avait l'impression que c'était un silence voulu. Je n'avais pas été à Limoges à la réunion, et sans vouloir désapprouver les sentiments de mes collègues parlementaires que je comprenais fort bien, je n'avais pas été sans regretter l'emploi dans la Déclaration de Limoges de certains termes que je trouvais excessifs.

Je sus que le vote avait été enlevé comme toujours à la suite de certains discours enflammés et que si l'on avait dû voter à nouveau une demi heure plus tard, le vote n'eut pas été tout à fait le même. Malgré tout, je trouvais dans cette atmosphère de Limoges que certains de ces parlementaires les hauts, avaient bien soin de ne plus y venir et paraissaient peu corrects.

On avait été trop loin peut-être, mais il y en avait qui auraient facilement dépassé les mesures, semblait-il en sens contraire. Quant à moi, dès ce moment, j'avais fixé mon opinion et je ne pensais plus comme en Bretagne. Mieux averti, j'avais corrigé certaines parties de mes jugements mais pour le surplus, je pensais alors au sujet des événements de

Belgique, ce que je ne cessais de penser depuis lors.

Je veux croire que dans ces diverses entrevues entre le Roi et ses ministres, il y eut bonne foi de part et d'autre mais il n'en n'est pas moins certain qu'il y avait eu erreur de l'un des côtés ou de l'autre et à ce sujet, le doute à mon avis n'était point permis.

Beaucoup de parlementaires désiraient rentrer en Belgique. Ils étaient arrêtés comme moi par le défaut d'essence. Alors, à mon dernier voyage à Limoges, j'appris que l'on avait fait par l'intermédiaire du maire de Limoges une demande à Vichy pour obtenir un bon collectif d'essence.

On m'inscrivit après coup, mais ceci se passait vers le seize juillet et je renonçai à aller voir ce qui en advint, car le dix-huit, quand je me rendis pour la dernière fois à Limoges, la réponse n'était pas encore parvenue. Notre désir était donc de partir au plus tôt. Péniblement nous avions grappillés un peu d'essence par ci par là, et un certain monsieur Moens, gantois établi à Lille depuis l'autre guerre, réfugié comme nous à Oradour, avait pu nous en procurer un peu, et dès le seize juillet nous décidions le départ pour le lendemain dis-sept, ayant, sauf accident, assez d'essence pour atteindre la ligne de démarcation, voir même aller cinquante kilomètres au-delà.

Notes :

(1) Réaction en 2009 de Jean-Pierre Legrand, petit fils du narrateur : J'avoue être étonné et même un peu peiné par cette opinion de mon grand père qui se trompe, je pense, sur l'état majoritaire de l'opinion française et surtout sur la personnalité de ce "fou dangereux" que fut Hitler incapable d'assurer une paix durable pas plus à son peuple qu'aux peuples conquis souvent très cruellement par ses armées.

Réaction de Jean-Michel Claeys: Concernant l'anglophobie des français, il faut se souvenir du bombardement par les anglais le 3 juillet 1940 à Mers-El-Kebir de la Flotte Militaire française, invaincue et intacte et, à ce titre, orgueil de la population française qui en a voulu énormément à leurs anciens alliés. Il y eut aussi l'impression française que, lors de l'évacuation de Dunkerque (25 mai-3 juin) les anglais ont embarqués leurs troupes en abandonnant les troupes françaises aux allemands.

(2) Il s'agit bien sur d'une erreur dans le texte.

(3) Réaction en 2009 de Jean-Pierre Legrand : Après ce que j'ai dit à regret plus haut, je tiens à dire ma fierté d'avoir pour Grand Père un parlementaire qui refusa sa pension politique en affirmant que son mandat de sénateur n'était pas un métier. Certain hommes "politiques" qui ont quitté récemment leurs fonctions (2009) en exigeant ou même en acceptant des prébendes inacceptables surtout en période de crise devraient avoir honte de leur manière d'agir. Mon Grand Père, à son honneur, avait une toute autre conception du mandat politique.

(4) Jeanne Storrer était la fille du narrateur.

Relations Géographiques et historiques :

Déclaration de Limoge : Le 31 mai, à Limoges où les Parlementaires belges sont réunis, Spaak fait le compte rendu des événements qui viennent de se dérouler et rejette sur le roi seul la responsabilité de la capitulation. La résolution votée prononce l'impossibilité juridique et morale pour Léopold III de régner du fait de l'ennemi.

Prisonnier, le roi ne veut plus poser de geste politique. C'est pour cette raison qu'il refuse de donner des directives à ses ministres partis en France et qui lui demandent s'ils doivent revenir en Belgique ou non. Finalement, le 31 octobre après bien des hésitations et après avoir donné l'ordre pour les Belges, civils et militaires se trouvant sur le sol français de regagner la Belgique, quatre ministres reconstituent le gouvernement belge à Londres.

Oradour sur Veyre :

Notre dernière station fut Oradour où je pus mieux observer. Au bout de vingt-huit jours, je m'y sentais aussi étranger que le premier jour et je ne vis jamais population plus nonchalante. Il fallait aller-là pour savoir que les cultivateurs achetaient leur beurre chez l'épicier, que le paysan n'avait même pas le courage d'élaguer ses haies qui séparaient leurs terres et qui, chaque année, s'élargissaient au détriment de la terre cultivable. Le rendement de la terre en blé était réputé excellent quand la récolte allait de six à dix sacs !

Nulle part, on avait l'impression de se trouver devant des cultures soigneusement préparées et travaillées, et dès le matin, on voyait des paysans attablés devant les portes de café prenant un fromage avec leurs tartines et se livrant à des plaisanteries comme sur le tram Oradour-Limoges, qui s'en allait au petit bonheur et surtout au gré des caprices du personnel.

Le matériel était dans un état que l'on ne peut imaginer et ce qui me frappa le plus, c'est que le public ne songeait pas à s'alarmer de cette lenteur qui nous donnait littéralement sur les nerfs.

Beaucoup de soldats attendaient leur démobilisation. Bien qu'ayant parmi eux beaucoup de soldats du nord, je n'eus jamais l'impression que ces gens souffraient de la défaite comme ils auraient dû le faire. Pauvre pays arriéré comme culture, vivant uniquement du radical-socialisme, du socialisme tout court et du communisme, qui avait vécu jusque là dans la torpeur, qui convenait bien à leur tempérament puisqu'il vivait de rien et qui ne paraissait pas réaliser ce qui leur arriverait.

Je me répète, si Hitler l'avait voulu, cette France telle que je l'ai vue aurait marché comme un seul homme avec les régiments allemands et surtout ce qui m'a frappé, c'est l'apathie la plus complète qui régnait dans les pouvoirs publics. On y sentait que la politique avait été maîtresse jusqu'aux derniers jours dans ce qu'elle a de plus affreux et l'autorité était complètement désemparée.

Les Belges après la capitulation, eurent à y souffrir plus d'affronts. Cela ne dura que quelques jours, et en Bretagne surtout où je me trouvais en ce moment, j'ai eu loin d'avoir à me plaindre. Je n'eus pas le même sentiment à Oradour où je représentais la colonie Belge et où je ne sentis nulle véritable sympathie, cela étant montré par un fait qui révèle où pouvaient encore en être certaines mentalités. Le brave Curé Alsacien logeait chez le doyen d'Oradour et devait conduire de jeunes Alsaciennes à Saint Laurent qui allaient suivre une retraite à Périgueux.

Elles devaient prendre à Saint-Laurent un autobus qui les conduirait à destination. Elles ne purent y prendre place et furent éconduites par le chauffeur qui ne cachait pas sa haine du prêtre en disant que c'était à cause des curés que l'on perdait la guerre.

On supportait mal les Belges à Oradour, moins mal cependant que les pauvres Alsaciens très nombreux dans la commune, aussi nombreux que les habitants et que l'on traitait carrément de "Boches", parce qu'ils continuaient à s'exprimer dans leur patois alsacien.

Les vieux n'auraient pas pu faire autrement, ignorant le français, et il était naturel qu'entre eux les Alsaciens se servissent de leur idiome national.

Cela disait l'incompréhension qui existait entre Français et Alsaciens, et créait entre Alsaciens et indigènes, une animosité, une antipathie que nombre d'alsaciens rendaient bien à leurs hôtes.

Le doyen d'Oradour était lui-même un homme vraiment charmant ; nous ayant supporté alors que manifestement nous bouleversions sa vie mais sans que jamais il y eut entre nous cette pleine communication de sympathie que l'on aurait pu supposer.

Seul, je ne songeai pas, bien loin de là, à la comparer à la majorité de ses paroissiens car, toujours à son poste, malgré tout, ce pauvre clergé de France fait tout ce qu'il peut et s'accommode du peu qu'il peut récolter.

Le Doyen d'Oradour même, vivait dans un état qui n'avait rien de commun avec l'aisance et le fond était excellent.

Je me suis toujours demandé s'il ne devait pas se commander pour être aimable avec nous. Il est vrai qu'il était tirillé chaque jour par sa bonne Alsacienne, d'occasion, qui nous avait prêté sa chambre, croyant que c'était pour une nuit et se montrait peu aimable à notre égard.

Quoi qu'il en soit, quelle différence avec le curé Alsacien, très froid, très méthodique, toujours aussi très méditatif qui s'occupait beaucoup de ses ouailles et dont les conversations très sérieuses étaient aussi très intéressantes.

Je pus par lui pénétrer quelque peu dans cette âme Alsacienne, que nous connaissions si peu. Il nous fit parfaitement comprendre que le patriotisme tel qu'on le comprend en France n'était pas le fait des Alsaciens, qui étaient avant tout Alsaciens et qui, ayant à choisir, se tournaient tout naturellement vers la France mais à une condition, c'est que l'on respectât leurs usages, leur mentalité, et leur langue.

Je compris à cette conversation que l'autonomisme avait pu facilement recruter la majorité dans cette région. Cela dura jusqu'au jour où l'on pu prouver que cet autonomisme était d'importation allemande et l'attitude du Reich en matière religieuse, comptait beaucoup de ses adeptes.

Qu'allait devenir cette pauvre Alsace ? Quand je quittai Oradour, son sort n'était pas encore fixé et le problème était angoissant, mais avec son esprit, mon brave curé songeait au sort qu'on allait réserver à son pauvre pays.

Il en souffrait bien plus comme Alsacien que comme Français tout en ayant des sympathies nettement Françaises, mais je pus mesurer combien la France avait été maladroite et combien elle-même était responsable de cette mentalité qui restait défiante à son égard. Je pense que cette défiance, la France l'avait bien méritée.

Dans ces manquements complets de compréhension que je trouvais à Oradour, on devait excepter les deux prêtres. Là vraiment, les militaires m'avaient montré combien l'armée Française était mal préparée à la guerre.

La retraite militaire devait achever de me désillusionner et tout cela cadrait fort bien avec l'esprit fort superficiel de la population au milieu de laquelle je me trouvais. Que l'on y ajoute les mauvais procédés dont nous fûmes l'objet de la part des autorités et cela permettra de juger combien je fus heureux de quitter pareil milieu.

Pour juger du régime, il suffirait d'ailleurs de demander comment un être aussi peu recommandable que le Sieur Roche fut non seulement maire de cette commune, mais député de l'arrondissement.

Quant aux sentiments religieux, ils se réduisaient à quelques marques extérieures car il n'y avait personne aux offices habituels, et le doyen m'affirma qu'il était bien rarement appelé au chevet des mourants, mais qu'il n'y avait presque pas d'enterrements civils. On venait l'avertir du décès et demander le jour des funérailles.

Le baptême se faisait quelquefois six mois après la naissance et quand le Doyen faisait observer que c'était bien tard, on lui répondait qu'on n'avait pas le temps.

Bref, population sans culture et sans idéal, s'amusant de mille riens, car je vis rarement peuple plus bavard. C'étaient parlottes et parlottes.

Ces gens aimaient mieux converser que travailler et toutes ces parlottes se faisaient dans un patois qui tenait singulièrement du latin et de l'espagnol.

Pas méchant, mais superficiel, pas cultivé, mais pas travailleur.

Ceci me rappelle que dans le domaine de la Richardière régnait le même désordre, absence d'entretien à l'immeuble, pas de peinture, pas de portes ou en décomposition, prairies jamais roulées ; on y négligeait même de couper les foins dans les massifs ou à proximité des massifs, là où ne pouvait pas passer la machine. Du bois sec traînait partout. Il y avait en face de la villa un magnifique noyer mort depuis des années et l'on avait jamais songé à l'abattre. Il n'y avait de beau que la charmille, encore mal entretenue.

Certainement, on aurait pu avec le bois mort de la propriété se chauffer pendant des mois, peut-être des années. La fenêtre du W.C. ne tenait plus que par miracle. Tout était alarmant, et c'était un des plus beaux domaines du pays. De fait, on aurait pu en faire une magnifique propriété.

A Oradour même, à part quelques immeubles modernes, dans le haut du village, il y avait partout un délabrement complet ; même chez le Doyen, il ne devait plus y avoir de peinture depuis longtemps et l'on trouva mauvais, que nous dûmes nous servir d'eau pour nettoyer le plancher de la salle à manger.

Les toiles d'araignée y foisonnaient. Il paraît que ce sont de bons attrape-mouches ! Les volets du rez-de-chaussée et de l'étage n'avaient plus eu de peinture depuis des années et la poutre du hangar était tellement vermoulue qu'il fallait craindre de heurter cette poutre avec une auto, de peur d'amener l'écroulement du tout.

En voyant cette belle propriété, et en voulant témoigner ma reconnaissance au doyen, j'avais proposé à Paul et à Léon d'aller acheter de la peinture, et de remettre les volets en état.

Réflexion faite, et comme nous nous proposions de partir, d'un jour à l'autre, je me dis qu'il valait mieux de n'en rien faire, car s'il n'y avait qu'une partie des volets faite à notre départ, on ne ferait jamais le reste.

C'est dans cet état d'esprit que je quittai Oradour.

Relations Géographiques et historiques :

Les réfugiés Alsaciens : L'Alsace fut un territoire annexé par l'Empire allemand en application du traité de Francfort, signé le 10 mai 1871 après la défaite française. La France récupère ces territoires en 1918. Le gouvernement français avait prévu qu'en cas de guerre, les populations vivant entre la ligne Maginot et la frontière allemande devraient être évacuées pour être mises à l'abri, mais rien n'avait vraiment été prévu pour leur évacuation. Dès le début de septembre, on obligea la plupart à abandonner leurs maisons, leurs fermes, leurs animaux et à gagner, parfois à pied, les gares ferroviaires où on devait les embarquer pour les trimballer vers le sud ou l'ouest de la France, n'emportant avec eux que ce qu'ils pouvaient porter à la main ou traîner dans des voiturettes de fortune. Après l'offensive allemande de mai 1940, une nouvelle vague de réfugiés, encore plus inorganisés, se jeta sur les routes pour fuir les combats. Certains Alsaciens eurent même à franchir les cols et gagner quelques gares des Vosges. Heureux ceux qui possédaient une auto et qui, disposant de suffisamment d'argent, avaient pu s'acheter une maison dans le midi ou le sud-ouest de la France! Si des Mosellans - parmi lesquels se trouvaient aussi bien de purs francophones que des germanophones - furent expédiés dans la vallée du Rhône ou en Périgord, bien de ces Alsaciens se retrouvèrent dans le Limousin où pas plus qu'ailleurs, rien n'avait été prévu pour accueillir de tels réfugiés. La population locale regarda d'un œil mauvais ces nouveaux arrivants qui parlaient une langue étrange, une sorte d'allemand; elle les appela des « yaya », puisqu'on les entendait dire « Ja » pour « Oui », ou carrément « des boches ». Beaucoup de ces réfugiés, souvent habitués à un certain confort en Alsace, durent parfois s'installer dans des granges en ruines ou des masures insalubres. Considérés comme orgueilleux par des autochtones qui ne comprenaient pas pourquoi ils faisaient la fine bouche au regard des conditions d'hébergement, ils furent souvent mal supportés, à la différence d'autres réfugiés francophones et peut-être moins exigeants qu'eux.

Mercredi 17 et jeudi 18 juillet 1940

Le dix-sept juillet, de bon matin, nous étions prêts, tout le monde était dans les voitures, nous n'attendions plus que celle de Claeys, garée dans le dessous du village, il arriva pour nous apprendre que les gendarmes s'opposaient à notre départ, menaçant de parquer les voitures si nous faisons un tour de roue. Nous eûmes beau parlementer, demander qu'on nous laisse courir notre chance, rien n'y fit, et on avait soin d'ajouter que c'était dans notre intérêt, d'autant plus que la défense de passer étant plus rigoureuse que jamais, nous serions inévitablement parqués à Rochechouard, ou à Saint Julien.

En désespoir de cause, nous déchargeâmes les voitures et annonçâmes à Monsieur le Doyen, que nous étions encore ses hôtes obligés. Dès le lendemain matin, bien que je fusse excessivement fatigué, je partis pour Limoges près de mes collègues et appris qu'à Limoges la route était libre, que les voitures belges passaient mais qu'on ne savait pas si on ne les

parquait pas plus loin ; et à la préfecture, on continuait à m'affirmer que l'on pouvait partir librement. J'eus beau dire que la gendarmerie me défendait de quitter Oradour, Monsieur Andrieux , un des français dont j'ai gardé le plus mauvais souvenir, me congédia en continuant à me dire que j'étais libre et que je n'avais pas besoin de papiers alors qu'il savait bien qu'il n'en n'était rien. Rentrant à Oradour, et bien décidé à ne pas me laisser faire plus longtemps, j'abordai le commandant de gendarmerie qui me dit que les ordres restaient toujours les mêmes. Je lui fis observer que je ne pouvais plus rester plus longtemps à Oradour où l'on ne pouvait plus continuer à m'héberger plus longtemps, et puisque la route vers Rochechouard était interdite, je lui demandai s'il me défendait aussi d'aller vers Limoges, où je pouvais trouver du logement.

Ce commandant était très convenable. Il me répondit qu'il ne savait plus ce qu'il devait me permettre ou me défendre, et qu'en tout cas, il fermerait les yeux sur mon départ pour Limoges. Un des gendarmes nous indiqua même un chemin par lequel je pourrais atteindre Limoges, sans me heurter à un piquet de gendarmerie. Je le remerciai, bien que je n'eus nullement l'intention ni de suivre ce conseil, ni d'aller à Limoges. J'avais constaté sur la carte, qu'en déviant de neuf kilomètres vers Limoges, je tombais sur des routes parallèles à celles que j'aurais dû prendre pour arriver à Bellac et de là à la ligne de démarcation.

Malheureusement, je savais que j'allais me heurter, tant que je serais dans la préfecture de Rochechouard, à plusieurs piquets de gendarmerie, mais je voulais tenter ma chance.

Vendredi 19 juillet 1940

Le dix-neuf juillet, tout au matin, j'allais soit-disant à Limoges, mais avec l'intention de bifurquer dès notre arrivée à Saint Julien où se trouvait le premier poste de gendarmerie. Il fallait trouver moyen de trouver du nouveau. J'avais surpris à Limoges que Monsieur Belot, de Purnode, était réfugié dans un petit village dont j'ai oublié le nom et qui se trouvait près de Bellac.

Je dis aux gendarmes de Saint Julien que j'étais obligé de quitter Oradour, pour chercher du logement, et que la gendarmerie m'avait autorisé à quitter cette localité, et qu'un compatriote réfugié dans cette localité dont j'ai oublié le nom, m'avait fait savoir qu'il y avait du logement pour moi et ma famille. Le gendarme était fort perplexe et fort sceptique, et me prévint charitablement que si je voulais le ruser, que je me ferais pincer plus loin.

Finalement, il nous laissa passer, et par Cognac-le-Froid, Saint-Salpornicien, et un autre Oradour (1), nous allâmes vers Bellac après avoir franchi deux autres postes de gendarmerie, et je crus bien échouer quand j'arrivai près du troisième.

Enfin, comme le gendarme ne connaissait probablement pas mieux les lieux que nous, il nous laissa passer et nous atteignîmes Bellac sans incident, mais non sans inquiétude.

Au contraire, on nous indiqua gentiment la route à suivre pour aller vers la ligne de démarcation et nous espérions bien être au-delà de celle-ci avant le soir, quand à une dizaine de kilomètres au-delà, à Le Dorat, dans un double village, nous fûmes subitement arrêtés et invités sans grande politesse à prendre place dans une file de quelques cent voitures Belges parkées en cet endroit. Nous eûmes beau montrer nos ordres de mission, il fallut s'incliner et nous regrettâmes de ne pas avoir compris les signes que nous avaient fait certains cyclistes avant d'arriver au village en question et qui voulaient nous avertir.

Mieux inspirés, nous aurions pris un chemin de traverses pour éviter Le Dorat, mais nous étions dans la souricière avec d'autres Belges dont beaucoup étaient déjà là depuis mercredi, et nous étions le vendredi au matin.

Le prétexte invoqué, était que la route était encombrée de voitures parkées depuis plusieurs jours le long de la route sans ravitaillement et que c'était dans notre intérêt que l'on nous tenait là-bas.

Comme j'étais convaincu que c'était un nouveau mensonge, je téléphonai au Consul de Belgique, qui, de fait, me mit en rapport avec le sous-Préfet de Bellac, mais sans succès, j'en eus la preuve par la suite.

J'avais retrouvé à Le Dorat, le sénateur Petit , qui avait trouvé moyen de se faire héberger chez le maire. Il y avait aussi un député de Bruges, et ensemble nous fîmes démarche sur démarche chez le maire qui n'en pouvait, mais il n'arriva pas à mieux que nous.

Notes

(1) réflexion de Jean-Pierre Legrand : Il s'agit cette fois d'Oradour sur Glane, où eut lieu un carnage à la fin de la guerre (10 juin 1944). Je ne sais si des réfugiés alsaciens se trouvaient comme dans l'autre Oradour mais ce qui est sûr c'est que les troupes Allemandes qui commirent le massacre étaient partiellement composées de conscrits alsaciens enrôlés par force dans l'armée allemande. Y-aurait-il eu une explication liée à ce fait dans cette terrible tragédie ?

Relations Géographiques et historiques :

Saint Salpurnicien serrait plutôt Saint Victurnien.

Samedi 20 juillet au lundi 22 juillet 1940

Le samedi (j'oublie de vous dire qu'il pleuvait à peu près sans interruption), je fus invité à aller chez le Maire, où je trouvai le brave commandant de place de Le Dorat et le capitaine de gendarmerie qui devait venir de Bellac.

Le commandant qui venait d'arriver nous confia qu'il ne savait rien des raisons pour lesquelles nous étions parqués. Il devait savoir que ces raisons n'étaient pas sérieuses et paraissait très ennuyé. Le capitaine de gendarmerie n'arriva pas. Le commandant de place prit une décision courageuse, et décida, au risque d'être blâmé, car il n'avait pas compétence, il prit sur lui de dire aux gendarmes de nous laisser partir.

Il était quatre heures. Le sénateur Petit vint alors compliquer la situation en annonçant que la ligne vers Vierzon était libre, qu'il avait été informé par le Préfet de Bellac, et qu'il voulait bien signer une attestation de ce fait. Le capitaine de place ne demanda pas mieux que de se retrancher derrière cet expédient, et je reprochai vivement à Monsieur Petit d'avoir compliqué la situation en faisant modifier l'ordre de départ pur et simple qu'avait d'abord donné le commandant de place.

Le détour par Vierzon était beaucoup plus long, et se présentait de nouveau la question d'essence.

J'en fis part au commandant de gendarmerie, qui me fit bien entendre que son barrage franchi, il se souciait fort peu de la direction que nous prendrions.

Tout allait pour le mieux, quand survinrent deux incidents malheureux.

Les premières automobiles de la file (camions du pays de Charleroi) avaient envoyé un motocycliste en reconnaissance, et comme celui-ci n'était pas rentré, ils s'opposaient au départ, menaçant de bloquer la colonne ce qui amena un temps d'arrêt.

Juste à ce moment survinrent Monsieur le Ministre Bouchery et le député Feuillaire qui arrivaient de Limoges et prétendirent, sans s'occuper de nous, qu'ayant de meilleurs papiers, ils pouvaient passer.

En effet, ils avaient pu décrocher un papier du sous-préfet de Limoges, postérieur à la défense de passer, et en déduisaient que la défense, en ce qui les concernait, était levée.

L'attitude de ces Messieurs, indigna les Belges, qui leur barrèrent carrément la route et les firent stopper. C'est alors que survint le capitaine de gendarmerie avec trois heures de retard, qui s'opposa à tous les départs, nous donnant bon espoir pour le lendemain.

Mais, nous savions ce que valaient ses promesses. Ce qui nous arrêta le plus, c'est qu'il passait à jet continu quantité de voitures Françaises que l'on arrêta pas comme les Belges.

A nos observations, on répondait tant bien que mal que les voitures Françaises n'allaient pas au-delà de la ligne de démarcation bien que portant des gens du Nord.

Pur mensonge, car nous les avons trouvés nulle part par la suite.

Ce séjour à Le Dorat fut des plus pénibles. Nous étions parqués en dehors de la ville, vers Bellac en face de la gare et de quelques maisons à plus de cent voitures et l'on fut obligé de loger les enfants et ceux qui en avaient le courage dans les fourgons à bestiaux en mauvais état où l'on devait coucher sur de la paille non désinfectée.

Encore, était-ce là une gentillesse du chef de gare qui avait reçu l'ordre d'envoyer des fourgons à la désinfection. Le ravitaillement était plus que difficile. Heureusement, il y avait là en face de la gare, une petite auberge, où l'on fournissait tout, au moins la table et le feu.

Ces gens étaient admirables. On s'y bousculait, on s'y succédait, mais enfin, on pouvait se mettre à couvert. Quand il ne pleuvait pas, on mangeait souvent sur le bord du talus, le long de la route.

Pas d'installation sanitaire, sauf celle absolument infecte de la gare.

Un brave prêtre vint cependant au bout d'un jour, ravitailler les enfants en lait et en œufs.

Nous étions donc le dimanche 21 juillet, jour de la fête nationale, que les Belges ont célébrée dans des conditions spéciales.

Un camion des Ponts et Chaussées fut déchargé de son contenu et placé sur la place de la gare et transformé en autel. La messe fut célébrée en plein air, et je peux dire que toute la colonie y assista avec un profond recueillement.

Monsieur le Ministre Bouchery y fut au premier rang. Je n'en dirai pas autant de Monsieur Petit, qui trouva bon de venir se mettre au café d'en face, chapeau sur la tête, tournant le dos à l'autel et d'un certain Monsieur Defrère, qui vint aussi à la gare, en traversant toute la foule, et en gardant ostensiblement son chapeau sur la tête. Je ne revis plus ce Monsieur qui avait été assez aimable pour me donner du tabac.

Le dimanche et le lundi se passèrent en nouvelles démarches, et au cours de celles-ci, je compris que les parlementaires parlaient pour eux-mêmes. Je fis même observer à un moment donné combien il était peu décent d'abandonner les Belges qui se trouvaient là. J'étais un peu écœuré de rester dimanche quelques instants avec celui qui tenait la place de commandant de gendarmerie, pour lui montrer que j'entendais me désolidariser d'avec cette manière de voir.

Ce brave homme me semblait fort ennuyé du rôle que jouait la gendarmerie dans cette affaire et il me fit comprendre qu'il y avait un moyen de s'en tirer en allant vers un village voisin qui dépendait de Le Dorat.

Dès ce moment, je savais ce que l'on pouvait faire, mais n'avais pas l'intention d'user du stratagème.

Lundi 22 juillet 1940

Le lundi matin, quand je sortis de mon auto, car toutes ces nuits, je les passais dans mon auto, j'abordai monsieur Petit et lui demandai ce que nous avions à faire. Il me répondit qu'il fallait bien s'incliner, et me quitta rapidement, s'abouchant presque immédiatement avec un parent ou ami, qui voyageait avec lui (les deux autos étaient côte à côte.)

Je vis qu'il eut avec ce Monsieur qui revenait de la ville, un colloque à voix "basse". Je me doutai qu'il se passait du nouveau et remontai vers ma voiture. J'étais sans doute distrait, car je ne m'aperçus pas que Monsieur Petit et son voisin passaient à côté de nos autos, retournant apparemment vers Bellac.

C'était une ruse, et une ruse que ne pouvait pas employer toute la colonne. La journée du lundi se passa dans l'attente de l'arrivée du capitaine de gendarmerie qui avait déjà promis de venir le dimanche.

A un moment donné, vers quatre heures, courut le bruit que nous allions partir ?

Je n'en croyais rien, mais c'était vrai.

On se précipita pour remettre tout en ordre et ne pas perdre son rang. De fait, dix minutes plus tard, on démarrait, mais arrivé à un carrefour, on nous dirigea non plus vers Saint-Aignan, mais vers Bourges ou sur Vierzon, toujours sous le prétexte que la route était encombrée par Le Blanc et Saint-Aignan.

Dès le premier village, dans cette localité à quatre kilomètres où le bon gendarme m'avait dit qu'il n'y avait pas de poste, j'étais furieusement tenté de faire ce que j'avais fait à Oradour, mais nous étions dans une file interminable, et il est évident que les autres allaient me suivre ce qui allait peut-être compliquer la situation. J'étais convaincu en effet que l'on nous avait menti, et j'en eus la preuve par la suite.

Voici comment : dans la nuit de samedi à dimanche, les automobiles de tête (gens du peuple de Charleroi, qui avaient fait rater notre départ de samedi à quatre heures) avaient profité d'un gros orage qui avait sévi dans la nuit pour s'évader. Or le vingt-huit ou le vingt-neuf juillet, me trouvant à Meaux où je dus séjourner quelques jours comme je le dirai plus loin, alors que j'essayais de me procurer de l'essence, je fus abordé précisément par une des dames qui occupaient l'une des autos en question. Elle me reconnut parce que je m'étais beaucoup occupé de la colonne, et me dit donc qu'elle était dans l'une des voitures qui s'étaient évadées.

J'étais content de savoir ce qui avait pu se passer et sur ma demande, elle me confirma que ces voitures avaient directement gagné Le Blanc et Saint-Aignan sans être inquiétées et avaient pu passer la ligne de démarcation immédiatement.

On nous avait donc menti effrontément, comme on l'avait déjà fait à Oradour, et comme on allait continuer à la faire par la suite.

Bref, ayant quitté Le Dorat, et suivant la file, nous arrivâmes après bien des kilomètres à Chateauroux où malgré la pluie battante, nous nous arrêtâmes pour nous munir de tabac et d'allumettes dont nous étions dépourvus.

Il paraît que l'on avait donné Bourges comme objectif aux automobilistes qui formaient la tête de la colonne à Le Dorat, mais comme le départ s'était fait en quelques minutes et en vitesse, nous ignorions ces détails et cherchions Vierzon.

Nous n'étions plus qu'à une vingtaine de kilomètres de cette localité quand nous trouvâmes un poste qui nous dévia vers Issoudun toujours avec l'intention de gagner Vierzon et pourtant la grand route de Vierzon paraissait bien libre. Mais ne cherchant pas à comprendre, nous nous engageâmes sur la route d'Issoudun.

Nous arrivâmes aux portes d'Issoudun vers les neuf heures du soir. Il était même plus tard et là on nous indiqua la route pour Vierzon. On voulait aller vers Bourges, où nous arrivâmes par une pluie battante alors que le couvre-feu allait sonner une demi-heure après.

Avant cette dernière aventure, on nous avait déjà fait faire un crochet énorme par Riguson et de Chateauroux à Bourges ; n'étant pas avertis, nous avions fait quelques vingt ou vingt-cinq kilomètres en pure perte.

Arrivés à Issoudun, il faisait obscur et il pleuvait et je cherchai vainement du logement en même temps qu'un hôtel où l'on put se restaurer quand un prêtre Belge et le député de Bruges qui faisaient partie du convoi et qui étaient arrivés un peu avant nous, vinrent me dire qu'il y avait à Issoudun un couvent des Pères du Sacré-cœur et qu'ils allaient essayer d'y trouver un gîte pour nous et pour eux.

En attendant, nous pûmes entrer dans un hôtel où l'on ne put rien nous donner que des boissons. On se restaura tant bien que mal, puis, dans la nuit, on se dirigea vers le couvent, où nous allions devoir séjourner, car, évidemment, dans tous ces crochets, que l'on nous avait fait faire, nous avions usé notre essence. Nous fûmes reçus très aimablement dans le couvent qui était déjà surpeuplé.

Le prêtre, le député, un des enfants Claeys et moi-même nous pûmes loger au couvent. Les autres reçurent asile dans une partie de ce même couvent qui servait d'hôpital militaire auxiliaire, sauf Marcelle et une partie de sa famille que l'on ne put retrouver avant minuit par ce que, de guerre lasse, elle était allée se réfugier dans l'auto de son mari. On avait restauré tant bien que mal les enfants et servi du chaud aux adultes et l'on alla se coucher vers minuit.

Mardi 23 juillet au vendredi 26 juillet 1940

Dès le lendemain, nous nous mîmes en quête d'essence mais pour nous buter pendant trois jours aux plus mauvaises volontés qu'il soit possible d'imaginer. Au bureau de distribution d'essence, il était indiqué qu'il n'y avait pas d'essence pour les Belges. Ayant essayé moi-même de parlementer, en évoquant mon âge et ma qualité, je fus éconduit à peine poliment ou plutôt très impoliment par un jeune sous-officier qui semblait prendre plaisir à la chose. Nous essayâmes de nous adresser à l'autorité militaire et avec Émile, après avoir vainement tenté de trouver le chef à son bureau, nous allâmes prendre un premier repas, dans l'hôtel où il prenait lui-même les siens.

Nous pûmes l'aborder. Il fut très aimable et nous laissa espérer qu'à son intervention, de nouvelles instructions pouvaient être espérées à bref délai. Mais bien que nous allions régulièrement dîner à cet hôtel pour le revoir, nous étions sans grand espoir. Nous avons rencontré là un Belge établi dans les environs de Paris qui nous raconta comment lui s'était tiré d'affaire. Il était allé se mettre à la disposition du député Chassigne qui remplissait les fonctions de sous-préfet, l'avait aidé dans ses écritures, ce qui lui avait permis à un moment donné d'obtenir un bon d'essence.

Ce monsieur qui partait le lendemain, nous promit d'en chercher pour nous d'autre façon le soir même, et de laisser à l'hôtel un mot à notre intention. Le lendemain, nous trouvâmes le mot : Monsieur Thomas n'avait pas réussi. Le maire d'Issoudun à qui je m'étais adressé dans l'entre-temps m'avait aussi éconduit. Il ne me restait plus que le député Chassigne. Malgré mon extrême fatigue, j'allai dès le lendemain vingt-quatre juillet à la mairie où l'on me dit que j'avais chance de trouver Monsieur Chasseigne vers les dix heures.

Je ne le connaissais pas, et, à un moment donné, on m'indiqua ce Monsieur Chasseigne qui était harcelé de quémandeurs et on s'en débarrassait tant bien que mal.

Assez peu confiant, je l'abordai et lui racontai mon histoire en lui faisant remarquer que je voyais passer à Issoudun des parlementaires Belges qui venaient certainement à Limoges et qui avaient certainement dû recevoir leur part dans la distribution d'essence dont j'ai parlé plus haut, que, moi, j'étais victime de ma bonne foi et que j'étais parti sans attendre cette essence parce que je pensais en avoir assez pour gagner la ligne de démarcation par mes propres moyens, mais que réellement, à raison des crochets que l'on nous avait fait faire, j'étais maintenant à vingt-huit kilomètres de cette ligne de démarcation sans essence suffisante, d'autant plus, me disait-on, que les allemands ne distribuaient pas d'essence à la ligne de démarcation et ne laissait passer que chaque voiture ayant de l'essence pour deux cent kilomètres au moins.

C'était encore du nouveau, et cela compliquait singulièrement la situation. Dans la foule, on citait même des automobilistes

qui avaient été refoulés parce qu'ils n'avaient pas d'essence pour les deux cent kilomètres.

Je n'ai pas su la suite et ce qu'il en était. Le député Chassigne parut s'intéresser à mon cas et sans me faire aucune promesse m'invita à aller le voir à son domicile particulier le soir même entre sept heures et huit heures.

J'oublie de dire, que le vingt-trois au soir, ou le vingt-quatre, on donna l'ordre à toutes les voitures belges éparses dans la ville d'aller se parquer au-delà d'Issoudun. Nouvel émoi, car cela ne pouvait que compliquer le ravitaillement. Ayant fait observer que nos voitures étaient garées au couvent, on me dit en fin de compte, que je pouvais les y laisser. Donc, le vingt-quatre au soir, vers sept heures et quart, j'allai sonner chez le député Chassigne.

On me répondit qu'il était allé chez le préfet à Chateauroux et qu'on ne pouvait pas me fixer sur l'heure de sa rentrée. J'y retournai deux ou trois fois mais un peu avant huit heures, il n'était pas encore rentré.

Je demandai qu'on voulut bien le prévenir que je serais chez lui de grand matin le lendemain, et me dirigeai vers le couvent. Arrivé à mi-chemin, et bien que les chaussures neuves que je venais d'acheter par nécessité me fissent horriblement souffrir, j'eus un remord de conscience et de nouveau je redescendis vers l'intérieur de la ville pour aller une nouvelle fois chez le député Chassigne.

Bien m'en prit. Il descendait précisément d'auto et me fit entrer de suite. J'avais sur moi la liste des quatre voitures (Mabille, Claeys et les deux miennes, et leur force respective.) et je lui demandai timidement ce qui était nécessaires, peut-être un peu moins, car il restait encore quelques litres dans les voitures.

Monsieur Chassigne me trouva trop modeste dans mes prétentions parla d'abord de cent cinquante litres, puis de deux cent litres, puis de deux cent cinquante litres. J'étais aux anges. Il me promit de s'en occuper le lendemain et me pria d'aller à son bureau à la sous-préfecture vers dix heures du matin s'excusant s'il devait nous faire attendre quelque peu. Je m'y rendis avec Émile Claeys. Il y avait là une foule énorme et je n'eus garde de dire que je venais pour de l'essence mais annonçai que je désirais voir Monsieur le Député Chassigne qui m'avait donné rendez-vous.

Nous parvînmes ainsi à être introduit de suite et après dix minutes d'attente à peine, le Député Chassigne, qui ramenait quelqu'un sur le seuil de son bureau nous vit et nous fit entrer. Cette fois, il ne s'agissait plus de deux cent cinquante litres, mais de trois cent litres, et Monsieur Chassigne téléphoniquement annonça mon arrivée au bureau de répartition d'essence en priant ce monsieur de me fournir les trois cent litres, sur le vu du mot qu'il allait me confier. Il y eut certainement de la réaction, car j'entendis Monsieur Chassigne répondre sèchement : "Ordre du préfet."

Sortant de la sous-préfecture, nous nous rendîmes au bureau de la répartition. Il pleuvait toujours.

Il y avait une foule énorme et j'avisai une porte de service où se trouvait un planton. Je lui confiai le mot du sous-préfet et demandé à être reçu. Pendant plus d'un quart d'heure, on me laissa sans réponse. Parfois même, on voulait me faire sortir du passage. Finalement, je demandai à un sous-officier plus complaisant si on avait l'intention ou non de me donner satisfaction et il revint me rechercher quelques instants plus tard et sans autre forme de procès, comme aussi sans amabilité, on me remit le bon de trois cent litres avec lequel je retournai triomphalement au couvent.

Il fut décidé qu'on irait avec les quatre voitures chercher les trois cent litres d'essence pour partir le lendemain matin. Je mis comme condition que l'on défalquerait d'abord des trois cent litres, vingt cinq litres au profit des dames Chanoine de Wasmès, qui, comme nous, étaient venues échouer au couvent. Il y avait la mère, de mon âge, et trois jeunes filles de trente cinq à quarante cinq ans et deux garçonnets leurs neveux.

Ces deux dames n'avaient plus non plus assez d'essence (j'oublie de dire que le député de Bruges, et son ami qui avaient encore assez d'essence, étaient partis le lendemain de notre arrivée à Issoudun en nous souhaitant bonne chance). Les deux cent septante-cinq litres restant furent partagés scrupuleusement entre les quatre voitures. Sauf accroc, ils devaient permettre à tout le monde de rentrer en Belgique sans avoir à prendre de l'essence en cours de route.

Monsieur Mabille eut pour sa part cinquante-cinq litres, et Léon lui prêta même un bidon pour mettre son trop plein. J'avais proposé de mettre l'excédent dans un gros fût en métal que j'avais acheté, mais Monsieur Mabille tenait mordicus à ce que chacun ait sa part. Nous étions à Issoudun le jour de la Sainte Anne et je fis célébrer une messe pour remplacer celle que la Maison Degraux faisait toujours dire le jour de cette fête.

Relations Géographiques et historiques :

François Chasseigne, né le 23 décembre 1902 à Issoudun (Indre) et mort à Chavin (Indre) le 13 mars 1977, était un homme politique français, député de l'Indre, maire d'Issoudun et membre du gouvernement de Vichy.

Journaliste, François Chasseigne a été très jeune attiré par la politique. Il devient conseiller général de l'Indre, puis député d'Issoudun en 1932. Il siège alors au Groupe d'unité ouvrière et s'intéresse particulièrement aux questions agricoles, au commerce du blé et au commerce extérieur. Il est réélu député en 1936 et s'inscrit au groupe du Parti d'unité prolétarienne. Il est précisé sur lui : « il est pacifiste et ne manifeste aucun sentiment antisémite ». On dit de lui qu'il est un « ancien communiste passé à la SFIO »

Blessé pendant la guerre de 1939-1940, il se rallie en juillet 1940 au maréchal Pétain. Il vote les pleins-pouvoirs pour le maréchal le 10 juillet 1940 à Vichy.

Suivant la ligne de Pierre Laval, Il accepte alors des fonctions significatives au sein du régime de Vichy :

Il est nommé maire d'Issoudun en 1940-1944.

Il est nommé à plusieurs postes de propagande ouvrière du régime de Vichy : chargé de mission à la Propagande au Secrétariat général de l'Information (mars 1941), puis directeur de la propagande ouvrière au ministère de l'Information (janvier à novembre 1943), puis directeur de cabinet de Jean Bichelonne au ministère du Travail, puis (à la suite de Robert Weinmann, commissaire général au Service du travail obligatoire (STO) (janvier à mars 1944).

François Chasseigne devient secrétaire d'État à l'agriculture et au ravitaillement dans le cinquième gouvernement Pierre Laval, du 3 mars à août 1944. Arrêté en août 1944 par la Résistance, François Chasseigne a la chance de n'être jugé qu'en 1948 alors que les passions de la Libération sont retombées. Il n'est condamné qu'à une peine de travaux forcés et bénéficie de la loi d'amnistie du 5 janvier 1951. Il est emprisonné au pénitencier de Clairvaux, où il côtoie Charles Maurras : l'ancien militant communiste noue des relations d'amitié avec le partisan du "nationalisme intégral". Vieillissant et malade, Maurras appelle parfois Chasseigne "Jaurès".

Exclu de la SFIO comme la plupart des animateurs du courant pacifiste de Paul Faure, il rejoint le Parti socialiste démocratique à la Libération. François Chasseigne devient ensuite attaché de direction chez Ford. Il meurt d'un accident de la circulation en 1977.

Le Dorat et Issoudun

Mon séjour à Le Dorat, si j'en excepte le petit restaurant dont j'ai parlé, ne nous laissa pas meilleure impression. Il en fut de même à Issoudun. Même le couvent où nous fûmes hébergés sentait le manque d'entretien. Il est vrai que les pauvres Pères n'étaient pas nombreux, et ne paraissaient pas riches, mais j'eus le sentiment, que même en pleine prospérité, la situation ne devait pas être changée.

Vendredi 26 juillet 1940

Après avoir pris congé des Pères du Couvent et des Religieuses de l'infirmerie, et leur avoir laissé à tous un don bien mérité, nous nous mîmes en route pour Bourges, le vingt-six au matin en nous disant qu'à vingt-huit kilomètres se trouvait la ligne de démarcation. Hélas, nous devions bientôt déchanter : à quatre ou cinq kilomètres d'Issoudun, à Charostre, petit village encombré au-delà de toute expression, nous étions de nouveau arrêtés dans une file de voitures à l'arrêt. Renseignement pris, il nous fut dit que les Allemands avaient donc fermé la frontière depuis la veille et que l'on ne savait pas quand ils la rouvriraient, peut-être le jour même, peut-être dans quelques jours.

Nous protestâmes, disant que l'on aurait bien pu ne pas nous laisser partir d'Issoudun. Le sous-officier qui commandait le poste, nous déclara qu'il avait cependant averti Issoudun ; toujours le même système.

Nous apprîmes un fait que nous ne pûmes vérifier : une des voitures de têtes avait cependant demandé qu'on la laissât aller en reconnaissance vers le poste allemand, et que finalement, les français avaient bien du y consentir car la situation, si elle avait du se prolonger, aurait été intenable.

Que se passa-t-il en tête de la colonne . La voiture de reconnaissance était-elle revenue ? Toujours est-il qu'à un certain moment, vers onze heures, on donna l'ordre de départ, mais au lieu d'aller vers Bourges on nous fit faire un crochet d'une cinquantaine de kilomètres. Au bout de vingt-cinq kilomètres environ, nouvel arrêt. A nos questions, on nous répondit uniquement qu'il s'agissait d'une distribution d'essence et que ceux qui n'en n'avaient pas besoin pouvaient partir.

On voit comme cela était bien organisé. Nous fîmes têtes à queue, manœuvre toujours difficile à cause de la remorque et nous prîmes enfin la direction de Bourges. Les deux postes, Français et Allemand, se trouvaient environ à quatre ou cinq cent mètres l'un de l'autre. Il n'y avait pas d'autres voitures sur la route que celles de notre convoi. On passait par groupe de cinq ou six voitures, et cela très rapidement. Ayant franchi le poste français, nous arrivâmes rapidement au poste allemand où nous dûmes à peine stopper, le temps de donner nos cartes d'identité.

Nous pénétrions enfin dans la zone occupée, avec quel soupir de soulagement et avec une étonnante et déconcertante facilité. Nous nous arrêtâmes sur la place de Bourges pour y prendre un verre de bière et nous déraïdir les jambes. J'appris plus tard que cet arrêt n'était pas du goût de Monsieur Mabile qui avait déjà voulu partir seul, et y avait renoncé sur les observations d'Émile. Peu après, nous nous engageâmes sur la route de Giens. Tout nous souriait, nous pensions bien être à Dinant dans les deux jours, quand à cinq ou six km de Giens l'un des pneus de la remorque éclata.

Pauvre remorque, avec ses mauvais pneus, elle avait fait des milliers de kilomètres sans avoir de crevaison et voilà qu'elle nous lâchait en pleine campagne. Après un colloque, il fut décidé qu'Émile partirait en avant avec sa voiture, pour chercher un pneu et chambre à air et que nous tâcherions de le suivre comme on pourrait. Il fallait aviser à un moyen de fortune et l'on se mit à cueillir de l'herbe pour en bourrer le pneu malade. C'est ainsi que nous gagnâmes Giens, mais dans quel état !

L'herbe n'avait pas tardé à se réduire en bouillie. La remorque faisait des bonds désordonnés et tous les automobilistes qui nous dépassaient croyaient bien faire de nous avertir d'une situation que nous ne connaissions que trop bien. Cahin-caha, nous arrivâmes néanmoins au pont de Giens où nous attendait le plus triste spectacle que je vis de la guerre. Il y avait eu un bombardement à Giens le dix-neuf juin, par les Italiens. Le pont avait sauté alors qu'il était chargé de monde et des quantités d'autos gisaient dans le fleuve et sur les bords du fleuve.

De Giens, il ne restait plus que des ruines, nous partîmes ; après avoir gravi une côte au milieu des décombres, nous retrouvâmes Émile arrêté devant un garage qui n'avait pas été détruit, mais complètement pillé et dont la propriétaire désolée ne pouvait plus rien nous fournir, pas même des cordes pour arrimer nos bagages. Que fallait-il faire ? Abandonner la remorque, et les bagages. On en chargea les voitures et Émile qui avait déjà neuf personnes dans son véhicule reprit les siens tant bien que mal; sauf un grand coffre qu'il dut abandonner.

Quant à mes bagages, on les plaça sur le toit de l'auto, devant, sur les garde-boue et derrière. C'est dans cet équipage que nous nous dirigeâmes vers Montargis après avoir perdu un temps précieux.

Nous laissâmes à la brave garagiste des voitures d'enfant et d'autres objets dont on lui permit de disposer pour les malheureux. Pendant que nous étions à Giens, nous pûmes échanger quelques mots avec Erwin Storrer qui passait en camionnette et nous dépassa.

L'incident de Giens nous avait pris un temps précieux et nous arrivâmes à Montargis à neuf heures allemandes, alors que le couvre-feu était pour dix heures. Anne avait fait une angine à Issoudun et Brigitte avait été indisposée. On était donc parti dans de mauvaises conditions, mais avec avis de Monsieur Mabile qu'on pouvait se mettre en route ce qui n'empêche que la petite Brigitte que je tenais sur mes genoux, marquait à notre arrivée à Montargis une fièvre assez vive, que constata le docteur Mabile.

Là encore, c'était l'encombrement le plus complet. Nous étions dans la voie principale et des convois militaires se succédaient sans interruption. On nous enjoignit de garer nos voitures ailleurs. Le docteur pronostiqua à Brigitte une otite qui nécessiterait probablement une opération et un séjour à Montargis. En même temps il manifestait le désir de s'en aller pour faire encore cinquante kilomètres et gagner Senlis ; de façon à pouvoir rentrer à Dinant le lendemain, vingt-sept juillet. Nous n'avions ni logement ni médecin et n'avions qu'une heure devant nous pour trouver les deux.

J'eus beau supplier, le docteur voulut partir, Marcelle évidemment ne voulut pas nous quitter et je fut touché de l'attitude des Dames de Mons qui elles aussi, apprenant nos mécomptes, ne voulurent pas aller plus loin. Pendant que nous cherchions le médecin, les demoiselles Chanoine se mirent en route pour chercher du logement pour leur mère et pour elles-mêmes, et le ménage Claeys pour Anne, Léon et pour moi. Malheureusement nos voitures restaient sur la rue. Paul et Loulou, ainsi que Lucie durent loger dans les voitures. On avait pu dénicher un vieux médecin retraité réfugié, qui vint visiter Brigitte.

Il fut beaucoup moins pessimiste que Monsieur Mabile, et dit que grâce à un calmant à administrer à Brigitte, le lendemain matin, il nous conseillait de partir de tâcher de gagner Dinant où nous pourrions mieux soigner l'enfant. Ce fut pour moi la soirée et la nuit la plus désolante. Léon aussi était affolé et passa une nuit blanche, ce qui n'empêche que le lendemain, après avoir pris congé des Claeys, qui prenaient une autre route (1), nous nous dirigeâmes non pas sur Senlis et Reims, dont la route était encombrée de chariots, mais vers Fontainebleau, Meaux, Soisson etc...

Notes :

(1) Les Claeys retournaient à Bruxelles où ils habitaient à ce moment.

Relations Géographiques et historiques :

Charostre serait plutôt Chârost

Bourge : Le 19 Juin 1940 vers 16h30 arrivant par la route de la charité, un régiment motorisé allemand entre dans Bourges sans aucune opposition. Quelques tirailleurs sénégalais postés du côté du Bordiot et la butte d'Archelet sont capturés ou tués.

La ligne de démarcation : Dans l'armistice, l'article 2 prévoyant la partition de la France en deux parties. La ligne de démarcation en étant la frontière, limite entre France occupée et France libre. La ligne de démarcation principale de la France occupée parcourt treize départements sur près de 1 200 kilomètres.

Bien que le 20 Juin les troupes allemandes soient descendues jusqu'à Saint Amand Montrond qu'ils occupèrent jusqu'au 18 Juillet, cette ligne de démarcation fut tracée dans le Cher en démarrant de l'Allier. Commencant avec Apremont occupé, Trouy occupé, Vierzon occupé, et se terminant du côté de Thénieux occupé. Les autorités allemandes s'installent à Bourges qui se retrouve en zone occupée. La ligne de démarcation coupe le département du Cher en deux et passe au sud de Bourges à proximité du Subdray.



(photo non propriétaire)

Gien: Le pont de Gien est bombardé le 15 juin 1940 par la Luftwaffe, afin de couper la retraite de l'armée française. Ce bombardement entraîne un gigantesque incendie qui ravage les vieux quartiers au pied du château. Le pont saute finalement le 16 juin 1940. Gien n'est plus qu'un amas de cendres, de maisons détruites, 422 immeubles ont été totalement détruits et 921 partiellement. Le centre ville a brûlé pendant 3 jours et 3 nuits. Les églises Saint Pierre et Saint Louis sont détruites, mais le Château est épargné par un orage providentiel. Dès 1941, les giennois pensaient à la lourde tâche de reconstruction.

Ci-dessous diverses photos de Gien donnant une idée de ce que nos réfugiés ont pu voir lors de leur retour vers la Belgique (photos non propriétaire)





Montargis :

A Montargis, je n'eus guère l'occasion de prendre d'autre contact qu'un contact fort désagréable avec l'hôtelier brutal et grossier, chez qui nous avons échoué. Non seulement, on était mal reçu, mais il ne voulut pas accepter le garage des voitures dans sa cour à moins que nous ne logions pas dans les voitures...

Or, comme nous n'avions pas de logement pour tout le monde, il fallait bien laisser les voitures sur la rue, ce qui n'était rien moins que désagréable dans une ville où nous ne connaissions personne, remplie de troupes et sans compter le désarroi moral dans lequel nous nous trouvions à cause de la petite de Léon.

Samedi 27 juillet au mercredi 31 juillet 1940

Malheureusement nous ne pûmes entrer à Fontainebleau et l'on nous fit faire de nouveau un immense crochet pour arriver enfin à Melun où l'on nous fit stopper et l'on nous dirigea sur une immense usine dont la cour était remplie de voitures Belges et Françaises et où siégeait un poste allemand.

Là, on nous indiqua l'itinéraire à suivre pour arriver en Belgique. Nouveau désenchantement. On devait rentrer par Mons ce qui allongerait notre parcours d'environ cinquante kilomètres mais en même temps on nous délivrait un bon d'essence pour soixante litres à prendre dans un bateau qui devait arriver vers quatre heures.

Nous allâmes nous ranger le long du fleuve, mais devant nous s'alignait une file interminable de voitures et Dieu sait quand le bateau arriverait. Léon qui ne tenait plus, souffrant de la gorge, et marquant une forte fièvre aussi; abandonnant les soixante litres, je décidai qu'il fallait gagner sans tarder la ville de Meaux où je m'imaginai pouvoir trouver plus facilement à loger. Nous arrivâmes à Meaux vers les quatre heures ou quatre heure et demie.

Au bout du pont, un agent nous conseilla d'aller vers l'hôtel de la gare situé sur une magnifique place arborée et à proximité du grand parc que j'aurais admiré en d'autres circonstances. L'hôtel de la gare qui devait être bien tenu en d'autres temps, ne pouvait que nous loger.

Les propriétaires venaient eux-mêmes de rentrer et avaient été pillés. Léon se mit au lit ; il avait une angine blanche.

Je pus le faire soigner par un médecin militaire français, prisonnier, qui logeait dans le même hôtel que nous. Il resta au lit du samedi jusqu'au mercredi matin. A tour de rôle, on allait prendre ses repas dans un petit restaurant voisin. De nouveau la question d'essence était devenue inquiétante.

Le samedi soir, arriva sur la place monsieur Thiran de Houyet, qui lui aussi cherchait de l'essence. Ne trouvant pas à loger, nous laissâmes nos voitures côte à côte sur la place, nous partageant celles-ci comme chambres à coucher, Paul logeait avec nous. Le dimanche se passa en démarches inutiles à la préfecture, à la mairie et à la Kommandantur pour avoir de l'essence, mais il n'y en avait pas, et quantité de voitures étaient à l'arrêt. Cependant un Arlonnais sachant l'allemand, qui avait perdu sa famille et que Thiran avait hébergé, parvint à obtenir un papier invitant les allemands à lui donner de l'essence quand faire se pourrait. Je retournai avec lui à la Kommandantur et j'obtins le même papier. Dès le lundi, nous nous mîmes en route pour tâcher de trouver de l'essence, mais en vain.

A un moment donné, des soldats allemands qui vidaient un camion d'essence nous conseillèrent d'aller à un dépôt d'essence qui se trouvait au bout de la ville, près d'un camp de prisonniers. Le premier passant interpellé nous dit que le camp de prisonniers se trouvait de l'autre côté de la plaine. Heureusement, un agent nous dit qu'il y avait un autre camp de prisonniers sur la route de Soissons à quelques deux kilomètres, et ainsi nous arrivâmes au fameux dépôt d'essence, où un sous-officier au vu de nos papiers nous dit que nous pourrions venir chercher de l'essence dans une demi-heure, le temps d'aller chercher les autos.

Ce n'était qu'un farceur, car quand nous vîmes, une demi-heure après, on nous dit qu'il n'y avait plus d'essence à recevoir. Sur nos instances, le sous-officier de garde, pour se défaire de nous, nous conseilla d'aller voir le commandant du dépôt qui, disait-il, habitait au bout de l'usine. Arrivé là, personne ne put nous dire où habitait le commandant et nous revenions fort découragés, l'Arlonnais et moi-même, quand nous arrêtâmes un motocycliste allemand à qui l'Arlonnais conta son histoire.

Le motocycliste fit deux fois la navette entre l'usine et nous puis nous rappela et en fin de compte, le sous-officier de garde vint lui-même avec nous trouver le commandant qui habitait beaucoup plus loin qu'on ne nous l'avait dit.

Le sous-officier alla parlementer avec son chef, et je compris, ne sachant pas l'allemand, qu'il avait échoué. Nous demandâmes à aller nous-mêmes nous expliquer et le commandant nous reçut pendant quelques instants mais je n'ai pas compris sauf un seul mot : "Nicht meer".

J'ai compris qu'il voulait dire : "Il n'y en a plus." et je m'en allai de très mauvaise humeur en songeant à ce que nous allions devenir quand l'Arlonnais qui avait vainement essayé d'obtenir les soixante litres d'essence promis par le jeune sous-officier, put en obtenir quarante qui nous furent livrés immédiatement. Thiran en prit vingt litres et moi vingt litres. Le lundi ou le mardi matin, c'était le mardi vingt-neuf, je pense, j'étais sur la place de la gare quand je vis arriver une voiture Belge. C'était Monsieur Brafford qui venait de partir de Bruxelles, à la recherche de ses jeunes filles qui devaient se trouver avec le Sénateur Mullie.

Il avait été jusque Melun, mais, ayant appris que le Sénateur venait de repasser, il était très ennuyé. Je lui dis que j'avais souvent rencontré Monsieur Mullie à Limoges, mais il n'attendait que l'essence pour partir et ne m'avait jamais parlé des personnes qui l'accompagnaient. Monsieur Brafford, en même temps qu'il me mettait au courant de ce qui se passait en Belgique, me dit que, tout compte fait, il allait retourner à Bruxelles. Je me risquai à lui dire, puisque son voyage était écourté que s'il avait un supplément d'essence que je serais très heureux d'en avoir dix litres.

Il me dit qu'après avoir dîné dans le restaurant que je lui indiquai, il viendrait me revoir. Il en fut ainsi, et pendant que je conversais avec lui, je vis son chauffeur remettre dix litres à mon fils Paul. Monsieur Brafford ne voulut pas être payé, demandant que je tienne les dix litres à sa disposition s'il venait dans le pays de Dinant.

J'étais logé dans une chambre dont toutes les vitres étaient brisées. Une partie de l'hôtel était réservée pour les officiers allemands et tous les soirs, le café, jusqu'à onze heures, était fréquenté par les soldats allemands.

Nous supportions très mal le contre-temps résultant de la maladie de Léon. Les jours me paraissaient interminables et nous avions encore à attendre alors que nous avions l'essence nécessaire. Le médecin français, tout en trouvant l'état de Léon amélioré, n'était pas très disposé à le laisser partir, mais nous avions une telle hâte de partir que nous fixâmes le jour du départ au lendemain matin.

Mercredi 31 juillet 1940

J'avoue que ce n'est pas sans inquiétude que nous quittâmes Meaux à neuf heures et demie du matin. Monsieur Thiran était parti le mardi matin. Nous prîmes la direction de Soissons, brûlâmes (N.D.L.R. "SIC !") cette ville et arrivâmes à Verdun (1) où un poste nous indiqua la route de Mons. Ceci ne nous arrangeait pas et nous demandâmes au garde français de nous indiquer la route vers Hirson et sans plus de difficulté, il nous laissa prendre la route d'Hirson où nous arrivâmes vers midi et demie.

Hirson était fort détruit, et nous nous arrê tâmes sur la place où l'on se restaura, les uns dans les voitures, les autres à l'hôtel, où l'on nous demanda fort cher pour un très maigre repas.

Il y avait à deux Belges des environs de Fosses qui venaient déjà pour affaires et nous firent un tableau très riant de ce qui se passait en Belgique. Nous étant enquis du meilleur itinéraire à suivre pour gagner Chimay et Couvin, nous nous mîmes en route par des raccourcis, et, à un moment donné, un chemin fort mauvais pour aboutir enfin (quel soupir de soulagement) à une douane Belge.

La douane française n'était pas encore occupée. Le douanier Belge ne nous demanda rien, et se borna à témoigner de son étonnement en voyant une plaque parlementaire car je l'avais conservée depuis le départ. Il me dit que c'était la première voiture parlementaire qui passait par là.

Nous étions rentrés en Belgique, après avoir traversé Chimay qui paraissait avoir aussi beaucoup souffert, nous arrivâmes à Couvin vers deux heures, deux heures et demie.

Nous allâmes vers la Maison Degraux (2) qui avait été pillée complètement. Il n'y restait rien, que rayons comptoirs et gros mobilier et tout dans un désordre inextricable. Nous sûmes que l'immeuble avait été occupé par de nombreuses troupes allemandes, mais que le pillage devait être avant tout l'œuvre des civils.

Nous reprîmes le chemin de Dinant. A Philippeville, j'appris par un fils Le Boul. que ma maison était détruite (3), mais que le reste (4) n'avait pas souffert. Paul et Léon s'en doutaient déjà mais me l'avaient caché.

N'ayant de nouvelle de Georges et de Camille, ce qui m'intéressait moins car je la pensais rentrée en Belgique avant moi, l'incendie de ma maison ne m'émut pas outre mesure. Nous arrivâmes à Dinant vers les quatre heures, et passâmes sur le pont de bois aménagé un peu en aval de la taverne des Alliés. En plein milieu du pont, le voiture de Léon, pilotée par sa femme, s'arrêta faute d'essence. C'était donc tout juste.

J'étais arrêté en face de chez Delaey avec la grosse voiture pendant que Léon allait voir au pont ce qui se passait.

Ruttiens vint me donner la main et me demanda si j'avais des nouvelles de Gorges. Sur ma réponse négative, il me dit que Georges était prisonnier en Allemagne. J'ai omis de dire que le dimanche avant mon départ pour Oradour, apprenant que le soixante-troisième était caserné dans un endroit dont j'ai oublié le nom, j'avais télégraphié, réponse payées, pour avoir des nouvelles de Georges. Au moment du départ, le dix-neuf, je reçus la réponse d'un officier Belge me disant que Georges n'avait pas rejoint son régiment, ce qui m'avait causé une profonde anxiété.

C'est dire combien je fus heureux d'avoir de ses nouvelles. Paul nous avait quittés pour se précipiter vers sa maison. Elle avait été atteinte directement d'un obus et se trouvait dans un triste état, ce qui n'empêche que Paul et sa famille rentrèrent le jour même chez eux après avoir obtenu chez Monsieur Cléda ce qui leur était nécessaire pour passer la nuit. Léon rentra chez lui, où il n'y avait que peu ou point de dégâts. Quant à moi, après avoir été à la Maison Degraux, je fus recueilli chez Monsieur Lemineur où je logeai plusieurs nuits.

Je craignais que la Maison Degraux eût été pillée, et de fait le pillage avait commencé dans d'assez grandes proportions, mais le brave Joseph Lemineur, rentré le vingt-sept mai de France, y avait mis fin en se présentant comme le délégué des propriétaires, puis, avec Jules Cléda, ils avaient ré-ouvert le magasin à l'avance pour éviter toute autre intervention. Tout d'abord, on entra par une fenêtre de la rue Wiertz; Messieurs Cléda et Lemineur, aidés par les demoiselles Cléda, remirent le magasin plus ou moins en ordre.

Notes

(1) Il s'agit certainement de Vevrin (voir la relation géographique plus bas).

(2) Plus ou moins succursale de du magasin de confection du même nom à Dinant

(3) Rommel, ayant besoin d'un rideau de fumée pour couvrir la traversée de la Meuse en canot pneumatique, a fait brûler plusieurs maisons situées en bord de Meuse à Dinant, dont, probablement, celle du narrateur. Néanmoins les informations provenant de la tradition familiale indique que l'incendie de la maison Legrand aurait plutôt été le fait de soldats français.

Après la guerre, la maison ne fut pas reconstruite telle qu'elle était à l'origine, mais à la place, fut érigée un petit immeuble appartement.

(4) le reste: des propriétés de famille dont le magasin Degraux et d'autres immeubles situés rue du collège.

Relations Géographiques et historiques :

Soisson : Combats le 7 juin 1940



Soisson. (photo non propriétaire)

Vevrin :

Le narrateur parle de son retour par Verdun. Passer de Soisson à Hirson via Verdun est un grand détour. On pourrait imaginer que le narrateur ait voulu passer par Verdun afin de voir les souvenirs des champs de bataille de la grande guerre, mais si cela avait été le cas il en aurait parlé dans son récit. Et puis, je pense que toute la famille était bien trop pressé de rentrer à la maison après toutes ses péripéties que pour encore rallonger le retour par Verdun sans compter le problème du ravitaillement en carburant. Aussi, je pense que la ville traversée fut Vevrin qui se trouve sur le chemin. De plus, à Vevrin passe la N2 qui va vers Maubeuge puis Mons (route indiquée à nos voyageurs) mais aussi une route quitte Vevrin pour rejoindre Hirson (route effectivement suivie par le convois).

Hirson :

En forêt de Saint-Michel-en-Thiérache, près d'Hirson, subsiste une ligne de blockhaus construits à partir de 1936 et ne faisant pas partie de la ligne Maginot. Elle constitue, le long de la frontière belge, le lien entre les fortifications de Maubeuge et celles des Ardennes. Au début, ne furent construits que des blocs-abris. En 1940, encore inachevée, elle soutenait deux lignes de position de combat : celle de l'avant, la Ligne Principale de Résistance (LPR), celle de l'arrière, la Ligne d'Arrêt (LA), où devaient se situer les réserves chargées de contre-attaquer. Un fossé anti-char et un réseau de barbelés, anti-personnel, venaient compléter cette double ligne. La LPR et la LA étaient jalonnées d'imposants blockhaus équipés de canons et de mitrailleuses. Le 18 mai 1940, les Allemands, se glissant entre ces deux lignes, parviennent à s'emparer de ces positions.

Couvin :



Dauphin_58

www.delcampe.net

La maison Degraux à Couvin -la maison avec les deux vitrines en avant plan (photo non propriétaire).



Voyage du retour

De Montargis à Melun, nous n'avons pas encore eu l'occasion d'obliquer ; nous nous contentions de suivre les itinéraires allongés qui nous étaient imposés. A Melun, nous fûmes en contact avec un poste français qui nous conduisit, comme je l'ai dit, vers le garage où siégeaient des Allemands. Les Allemands eux-mêmes furent aimables sans plus ; il est vrai qu'étant donné l'état de fièvre de Léon, je ne désirais qu'une chose, me sauver.

Même impression pénible à Meaux ; il est vrai que cette ville avait beaucoup souffert, quantité d'immeubles étaient encore abandonnés, et beaucoup d'habitants venaient à peine de rentrer. On se trouvait donc là dans de mauvaises conditions pour pouvoir émettre un jugement.

Une chose qui nous a frappé au retour, c'est qu'à part Gien, et à Meaux, nous n'avons vu nulle part depuis Bourges traces sérieuses de bataille et, n'était la file de véhicules que l'on rencontrait sur les accotements de la grand route, personne n'eut pu se douter que la guerre venait de passer par là.

Les campagnes offraient leur aspect habituel et nulle part, on apercevait de cratères de bombes. Nous eûmes l'impression qu'à partir d'un certain moment la guerre ne fut plus qu'une promenade militaire.

Il paraît que Soissons et les autres localités du Nord avaient beaucoup souffert, mais nous n'en vîmes rien par la rue que l'on nous fit suivre pour trouver Soissons.

Août 1940

Quand nous arrivâmes, la fête battait son plein ; dès le premier août, Madame Augusta et sa fille Jeanne, vinrent se mettre à notre disposition, mais je me trouvais sans logis. C'est alors que je décidai de m'installer dans les annexes de la Maison Degraux, qui restaient en bon état et qui étaient inoccupées. Je n'y revins cependant loger que deux ou trois jours après. J'y fus rejoint quelques semaines plus tard par Mademoiselle Eyckman, puis successivement par Monsieur Ernest, que Léon ramena de Bruxelles, puis par Mademoiselle Naômé qui revint beaucoup plus tard, et enfin par Mademoiselle Marie et Mademoiselle Madeleine qui ne revinrent que vers le six ou sept octobre.

L'hôtel Saint Jean avait aussi beaucoup souffert et à tous les immeubles, il manquait glaces ou vitres ou carreaux. La maison Degraux avait été frappée d'un obus qui avait frappé l'entrée du rond ovale, avait fait une grande brèche et causé pas mal de dégâts dans le grenier mais sans affecter la toiture. Je fis parer au plus pressé pour la maison de Paul d'abord, puis pour celle du poilu et puis après je fis remplacer les glaces de la maison Degraux.

La maison de Paul est actuellement (1) remise en état ainsi que celle de Léon, de Jules Cléda et de Joseph Lemineur. A la maison du coin, il ne manque que les glaces de la rue Grande et chez Degraux, les vitraux de l'escalier du compartiment Dame sont toujours à remplacer, ne les ayant fait appliquer qu'avec des vitres ordinaires, pour préserver le magasin du vent, de la pluie et du froid.

Notes :

(1) en 1941

En Belgique

J'étais heureux de rentrer en Belgique. Je n'étais pas brillant comme santé, mais j'avais enfin des nouvelles de mon fils, il était prisonnier, mais c'était déjà pour moi une consolation d'autant plus qu'on nous faisait croire au retour prochain et massif des prisonniers, mais j'avais un autre sujet de préoccupation.

J'avais cru trouver les Bribosia en Belgique, et, à ma rentrée, on était sans nouvelles d'eux. Tout ce que je pus apprendre par la cousine Sylvie qui se trouvait avec nous à Saint-Brévin, c'est qu'à la suite d'un bombardement, ils avaient quitté Saint-Brévin sans leur voiture et sans dire où ils allaient.

J'avais beau m'informer, les jours se passaient sans la moindre nouvelle, quand j'appris que Monsieur le Baron Del Marmol les avait vus dans une ville dont j'ai oublié le nom. Camille m'avait télégraphié à Mignaloux d'aller les prendre dans cette ville, mais nous ne reçûmes jamais le télégramme.

A tout risque, j'expédiai à Saint Nazaire, lettre sur lettre avec prière de faire suivre au vicaire de la petite ville où Monsieur Del Marmol avait vu les Bribosia, mais sans succès. Je me mis en tête qu'ils avaient pu vouloir pour me joindre gagner

Poitiers, où avait eu lieu le fameux bombardement de cette ville et j'écrivis à l'ambassade à Paris, pour savoir s'il y avait eu des victimes Belges dans le bombardement. En même temps, je m'adressai à la Légia et Marcelle à la Croix rouge.

Bref, pendant un gros mois, je fus sans nouvelles, quand un jour Madame Peterman revenant de France vint me dire que toute la famille était en bonne santé de le petit village de Moutiers.

Je demandai le jour même aux allemands la délivrance d'un passe-port pour aller à leur recherche, mais sans succès.

En même temps, j'écrivis à Camille pour la presser de rentrer. Je sus alors que Jacques faisait en ce sens démarches sur démarches et enfin dans les premiers jours de septembre, je recevais de Camille un mot m'annonçant son prochain retour avec l'auto, que Jacques était allé rechercher à Paimboeuf et qu'il avait fait réparer.

Je ne pourrais narrer les trances par lesquelles je passai pendant ces quelques jours et combien je fus heureux d'avoir de leurs nouvelles.

De ce côté, tout allait bien.

Les Bribosia rentrèrent à bon port vers le quinze septembre et, attendant Georges d'une semaine à l'autre, je parvins à prendre mon mal en patience.

Malheureusement, aujourd'hui, premier avril 1941, j'attends toujours mon fils, et Dieu sait quand il rentrera (1945 !)

Heureusement, tout ce qui me revient de là-bas, c'est qu'il est en bonne santé, et je traite en correspondance suivie avec lui, plus fréquente de mon côté puisque lui-même ne peut m'écrire que tous les huit jours.

Je savais, pour l'avoir ouï dire, qu'en Belgique, je trouverais une bonne partie de la population fort emballée pour l'Allemagne.

Même à Dinant, j'ai trouvé nettement ce sentiment dans la population ou plutôt dans une certaine partie de la population et c'est là une situation que les Allemands auraient peut-être pu exploiter à leur profit s'ils avaient mieux compris l'âme Belge.

Il n'en n'a rien été et la situation est redevenue à peu près ce qu'elle était en 1914-1918.

Fin du récit.

Impressions du voyage

Voici tel qu'écrit d'un seul bloc par Léon Legrand sa conclusion et ses impressions de voyage. J'avais (comme expliqué au début) découpé ce qui suit en différents chapitres que j'ai inséré dans le texte aux endroits où il me semblait plus opportun de les trouver.

Quelles impressions ai-je rapportées de mon voyage en France ? Les voici :

Nous avions cru à partir de septembre 1939 au relèvement miraculeux de la France. Hélas, nous devions être amèrement déçus.

Je n'ai fait que traverser le Nord à toute vitesse et je dois dire qu'à Hinges comme à Eu, nous fûmes cordialement reçus. Laissant de côté le mauvais accueil de Lucy et le mauvais Maire de Belle-en-Condé, il en fut de même pour la population de Belle-en Condé. Passé la Seine, même accueil aimable et jusque Lisieux ; je trouvai les populations fort empressées et fort polies. Le passage à Lisieux fut moins agréable ; il y avait là encombrement excessif, et j'avais hâte de quitter cette ville.

Nous étions en Normandie, et le soir même à Saint-Julien le Faucon où nous n'eûmes pas non plus à nous plaindre. La population nous paraissait patriotique et l'anxiété était générale. Notre plus mauvais souvenir fut le séjour d'une nuit et d'un jour à Avranches, population moins accueillante et logement détestable. A Dussuy où nous nous sommes rendus le lendemain, nous trouvâmes une population encore assez accorte. Le maire était très aimable surtout à l'arrivée mais il était évident que l'on désirait nous y conserver le moins possible.

Moi-même, j'étais dans un état lamentable, j'étais inquiet de ma santé et de ma responsabilité. La semaine suivante, nous

arrivions à la Guimorais, en pleine Bretagne. La population était très patriote mais sans expérience. Par contre le plus aimable et le plus délicat des maires. Bref, séjour agréable, et qui l'eût été plus encore, si la population eût, quoique très bonne dans le fond été plus communicative. La vie y était très bon marché, et je n'emportai pas encore de la France cette impression qui est survenue depuis.

De Bretagne, nous fîmes un bond de trois cent vingt kilomètres jusque Millebeaux, et je dois dire qu'à partir d'Angers, nous traversâmes des campagnes désolées, véritables images d'une France décadente. Ce n'étaient que masures abandonnées, ce que nous avions déjà vu mais moins souvent dans les autres régions. Ce n'étaient que terrains en friche et absence d'habitations, encore les localités traversées étaient dans un état désolant. Tout y révélait le délabrement, la négligence, le manque d'entretien, pas un mur de clôture n'était en bon état, tout tombait en ruines.

Le région de Loudun surtout m'a laissé une impression indéfinissable. De Millebeaux à Poitiers, cela allait mieux. Je sentais l'approche de la grande ville de Millebeaux. La population était relativement bonne bien qu'au bout de quelques jours, nous sentions fort bien, chez le maire d'abord très accueillant, surtout chez le secrétaire de mairie, le plus vif désir de se débarrasser de nous.

Monsieur Mabilles était logé chez une brave dame qui l'hébergeait en s'imposant des sacrifices, mais cela ne pouvait durer que quelques jours. Quant à Paul, il était chez de très braves gens. Léon également, sauf qu'ils étaient beaucoup plus rudes et moins communicatifs, la femme surtout. Nous prenions nos repas chez cette bonne dame Aguilon dont j'ai déjà parlé et qui était admirable de patience et de bonté.

De Millebeaux, nous allâmes à Mignaloux, pays triste et désolé, laissant aussi cette impression de laisser-aller et de négligence. Vraiment était-ce la France dont nous avons tant parlé et que nous représentions sous d'autres couleurs ?

Moisson nous laissa meilleure impression. Notre dernière station fut Oradour où je pus mieux observer. Au bout de vingt-huit jours, je m'y sentais aussi étranger que le premier jour et je ne vis jamais population plus nonchalante. Il fallait aller-là pour savoir que les cultivateurs achetaient leur beurre chez l'épicier, que le paysan n'avait même pas le courage d'élaguer ses haies qui séparaient leurs terres et qui, chaque année, s'élargissaient au détriment de la terre cultivable. Le rendement de la terre en blé était réputé excellent quand la récolte allait de six à dix sacs !

Nulle part, on avait l'impression de se trouver devant des cultures soigneusement préparées et travaillées, et dès le matin, on voyait des paysans attablés devant les portes de café prenant un fromage avec leurs tartines et se livrant à des plaisanteries comme sur le tram Oradour-Limoges, qui s'en allait au petit bonheur et surtout au gré des caprices du personnel.

Le matériel était dans un état que l'on ne peut imaginer et ce qui me frappa le plus, c'est que le public ne songeait pas à s'alarmer de cette lenteur qui nous donnait littéralement sur les nerfs.

Beaucoup de soldats attendaient leur démobilisation. Bien qu'ayant parmi eux beaucoup de soldats du nord, je n'eus jamais l'impression que ces gens souffraient de la défaite comme ils auraient dû le faire. Pauvre pays arriéré comme culture, vivant uniquement du radical-socialisme, du socialisme tout court et du communisme, qui avait vécu jusque là dans la torpeur, qui convenait bien à leur tempérament puisqu'il vivait de rien et qui ne paraissait pas réaliser ce qui leur arriverait.

Je me répète, si Hitler l'avait voulu, cette France telle que je l'ai vue aurait marché comme un seul homme avec les régiments allemands et surtout ce qui m'a frappé, c'est l'apathie la plus complète qui régnait dans les pouvoirs publics. On y sentait que la politique avait été maîtresse jusqu'aux derniers jours dans ce qu'elle a de plus affreux et l'autorité était complètement désarmée.

Les Belges après la capitulation, eurent à y souffrir plus d'affronts. Cela ne dura que quelques jours, et en Bretagne surtout où je me trouvais en ce moment, j'ai eu loin d'avoir à me plaindre. Je n'eus pas le même sentiment à Oradour où je représentais la colonie Belge et où je ne sentis nulle véritable sympathie, cela étant montré par un fait qui révèle où pouvaient encore en être certaines mentalités. Le brave Curé Alsacien logeait chez le doyen d'Oradour et devait conduire de jeunes Alsaciennes à Saint Laurent qui allaient suivre une retraite à Périgueux.

Elles devaient prendre à Saint-Laurent un autobus qui les conduirait à destination. Elles ne purent y prendre place et furent éconduites par le chauffeur qui ne cachait pas sa haine du prêtre en disant que c'était à cause des curés que l'on perdait la guerre.

On supportait mal les Belges à Oradour, moins mal cependant que les pauvres Alsaciens très nombreux dans la commune, aussi nombreux que les habitants et que l'on traitait carrément de "Boches", parce qu'ils continuaient à s'exprimer dans leur patois alsacien.

Les vieux n'auraient pas pu faire autrement, ignorant le français, et il était naturel qu'entre eux les Alsaciens se servissent de leur idiome national.

Cela disait la compréhension qui existait entre Français et Alsaciens, et créait entre Alsaciens et indigènes, une animosité,

une antipathie que nombre d'alsaciens rendaient bien à leurs hôtes.

Le doyen d'Oradour était lui-même un homme vraiment charmant ; nous ayant supporté alors que manifestement nous bouleversions sa vie mais sans que jamais il y eut entre nous cette pleine communication de sympathie que l'on aurait pu supposer.

Seul, je ne songeai pas, bien loin de là, à la comparer à la majorité de ses paroissiens car, toujours à son poste, malgré tout, ce pauvre clergé de France fait tout ce qu'il peut et s'accommode du peu qu'il peut récolter.

Le Doyen d'Oradour même, vivait dans un état qui n'avait rien de commun avec l'aisance et le fond était excellent.

Je me suis toujours demandé s'il ne devait pas se commander pour être aimable avec nous. Il est vrai qu'il était tirillé chaque jour par sa bonne Alsacienne, d'occasion, qui nous avait prêté sa chambre, croyant que c'était pour une nuit et se montrait peu aimable à notre égard.

Quoi qu'il en soit, quelle différence avec le curé Alsacien, très froid, très méthodique, toujours aussi très méditatif qui s'occupait beaucoup de ses ouailles et dans les conversations très sérieuses était aussi très intéressant.

Je pus par lui pénétrer quelque peu dans cette âme Alsacienne, que nous connaissions si peu. Il nous fit parfaitement comprendre que le patriotisme tel qu'on le comprend en France n'était pas le fait des Alsaciens, qui étaient avant tout Alsaciens et qui, ayant à choisir, se tournaient tout naturellement vers la France mais à une condition, c'est que l'on respectât leurs usages, leur mentalité, et leur langue.

Je compris à cette conversation que l'autonomisme avait pu facilement recruter la majorité dans cette région. Cela dura jusqu'au jour où l'on pu prouver que cet autonomisme était d'importation allemande et l'attitude du Reich en matière religieuse, comptait beaucoup de ses adeptes.

Qu'allait devenir cette pauvre Alsace ? Quand je quittai Oradour, son sort n'était pas encore fixé et le problème était angoissant, mais avec son esprit, mon brave curé songeait au sort qu'on allait réserver à son pauvre pays.

Il en souffrait bien plus comme Alsacien que comme Français tout en ayant des sympathies nettement Françaises, mais je pus mesurer combien la France avait été maladroite et combien elle-même était responsable de cette mentalité qui restait défiante à son égard. Je pense que cette défiance, la France l'avait bien méritée.

Dans ces manquements complets de compréhension que je trouvai à Oradour, on devait excepter les deux prêtres. Là vraiment, les militaires m'avaient montré combien l'armée Française était mal préparée à la guerre.

La retraite militaire devait achever de me désillusionner et tout cela cadrait fort bien avec l'esprit fort superficiel de la population au milieu de laquelle je me trouvais. Que l'on y ajoute les mauvais procédés dont nous fûmes l'objet de la part des autorités et cela permettra de juger combien je fus heureux de quitter pareil milieu.

Pour juger du régime, il suffirait d'ailleurs de demander comment un être aussi peu recommandable que le Sieur Roche fut non seulement maire de cette commune, mais député de l'arrondissement.

Quant aux sentiments religieux, ils se réduisaient à quelques marques extérieures car il n'y avait personne aux offices habituels, et le doyen m'affirma qu'il était bien rarement appelé au chevet des mourants, mais qu'il n'y avait presque pas d'enterrements civils. On venait l'avertir du décès et demander le jour des funérailles.

Le baptême se faisait quelquefois six mois après la naissance et quand le Doyen faisait observer que c'était bien tard, on lui répondait qu'on n'avait pas le temps.

Bref, population sans culture et sans idéal, s'amusant de mille riens, car je vis rarement peuple plus bavard. C'étaient parlottes et parlottes.

Ces gens aimaient mieux converser que travailler et toutes ces parlottes se faisaient dans un patois qui tenait singulièrement du latin et de l'espagnol.

Pas méchant, mais superficiel, pas cultivé, mais pas travailleur.

Ceci me rappelle que dans le domaine de la Richardière régnait le même désordre, absence d'entretien à l'immeuble, pas de peinture, pas de portes ou en décomposition, prairies jamais roulées ; on y négligeait même de couper les foins dans les massifs ou à proximité des massifs, là où ne pouvait pas passer la machine. Du bois sec traînait partout. Il y avait en face de la villa un magnifique noyer mort depuis des années et l'on avait jamais songé à l'abattre. Il n'y avait de beau que la charmille, encore mal entretenue.

Certainement, on aurait pu avec le bois mort de la propriété se chauffer pendant des mois, peut-être des années. La fenêtre du W.C. ne tenait plus que par miracle. Tout était alarmant, et c'était un des plus beaux domaines du pays. De fait, on aurait pu en faire une magnifique propriété.

A Oradour même, à part quelques immeubles modernes, dans le haut du village, il y avait partout un délabrement complet ; même chez le Doyen, il ne devait plus y avoir de peinture depuis longtemps et l'on trouva mauvais, que nous dûmes nous servir d'eau pour nettoyer le plancher de la salle à manger.

Les toiles d'araignée y foisonnaient. Il paraît que ce sont de bons attrape-mouches ! Les volets du rez-de-chaussée et de l'étage n'avaient plus eu de peinture depuis des années et la poutre du hangar était tellement vermoulue qu'il fallait craindre de heurter cette poutre avec une auto, de peur d'amener l'écroulement du tout.

En voyant cette belle propriété, et en voulant témoigner ma reconnaissance au doyen, j'avais proposé à Paul et à Léon d'aller acheter de la peinture, et de remettre les volets en état.

Réflexion faite, et comme nous nous propositions de partir, d'un jour à l'autre, je me dis qu'il valait mieux de n'en rien faire, car s'il n'y avait qu'une partie des volets faite à notre départ, on ne ferait jamais le reste.

C'est dans cet état d'esprit que je quittai Oradour. Mon séjour à Le Dorat, si j'en excepte le petit restaurant dont j'ai parlé, ne nous laissa pas meilleure impression. Il en fut de même à Issoudun. Même le couvent où nous fûmes hébergés sentait le manque d'entretien. Il est vrai que les pauvres Pères n'étaient pas nombreux, et ne paraissaient pas riches, mais j'eus le sentiment, que même en pleine prospérité, la situation ne devait pas être changée.

A Montargis, je n'eus guère l'occasion de prendre d'autre contact qu'un contact fort désagréable avec l'hôtelier brutal et grossier, chez qui nous avons échoué. Non seulement, on était mal reçu, mais il ne voulut pas accepter le garage des voitures dans sa cour à moins que nous ne logions pas dans les voitures...

Or, comme nous n'avions pas de logement pour tout le monde, il fallait bien laisser les voitures sur la rue, ce qui n'était rien moins que désagréable dans une ville où nous ne connaissions personne, remplie de troupes et sans compter le désarroi moral dans lequel nous nous trouvions à cause de la petite de Léon.

De Montargis à Melun, nous n'avons pas encore eu l'occasion d'obliquer ; nous nous contentions de suivre les itinéraires allongés qui nous étaient imposés. A Melun, nous fûmes en contact avec un poste français qui nous conduisit, comme je l'ai dit, vers le garage où siégeaient des Allemands. Les Allemands eux-mêmes furent aimables sans plus ; il est vrai qu'étant donné l'état de fièvre de Léon, je ne désirais qu'une chose, me sauver.

Même impression pénible à Meaux ; il est vrai que cette ville avait beaucoup souffert, quantité d'immeubles étaient encore abandonnés, et beaucoup d'habitants venaient à peine de rentrer. On se trouvait donc là dans de mauvaises conditions pour pouvoir émettre un jugement.

Une chose qui nous a frappé au retour, c'est qu'à part Gien, et à Meaux, nous n'avons vu nulle part depuis Bourges traces sérieuses de bataille et, n'était la file de véhicules que l'on rencontrait sur les accotements de la grand route, personne n'eut pu se douter que la guerre venait de passer par là.

Les campagnes offraient leur aspect habituel et nulle part, on apercevait de cratères de bombes. Nous eûmes l'impression qu'à partir d'un certain moment la guerre ne fut plus qu'une promenade militaire.

Il paraît que Soissons et les autres localités du Nord avaient beaucoup souffert, mais nous n'en vîmes rien par la rue que l'on nous fit suivre pour trouver Soissons.

J'étais heureux de rentrer en Belgique. Je n'étais pas brillant comme santé, mais j'avais enfin des nouvelles de mon fils, il était prisonnier, mais c'était déjà pour moi une consolation d'autant plus qu'on nous faisait croire au retour prochain et massif des prisonniers, mais j'avais un autre sujet de préoccupation.

J'avais cru trouver les Bribosia en Belgique, et, à ma rentrée, on était sans nouvelles d'eux. Tout ce que je pus apprendre par la cousine Sylvie (1) qui se trouvait avec nous à Saint-Brévin, c'est qu'à la suite d'un bombardement, ils avaient quitté Saint-Brévin sans leur voiture et sans dire où ils allaient.

J'avais beau m'informer, les jours se passaient sans la moindre nouvelle, quand j'appris que Monsieur le Baron Del Marmol les avait vus dans une ville dont j'ai oublié le nom. Camille m'avait télégraphié à Mignaloux d'aller les prendre dans cette ville, mais nous ne reçûmes jamais le télégramme.

A tout risque, j'expédiai à Saint Nazaire, lettre sur lettre avec prière de faire suivre au vicaire de la petite ville où Monsieur Del Marmol avait vu les Bribosia, mais sans succès. Je me mis en tête qu'ils avaient pu vouloir pour me joindre gagner Poitiers, où avait eu lieu le fameux bombardement de cette ville et j'écrivis à l'ambassade à Paris, pour savoir s'il y avait eu

des victimes Belges dans le bombardement. En même temps, je m'adressai à la Légia et Marcelle à la Croix rouge.

Bref, pendant un gros mois, je fus sans nouvelles, quand un jour Madame Peterman revenant de France vint me dire que toute la famille était en bonne santé de le petit village de Moutiers.

Je demandai le jour même aux allemands la délivrance d'un passe-port pour aller à leur recherche, mais sans succès.

En même temps, j'écrivis à Camille pour la presser de rentrer. Je sus alors que Jacques faisait en ce sens démarches sur démarches et enfin dans les premiers jours de septembre, je recevais de Camille un mot m'annonçant son prochain retour avec l'auto, que Jacques était allé rechercher à Paimboeuf et qu'il avait fait réparer.

Je ne pourrais narrer les trances par lesquelles je passai pendant ces quelques jours et combien je fus heureux d'avoir de leurs nouvelles.

De ce côté, tout allait bien.

Les Bribosia rentrèrent à bon port vers le quinze septembre et, attendant Georges d'une semaine à l'autre, je parvins à prendre mon mal en patience.

Malheureusement, aujourd'hui, premier avril 1941, j'attends toujours mon fils, et Dieu sait quand il rentrera (1945!)

Heureusement, tout ce qui me revient de là-bas, c'est qu'il est en bonne santé, et je traite en correspondance suivie avec lui, plus fréquente de mon côté puisque lui-même ne peut m'écrire que tous les huit jours.

Je savais, pour l'avoir ouï dire, qu'en Belgique, je trouverais une bonne partie de la population fort emballée pour l'Allemagne.

Même à Dinant, j'ai trouvé nettement ce sentiment dans la population ou plutôt dans une certaine partie de la population et c'est là une situation que les Allemands auraient peut-être pu exploiter à leur profit s'ils avaient mieux compris l'âme Belge.

Il n'en n'a rien été et la situation est redevenue à peu près ce qu'elle était en 1914-1918.

Notes :

(1) Sylvie Degraux

Fin du récit.



*Une photo de Georges Legrand dans un camps de prisonniers durant la guerre.
Le 2° à partir de la droite (le 1° au second plan).*



Les protagonistes en 1942.

Rangée du fond: Émile Claeys - Camille Bribosia (ex-Légrand, donc) - ? - George Claeys - Léon Légrand - Micheline Claeys - ? - Jeanne Légrand - Alberte Claeys - Marie Louise Beeckman de Crayloo, épouse de Paul Légrand (Tante Loulou) - Marcelle Claeys (ex-Légrand) - Henry Claeys - Marcel Storer, l'époux de Jeanne Légrand

Rangée de devant: un Bribosia - Brigitte Légrand - Jean-Marie Claeys

A genoux: Léon Légrand junior.

V - Quelques noms de personnalités belges rencontrées durant l'exode par Léon Légrand.

Paul-Émile Janson (né le 30 mai 1872, Bruxelles – Buchenwald, 3 mars 1944) est une personnalité politique libérale belge. Il est le fils de Paul Janson. Il était avocat et devint, en 1910, député à la Chambre. De 1935 à 1936, il fut sénateur.

Il occupa plusieurs fonctions ministérielles : Défense nationale, Justice, Affaires étrangères.

Il a été Premier ministre de Belgique du 24 novembre 1937 au 15 mai 1938. Ce gouvernement fut difficile à former, dans une période politiquement instable et un environnement international tendu. Ce gouvernement créa des conseils culturels néerlandais et français et introduisit un projet de loi sur l'usage des langues dans l'armée.

Il fut également professeur à l'ULB, dont le plus grand amphithéâtre portera plus tard le nom.

Il mourut au cours de la Seconde guerre mondiale, dans le camp de concentration de Buchenwald, en 1944.

Camille Gutt (14 novembre 1884 à Bruxelles- 1971) fut le premier directeur général du Fonds monétaire international de 1946 à 1951. Il fut également ministre des finances de Belgique de 1940 à 1945.

Alors que le spectre de l'inflation hérité de l'entre deux-guerres plane en Belgique, l'opération Gutt permet, en octobre 1944, de procéder au remplacement du papier monnaie tout en bloquant les avoirs en banque et aux comptes chèques postaux. En contrôlant la masse monétaire puis en autorisant le déblocage progressif, le gouvernement juggle le danger d'une inflation galopante.

Cette opération va avoir lieu en plusieurs étapes:

-Tous les citoyens belges vont recevoir, en échange de leurs anciens billets, 2000 nouveaux francs belges. Le surplus va alors être transformé en avoirs bloqués, qui vont être remboursés peu à peu par la reprise de la production. On rembourse ainsi 34 milliards de francs belges.

-Les 64 milliards non encore remboursés sont convertis en emprunt financé par un impôt spécifique.

-La masse monétaire est considérablement réduite: on passe de 140 milliards de billets de banque à 25 milliards.

-De plus, le gouvernement belge s'abstient de toute demande d'avances à la Banque Centrale nationale. Cette politique monétaire de lutte contre l'inflation réussit ainsi grâce à la relance rapide de la production.

Camille Huysmans est un homme politique belge, de tendance socialiste, né à Bilzen le 26 mai 1871, et décédé à Anvers le 25 février 1968. Il était Président de l'Internationale socialiste; Bourgmestre d'Anvers; Député socialiste; A Londres en juin 1940; Préside l'OPB

C'était une figure importante du mouvement flamand. En 1911, il rédigea avec les députés démocrates chrétiens Frans Van Cauwelaert et Louis Franck une proposition de loi afin de créer une université néerlandophone à Gand.

Il a occupé les fonctions de bourgmestre de la ville d'Anvers et de président de la Chambre des représentants.

Durant la Seconde guerre mondiale, il rejoint le libéral Marcel-Henri Jaspar à Londres et tente avec lui de mettre sur pied un « Comité national belge », chargé de continuer la lutte contre l'Allemagne au côté des alliés.

Après la libération, il assumait les fonctions de chef du gouvernement belge de août 1946 à mars 1947.

Camille Huysmans fonda en 1926 l'école supérieure de la Cambre qui eut comme premier directeur Henry van de Velde (1863-1957)

Pierre, baron Nothomb (Tournai, le 28 mars 1887 – Habay-la-Neuve, le 29 décembre 1966) est un écrivain et un homme politique belge.

Il est l'auteur d'un nombre incalculable de poèmes, essais, romans biographies où se mêlent sa foi profonde et un amour presque immodéré et sensuel de la vie. *Marisabelle*, (1920). *L'Arc-en-ciel* (1909), *Porte du ciel, Clairière* (1941), *L'Été d'octobre* (1963), *Pater alterné* (1950), *Élégie du solstice* (1959). Cette abondance diffuse est compensée, comme dans *Terrasse* (1957), par sa toute simple sincérité. Sa force de conviction, son esprit vif, sa sensibilité exacerbée et son attachement viscéral à la terre font de lui un passionné déterminé.

Durant la Première guerre mondiale, il est attaché au gouvernement belge à Sainte-Adresse et rédige de la propagande : *Les Barbares en Belgique*, *La Belgique martyre*, *Le Roi Albert*. Il fonde aussi le mouvement *La grande Belgique* qui prône l'annexion d'une partie de l'Allemagne et du Limbourg hollandais (ce qui amènera l'état-major hollandais à préparer une attaque militaire contre la Belgique). Albert Ier a fustigé cette politique. Père de famille nombreuse, Nothomb, actif sur le plan littéraire et politique, achète le Pont d'Oye, à Habay-la-Neuve, un ancien domaine de maître de forges wallon. Il y recevra notamment Bernanos ...

Pierre Nothomb apparaît également comme la figure de proue des mouvements nationalistes nés au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Le Comte Henry Carton de Wiart (Bruxelles, 31 janvier 1869 - Uccle, 6 mai 1951) était un écrivain et un homme politique belge. Issu d'une famille noble hennuyère, il naît à Bruxelles en 1869. Après des études secondaires au Collège Saint-Michel, il étudie le droit à l'ULB.

Membre du parti catholique, il est élu député de Bruxelles en 1896 et reste membre du parlement jusqu'à sa mort en 1951. Ministre de la Justice du 17 juin 1911 au 31 mai 1918 dans le gouvernement de Charles de Broqueville, le nom d'Henry Carton de Wiart reste surtout attaché à l'importante loi sur la protection de l'enfance en 1912, qui crée les tribunaux pour enfants, prévoit des mesures pour les mineurs délinquants et institue la déchéance paternelle. Il reçoit les félicitations personnelles du roi Albert Ier qui apprécie cette nouvelle loi.

Après la Première Guerre mondiale, il succède à Léon Delacroix au poste de premier ministre, qu'il occupe de 1920 à 1921. Son gouvernement d'union nationale, au sein duquel il occupe également le poste de ministre de l'intérieur, regroupe des membres des partis catholique, socialiste et Libéral. Au cours son année de gouvernement ont lieu :

la deuxième révision de la Constitution belge - qui, pour la première fois, donne une garantie constitutionnelle au bilinguisme du pays -

et la création de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

En 1922, le roi Albert l'anoblit et lui donne le titre de comte.

Sa carrière politique ne s'arrête pas là, puisqu'il est Ministre des colonies de 1924 à 1926 dans les cabinets de Georges Theunis, Aloys Vande Vyvere et Prosper Poullet. Il sera également Ministre du travail, des affaires sociales et de l'hygiène entre 1932 et 1934, dans le gouvernement de Charles de Broqueville. Entre 1928 et 1935, il est également membre de la délégation belge auprès de la Société des Nations. De 1934 à 1947, il est président de l'Union interparlementaire.

Après l'occupation de la Belgique par la Wehrmacht en mai 1940, Carton de Wiart accompagne le gouvernement belge en exil à Londres.

Après la Seconde guerre mondiale, il occupe le poste de ministre sans portefeuille chargé des questions de coordination économique et de reconstruction dans le premier gouvernement de Gaston Eyskens entre le 11 août 1949 et le 8 juin 1950. Âgé de 81 ans, il occupe encore le poste de ministre de la justice dans le gouvernement de transition de Jean Duvieusart, entre le 8 juin et le 15 août 1950.

Auteur de plusieurs romans historiques et ouvrages autobiographiques, il fait partie en 1920 des premiers membres de l'Académie royale de langue et de littérature française de Belgique et le restera pendant 31 ans jusqu'à sa mort le 6 mai 1951. Durant la Question Royale, il est un fervent défenseur du roi Léopold III.

Il a notamment écrit le roman « Cité ardente », qui a donné un nouveau surnom très utilisé aujourd'hui à Liège.

Le comte Hubert Pierlot, homme politique belge, professeur de droit, président de l'Union catholique belge, est né à Cugnon le 23 décembre 1883 et décédé à Uccle le 13 décembre 1963.

Après des études secondaires à l'école abbatiale de Maredsous puis au collège Saint-Michel des jésuites à Bruxelles, Hubert Pierlot obtient son diplôme de docteur en droit et une licence en sciences politiques de l'Université de Louvain.

De février 1919 à décembre 1920, il occupait les fonctions de chef de cabinet du Premier ministre belge Léon Delacroix. Il devint député catholique (plus tard social-chrétien) de Neufchâteau en 1925. Il fut sénateur provincial du Luxembourg de 1926 à 1936 et sénateur d'Arlon de 1936 à 1946. Ministre de l'Intérieur (1934-1935) et de l'Agriculture (1934-1935 et 1936-1939), il devint Premier ministre et ministre de l'Agriculture (1939).

Premier ministre et ministre des Affaires étrangères (1939) à la tête d'une coalition catholique-socialiste, puis catholique-libérale, Hubert Pierlot dirige un gouvernement tripartite d'union nationale à partir du début de la Seconde Guerre mondiale (3 septembre 1939) jusqu'au début de l'occupation allemande (1940) dans des circonstances très difficiles. Il rencontra avec Paul-Henri Spaak le président du conseil français Paul Reynaud, le maréchal Pétain et le général Weygand le 27 mai 1940. L'entrevue fut orageuse à quelques heures de la capitulation belge mais Hubert Pierlot afficha une attitude digne. Il rejoint avec Paul-Henri Spaak le 22 octobre 1940 les ministres Camille Gutt et Albert de Vleeschauwer à Londres. Il dirigea le gouvernement belge en exil à Londres de 1940 à 1944. Le 3 octobre 1941, il écrivit au général de Gaulle : « Le gouvernement belge a résolu de vous reconnaître en qualité de chef des Français libres qui ont rallié la cause des Alliés... » De retour en Belgique, il dirigea un gouvernement quadripartite comprenant catholiques, socialistes, libéraux et communistes puis un gouvernement sans ces derniers du décembre 1944 à février 1945. Hubert Pierlot fut nommé ministre d'Etat le 3 septembre 1945.

Au sujet d'Hubert Pierlot, Spaak devait écrire : « Sérieux jusqu'à la sévérité, honnête jusqu'au scrupule, travailleur infatigable, chrétien fervent, patriote, modèle des vertus civiques, professionnelles et familiales, il était un homme de bien. »

Les propos du Roi Léopold III, dans ses mémoires, sont nettement moins tendres: "Il était susceptible, méfiant, sans souplesse et, de surcroît, borné et incapable d'un geste simplement humain." Les relations entre le Roi et le Premier Ministre seront dès le début très tendues. Le conflit culminera au moment de la capitulation de mai 1940.

Il s'éteint à Uccle en 1963.

Charles Tschoffen était Docteur en droit; En octobre 1940, Chef de Cabinet du Ministre de la Justice

Léon Jacques Louis Matagne (Pont-à-Celles, 4 oktober 1880 - Charleroi, 17 augustus 1951) was een Belgisch socialistisch politicus.

Matagne was burgerlijk mijningenieur en werd in 1947 schepen in Charleroi. Hij was senator (1925-1951) voor de Belgische Werkliedenpartij. In 1940 werd hij minister van Openbare Werken in de regering Pierlot, die na de Duitse inval in mei van dat jaar naar Frankrijk vluchtte. Hij behoorde tot de Belgische ministers die zich na juni 1940 als ontslagnemend beschouwden en bleef de rest van de oorlog in Frankrijk. In tegenstelling tot drie van zijn collega's die in Duitse concentratiekampen terecht kwamen, werd Matagne met rust gelaten toen de Duitsers eind 1942 heel Frankrijk bezetten.

Docteur Sand, Secrétaire Général du Ministère de la santé publique

Baron Hubert Verwilghen : Gouverneur du Limbourg de 1928 à 1940.

Ministre Bouchery (ministre des postes ?) envoyé comme otage à Breendonck pendant quelques semaines.

VI – Quelques souvenirs et photos supplémentaires de Dinant et de la famille durant la guerre.



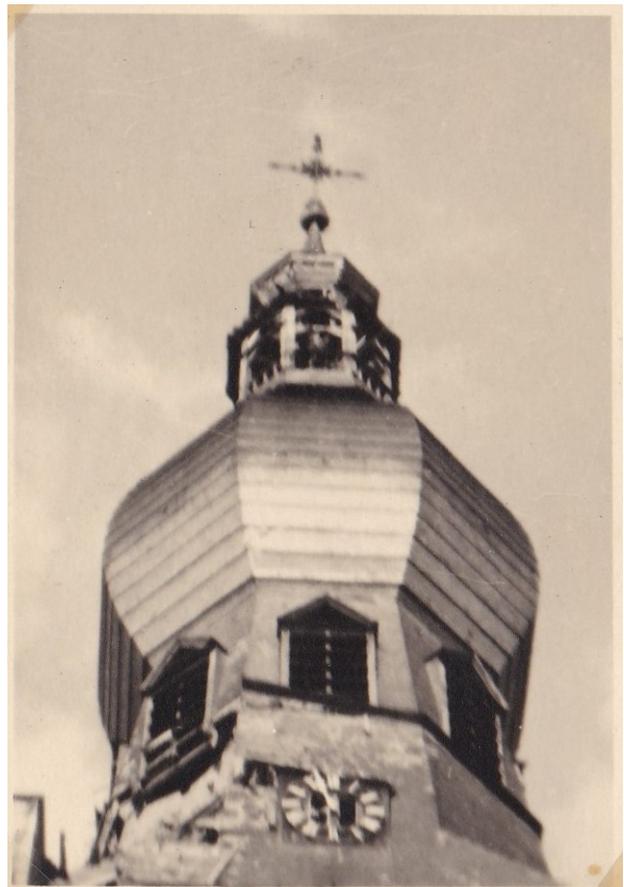
Dans différentes photos : Léon, Paul, Loulou, Jean-Pierre, Jacqueline et Baudouin Legrand.



On reconnaît Léon Legrand, Brigitte, Jean-Marie et Jean-Pierre (Je ne sais pas qui est la dame - Jeanne Legrand ?).



Militaires belges à Dinant avant la guerre



Deux photos du clocher de la collégiale de Dinant abîmé par une bombe.



Deux photos du pont provisoire construit par les allemands pendant la guerre détruit par un bombardement américain.

Photos de la libération de Dinant.
Passage des troupes américaines.



VII - Quelques réflexions sur les mémoires de mon grand père : (par Jean-Pierre Legrand)

Je reviens brièvement aujourd'hui sur les mémoires de mon grand père concernant l'exode de ma famille en mai 1940 jusqu'à fin juillet de la même année.

Notre convoi comportait outre mon grand père, mon oncle Léon, Anne son épouse et Brigitte ma cousine ainsi que Paul, mon Père, Loulou, ma maman, ma sœur Jacqueline, mon frère Beaudoin et moi-même, qui, je le rappelle, avait alors quatre ans. Par la suite, se sont ajoutés à notre voyage, notre médecin de famille, le docteur Mabillet ainsi que sa famille et aussi Tante Marcelle Claeys, l'Oncle Emile et ses enfants ce qui fait qu'à certains moments nous avons été environ dix-huit personnes dont une dizaine d'enfants.

On imagine facilement combien fut compliqué ce long voyage à travers le nord de la France, le Normandie, la Bretagne et le pays de Poitiers; il fallait nourrir toute cette bande, la loger dans des conditions souvent plus que précaires; plus d'une fois nous avons du dormir dans les voitures.

Quand je regarde l'itinéraire de ce long voyage, ce qui me frappe au premier abord c'est le manque de plan qui l'a organisé. Au départ certes, c'est la peur d'une bataille dans la région de la Meuse qui provoqua la décision et le départ,

mais par la suite, j'ai un peu l'impression que les déplacements furent souvent provoqués par des «on-dit» sur la présence de certaines personnes en certains lieux, très souvent aussi par la nécessité de trouver de l'essence. Je pense toutefois, même si ce n'est pas souvent mentionné, à la présence des autorités Belges en exil dans le sud-ouest de la France qui sans doute n'est pas pour rien dans notre séjour final là-bas.

Une grande partie du récit concerne l'accueil reçu dans les dizaines de villages qui nous ont accueillis. Personnellement quand je pense au contexte général de déplacement de populations en ce temps-là, je trouve qu'en général ça c'est bien passé, même si bien entendu il y a des exceptions notoires. Je peux comprendre si longtemps après les faits pourquoi ces dix huit personnes, avec tant d'enfants, surgissant soudain dans des villages déjà surpeuplés de réfugiés, n'étaient pas toujours une «bonne nouvelle.»

Je ne suis pas sûr que les Dinantais auraient été plus généreux que les villages français «envahis» par des réfugiés venus du sud.

Mon grand père donne facilement son avis tantôt positif, tantôt négatif sur les personnes qui nous accueillent ou ne le font pas. Certes il est conscient que notre arrivée crée des problèmes aux gens de l'endroit mais parfois il me semble un peu sévère face à des personnes sans doute déjà très perturbées par les événements.

Il n'aime surtout pas les mensonges à travers lesquels les autorités cachent leur refus de nous aider.

Ce qui est sûr, c'est que ses idées politiques ne sont pas toujours neutres face aux autorités rencontrées dans notre périple. Léon Legrand appartenait au Parti Catholique et l'on sent vite sa méfiance pour ne pas dire plus vis-à-vis du socialisme, à fortiori du communisme et même de ces radicaux socialistes, très fréquents dont il attribue presque l'accueil souvent peu empressé à leurs idées politiques. La définition qu'il laisse de Monsieur Roche, maire d'Oradour est révélatrice:

«Ce maire, dont l'attitude resta la même par la suite, était en outre député; c'était Monsieur Roche, radical socialiste, communiste, homme sans culture et immensément riche, détesté à Oradour, mais cajolant les paysans qui formaient sa clientèle.»

Il ne comprend manifestement pas comme ce monsieur a été élu député!

Quand mon grand Père ajoute que Roche fut un des trois opposants au général Pétain, je ne crois pas que ce fut un éloge de sa part alors qu'à mes yeux cette attitude me semble aujourd'hui très positive.

De toute façon, l'interdiction que nous opposa ce maire à séjourner dans sa commune ne nous empêcha nullement d'y rester assez longuement ce qui relativise son attitude négative à notre égard.

En revanche, en bon chrétien, je trouve que mon grand Père, sensible à la pauvreté et à la dignité de beaucoup de curés qui nous accueillent, les peint souvent avec sympathie.

Au plan politique, la capitulation Belge, blâmée par le ministre Reynaud, fut un jour sombre dans notre mini-colonie tant par sa teneur même que par l'hostilité qui nous fut alors témoignée par bien des français.

Quand plus tard vint l'armistice de la France avec l'Allemagne, il est interrogatif face au sort de l'aviation et de la flotte française, mais il est surtout attentif au «spectacle désolant et miséreux» des soldats français en fuite, si différent de la retraite allemande en 1918, et il n'hésite pas à ajouter qu'il désespéra alors de la France.

Je suis très surpris quand mon grand Père parle des sentiments anti-anglais de la population française, de la sympathie d'une partie des Belges pour l'Allemagne en ajoutant chaque fois que si Hitler avait fait quelque effort pour améliorer son image en France ou en Belgique il aurait pu obtenir l'adhésion de ces deux peuples; à propos de cette éventuelle pacification entre l'Allemagne, la France et la Belgique, il parle de paix potentielle pour un siècle!!!

Bien entendu cet écrit date de 1940, bien avant la connaissance des pires crimes Hitlériens, mais il me semble que ce qui s'était passé en Allemagne entre 1935 et 1940 comme la nuit de cristal, les lois anti-juives auraient du suffire à prendre davantage de distance avec le pouvoir hitlérien

Je sais en tout cas que lui-même et mes parents chaque fois qu'il était question des allemands – et nous étions en première ligne puisque je vivais face à la Kommandatur – nous les considérions résolument comme des ennemis même si c'était sans haine. Léon Legrand, comme en 1914, contrairement à d'autres, refusa toute collaboration politique avec l'occupant pendant l'occupation.

Enfin, je voudrais vous parler de la manière dont il a peint et jugé la France que nous traversions à mon avis souvent en partant des différences culturelles qui souvent le choquaient entre la France de 1940 et la Belgique.

J'ai été très sensible à la connaissance de Léon Legrand, descendant, me disait mon père, d'un garçon de ferme de Miécrot, des réalités rurales et agricoles; il remarque ainsi dans le midi que le rendement du blé est faible, que les gens n'entretiennent pas bien leur champs et qu'il en résulte des récoltes toujours plus restreintes. Il est choqué par le mauvais état des clôtures, quand elles existent entre propriétés, par le manque de peinture des maisons et un laisser aller assez général quand à l'entretien de ses biens. Bien entendu ce qu'il voyait là était à l'antithèse de ce qui se passait dans les campagnes Belges.

Parfois je trouve qu'il exagère un peu: ainsi il n'apprécie pas que les gens soupent dans des auberges avec simplement du pain et du fromage. Que dirait-il aujourd'hui. Cette manière de vivre, que je trouve assez adaptée à un pays méridional me

plairait plutôt.

Je serais aussi plus indulgent que lui concernant le relatif abandon des jardins et propriétés (ainsi un arbre que l'on laisse mort des années durant dans un jardin!) . Il s'agit plus de différences culturelles entre le Nord et le Sud de la France que de paresse caractérisées des méridionaux.

Pour conclure, je serais bien tenté d'appeler notre exode non certes un chasse à l'or mais une chasse à l'essence, car la recherche de ce liquide si précieux pour quitter des endroits souvent devenus inhospitaliers a mobilisé une grande partie de l'énergie de la famille pendant ces trois mois et même assez souvent commandé notre itinéraire qui fut tout sauf rationnel.

J'ai vécu ce long voyage, j'ai sûrement passé pas mal de nuits dans des voitures, heureusement en été. En tout cas, si je n'ai pour ainsi dire que très peu de souvenirs de cette période, je ne me rappelle non plus aucun événement désagréable ou douloureux!

A la fin du récit, on remarque que si mon grand Père, est loin d'être anéanti par la perte de sa maison incendiée comme en 1914, il est beaucoup plus préoccupé par les siens absents, les Bribosia perdus en France et surtout son Fils Georges. Quand il apprit qu'il était en captivité en Allemagne, ce fut pour lui comme une nouvelle rassurante eu égard aux craintes qu'il avait éprouvé sur la route.

Même si parfois, j'ai exprimé quelques réserves sur certaines idées de mon grand Père, je ne peux pas terminer sans vous dire ma fierté d'être son petit fils.

Vers la fin de la guerre, il dut avec d'autres membres de sa famille se cacher pour échapper à la haine que lui portaient les traîtres rexistes qui ne pouvaient accepter son refus de collaborer avec l'occupant.

Quand il ne se présenta plus au Sénat, il refusa sa pension de sénateur arguant qu'il ne considérait pas sa fonction à la haute assemblée comme un métier.

VIII – Quelques souvenirs supplémentaires de l'exode:

De Jean-Marie Claeys

Mon papa me racontait que, durant une des étapes de l'exode, il jouait sur des wagons stationnés dans une gare avec une de ses sœurs (Alberte) lorsque le train parti emportant mon papa. Sa sœur couru avertir ses parents et ce fut, en voiture, une course poursuite avec le train qu'ils rattrapèrent quelques gares plus loin. Comme Léon Legrand ne parle pas de cet épisode assez important (mon papa âgé de 4 ans a failli se perdre) je présume qu'il a eu lieu lors du chemin de retour entre Montargis et Bruxelles.

Une autre anecdote racontée par mon papa est que Marcelle, sa maman, avait, avant de partir en exode, confié son argenterie à une de ses voisine qui restait à Bruxelles. Quand elle est revenue chez elle: plus de voisine, plus d'argenterie.

De Brigitte Legrand

Concernant l'histoire avec les Wagons, Brigitte se souvient qu'ils étaient ensemble lorsque les wagons se sont déplacés. En fait, lors d'une étape durant l'exode, les enfants étaient logés dans des wagons, les adultes dormaient dans les voitures. Les Wagons s'étaient mis en mouvement alors que les enfants y étaient sous la surveillance d'Alberte. Cette dernière, affolée à été prévenir les adultes que le train partait avec les enfants. En fait, le train ne faisait que changer de voie. Ouf... !

Un autre souvenir, confirmé par Jean-Pierre, se passe peu avant la libération de la ville. Pendant les bombardements la famille Legrand s'abritaient dans les caves d'un couvent de religieuses sur l'autre rive de la Meuse. Dans la cave il y avait avec eux Joseph Gillain dit Jijé, le dessinateur de Blondin et Cirage, de Don-Bosco, des premières histoires de Spirou. Il leurs faisait des dessins pour faire passer le temps aux enfants. Lorsque les américains sont arrivés à Dinant, tous les adultes sont sortis laissant les enfants dans l'abri alors qu'eux aussi voulaient voir leurs libérateurs.

IX – Biographie de l'auteur.

Article paru dans « Vers l'Avenir » du 21 mars 1963

M.Léon Legrand, magistrat honoraire, ancien sénateur, est décédé

Mardi soir, est décédé en son domicile, rue du Palais de Justice, à Dinant, M.Léon Legrand, magistrat honoraire, ancien sénateur, veuf de Mme Albertine Degraux.

Né à Miécrot le 19 février 1869 M.Léon Legrand, après des humanités au collège Notre-Dame de la Paix à Namur – dont il était le doyen d'âge des anciens élèves – conquiert le diplôme de docteur en droit à l'Université catholique de Louvain, en 1880. Il s'inscrit au Barreau de Dinant le 7 octobre 1890 et fut nommé substitut du Procureur du Roi, à Dinant, le 17 juin (*illisible*). Pendant la première guerre mondiale, il fit fonction de chef du Parquet de Dinant et, de 1920 à 1927, fut commissaire principal de l'État près du tribunal des Dommages de Guerre.

Mais la politique avait conquis l'homme de droit et, le 16 mars 1929, M.Léon Legrand fut nommé sénateur provincial catholique en remplacement du baron Léon de Pierpont. Il siégea à la haute assemblée jusqu'au 7 janvier 1946. Depuis lors, M.Léon Legrand s'était retiré de la vie active qu'il mena pendant de si nombreuses années.

Sur le plan politique, il fonda, dans l'arrondissement, avec le regretté docteur Cousot, son grand ami, la Ligue Démocratique.

C'était l'époque héroïque de la politique, principalement pour ceux qui, comme lui, s'étaient fait les défenseurs acharnés des humbles. M.Léon Legrand fut le pionnier infatigable de la démocratie chrétienne dans l'arrondissement de Dinant, comme président, pendant de longues années, de la Ligue des travailleurs chrétiens.

Au Parlement, M.Léon Legrand fut un mandataire d'une belle compétence, d'un dévouement sans borne à la chose publique, remplissant sa mission avec une haute conscience du devoir. Il s'intéressa, évidemment, aux questions sociales, mais son nom fut, en 1932, lié à un projet qui fit couler tant d'encre à l'époque, sur la révision de la loi sur l'alcool de 1919. Le « projet Legrand », comme on l'appelait, visait principalement à lutter efficacement contre les débits clandestins et l'alcool frelaté. Il fut même adopté, en 1933, par la Commission Sénatoriale de la Justice. Le sénateur Legrand fut, notamment, membre de la commission des Sciences et des Arts, de la Commission des naturalisations et de la Commission de la Justice. Il fut rapporteur des projets de lois sur la protection morale de l'enfance, sur les sociétés de personnes à responsabilité limitée, la répression du faux monnayage, sur la protection des monuments et des sites, sur l'abandon de famille, la révision de l'article 333 du code pénal, la réduction de certains fermages et d'autres textes législatifs. Au lendemain de la première guerre, il fut, avec feu le Procureur général Servais, le promoteur de la Police Judiciaire. Il ne participa pas, à Limoges, en 1940, au fameux débat sur l'attitude du roi Léopold. Lorsqu'il abandonna la vie parlementaire, il refusa de percevoir la pension de sénateur.

M.Léon Legrand fut également membre du Conseil communal de Dinant, du 6 janvier 1927 au 31 décembre 1946. Membre du Conseil de fabrique de l'église collégiale du 2 avril 1933 au 21 septembre 1952, il en avait été nommé président, le 19 février 1950, en remplacement de M. le président Herbecq. A Dinant, il fut le fondateur de la Coopérative « Les Ouvriers Réunis » et des écoles professionnelles et de commerce de l'Université Populaire dont il fut le président éclairé. Il fut aussi fondateur avec MM. Augustin Degraux, alors bourgmestre de Dinant, son beau-père, Henry de Frahan et d'autres personnalités, du Comité de patronage des habitations ouvrières dont il fut le secrétaire-trésorier de 1892 à 1911. Il fut aussi président du Conseil d'administration de la Société « La véritable Dinanderie » à Dinant.

Il n'y a certainement que des éloges à faire du regretté défunt qui était le doyen d'âge de la ville de Dinant. Il aimait passionnément les classes sociales moins privilégiées auxquelles il consacra sa belle intelligence, son désintéressement le plus total et l'abnégation la plus absolue. Il donna le meilleur de lui-même à de multiples œuvres et organismes, toujours dans le même esprit de charité envers tous. Innombrables sont ceux auxquels il rendit d'éminents services au cours d'une vie longue et fructueuse. Il aimait aussi son terroir et il lui arriva fréquemment, au cours de périodes électorales, de donner des conférences et des meetings en wallon, ce qui lui valut, autant que la sympathie qu'il inspirait, de brillants succès. Homme foncièrement bon, chrétien convaincu, père de famille attaché aux siens, M.Léon Legrand a gardé jusqu'à ses derniers moments, une lucidité exceptionnelle et une mémoire remarquable. Il aimait égrener des souvenirs et préciser des détails de sa vie et de ses activités. Homme de bon conseil, il recevait fréquemment encore des amis qui venaient auprès de lui, recevoir des avis éclairés sur maints problèmes d'actualité. Avec M. Legrand, Dinant perd un grand ami. Le disparu était commandeur de l'ordre de Léopold et titulaire de nombreuses autres distinctions.

Notre journal exprime ses vives et chrétiennes condoléances à la famille du défunt, notamment à ses enfants, MM. Georges Legrand, Procureur du Roi à Namur; Mme et M. Jacques Bribosia, président du tribunal de première instance à Huy; Mr Léon A.Léon Legrand, administrateur de la Chambre de commerce et d'industrie de l'arrondissement de Dinant; M. Paul Legrand, dirigeant de la Ligue des Familles nombreuses de l'arrondissement de Dinant; Mme Claeys, dont le mari, directeur général honoraire des Ponts et Chaussées, est récemment décédé; Mme Jeanne Legrand, veuve de M. Storrer qui fut ingénieur au port de Gand.

Table des matières :

Chapitre I	: Notes sur le récit. - p.2
Chapitre II	: Contexte de l'époque. - p.3
Chapitre III	: Les personnages. - p.3
Chapitre IV	: Le récit de Léon Legrand. - p.6
Chapitre V	: Quelques noms de personnalités belges rencontrées durant l'exode par Léon Legrand. - p/51
Chapitre VI	: Quelques photos supplémentaires de Dinant et de la famille durant la guerre. - p.54
Chapitre VII	: Quelques réflexions sur les mémoires de mon Grand-Père par Jean-Pierre Legrand. - p.57
Chapitre VIII	: Quelques souvenirs supplémentaires de l'exode. - p.59
Chapitre IX	: Biographie de l'auteur. - p.60

Sur le récit de Paul Legrand :
Jean-Michel Claeys
et
Jean-Pierre Legrand